CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

RAPPORT ANNUEL 2009-2010

www.crdp.umontreal.ca

Université de Montréal

Faculté de droit

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Regroupement DROIT et CHANGEMENTS

TABLE DES MATIÈRES

LA RECHERCHE EN DROIT : LE FRUIT D'UNE LONGUE ÉVOLUTION 4
1. Publications et diffusion de la connaissance 4
2. Formation des étudiants 5
3. Évolution du financement de la recherche 6
4. Le CRDP en tant qu'infrastructure de recherche 7

LEGAL RESEARCH : THE RESULT OF A LONG HISTORY
1. Publications and knowledge sharing 8
2. Education and training 9
3. Evolution of research funding 10
4. The CRDP: research infrastructure 11

SUBVENTIONS, DONS ET CONTRATS DE RECHERCHE DES CHERCHEURS RÉGULIERS 12

CHERCHEURS DU CRDP ET DU REGROUPEMENT DROIT ET CHANGEMENTS 13
- Axe Droit et nouveaux rapports sociaux 14
- Axe Droit et technologies d'information et de communication 15
- Axe Droit, biotechnologie et rapport au milieu 16

PERSONNEL SCIENTIFIQUE ET ADMINISTRATIF 18

CONSEIL DE DIRECTION DU CRDP 18

RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE 19

AXE : DROIT ET NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX 23
- Bilan 2009-2010
- Projets de recherche subventionnés

AXE : DROIT ET TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION 39
- Bilan 2009-2010
- Projets de recherche subventionnés

AXE : DROIT, BIOTECHNOLOGIE ET RAPPORT AU MILIEU 55
- Bilan 2009-2010
- Projets de recherche subventionnés

ANNEXE 1 : PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES CHERCHEURS RÉGULIERS DU CRDP 67

ANNEXE 2 : PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES ÉTUDIANTS ET AGENTS DE RECHECHE 83

ANNEXE 3 : MÉMOIRES ET THÈSES OBTENUS ET EN COURS 97

ANNEXE 4 : ÉVÉNEMENTS SCIENTIFIQUES 109

MOT DU DIRECTEUR

Le lecteur trouvera dans ce rapport annuel la synthèse des activités scientifiques du Centre de recherche en droit public pour l'année 2009-2010. Le CRDP, créé en 1961 et en opération effective depuis 1962, regroupe aujourd'hui 16 chercheurs réguliers, 32 chercheurs associés et 21 collaborateurs. Ces chercheurs sont réunis au sein du *Regroupement Droit et changements*, soutenu par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture pour la période 2004-2011. Ce Regroupement associe l'Université de Montréal, l'Université McGill et l'Université Laval. Les travaux des chercheurs du Regroupement portent sur l'un ou l'autre des trois thèmes suivants : *Droit et nouveaux rapports sociaux, Droit et technologies de l'information et de la communication* et *Droit, biotechnologie et rapport au milieu*. Le CRDP compte parmi ses chercheurs les titulaires de six chaires de recherche : la Cha*ire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique*, dirigée par le professeur Pierre Trudel, la *Chaire Jean Monnet en droit de l'Union européenne*, dirigée par la professeure Nanette Neuwahl, la *Chaire de recherche du Canada en identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées*, dirigée par le professeur Jean-François Gaudreault-Desbiens, la *Chaire en droit des affaires et du commerce international*, dirigée par le professeur Stéphane Rousseau, la *Chaire en droit de la sécurité et des affaires électroniques*, dirigée par le professeur Vincent Gautrais et la *Chaire en information juridique*, dirigée par le professeur Daniel Poulin.

Depuis l'année universitaire 2007-2008, de nombreux « nouveaux » chercheurs se sont joints au CRDP, contribuant ainsi à renouveler nos équipes et nos projets de recherche. L'année 2009-2010 n'a pas échappé à cette règle. Un changement normal de génération est en cours dans la société québécoise et le Centre ne peut s'y soustraire. Ainsi, se sont joints au CRDP cette année la professeure Karine Bates, du Département d'anthropologie et le professeur Daniel Poulin, de la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Karine Bates, juriste et anthropologue, a déjà participé à plusieurs travaux conduits au Centre, dont l'important projet « Peuples autochtones et gouvernance » dirigé par le professeur Pierre Noreau. Daniel Poulin connaît bien le Centre, puisqu'il y a débuté sa carrière et y est chercheur associé depuis de nombreuses années. Les travaux du professeur Poulin sur la diffusion en ligne des savoirs juridiques sont bien connus aux plans national et international. Cette année encore, les travaux de nos deux « nouveaux » chercheurs s'intègrent dans l'un ou l'autre des axes de recherche du Centre et complètent, dans bien des cas, les projets qui y sont conduits. Les recherches menées au Centre se caractérisent par leur orientation interdisciplinaire. Cette orientation, présente au Centre depuis plus d'une trentaine d'années, amène les chercheurs à collaborer de très près dans leurs projets avec des spécialistes d'autres disciplines (médecine, pharmacie, sociologie, anthropologie, philosophie, informatique, etc.). Nos nouveaux chercheurs illustrent très bien cette orientation interdisciplinaire par leurs travaux marqués pour l'une par l'anthropologie et pour l'autre par l'informatique.

Le CRDP accorde une très grande importance à l'encadrement des étudiants de tous les cycles universitaires. Les chercheurs du CRDP enseignent aussi bien au premier cycle qu'aux cycles supérieurs. Ses chercheurs sont également très impliqués dans les cours et l'encadrement du doctorat en droit de l'Université de Montréal et au programme de doctorat interdisciplinaire en sciences humaines appliquées (SHA) de la Faculté des études supérieures. La formation à la recherche constitue une fonction essentielle de la mission du CRDP. La formation des étudiants prend plusieurs formes; ainsi, 68 étudiants canadiens et étrangers participent aux projets des chercheurs comme assistants ou agents de recherche et un grand nombre d'entre eux prennent part aux séminaires étudiants et aux autres activités de diffusion de la connaissance. Les étudiants organisent aussi chaque année un colloque où ils exposent leurs préoccupations en matière de recherche. De même, les étudiants animent la revue du CRDP, Lex Electronica (**www.lex-electronica.org**), en assurant l'édition des textes et en y contribuant directement par la rédaction d'articles. C'est pour mettre cette contribution en évidence que le Rapport annuel du CRDP réserve une section spécifique à la contribution des étudiants à la diffusion scientifique. Afin de faciliter l'intégration des étudiants au CRDP et leur participation à ses différentes activités, le Centre a créé le poste de responsable des affaires étudiantes qui est occupé, à temps partiel, par un étudiant de deuxième ou troisième cycle.

Le présent rapport est une synthèse des activités scientifiques de l'année écoulée. Sa lecture peut être complétée en se référant au site web du CRDP disponible à : **www.crdp.umontreal.ca**. On y trouvera des informations complémentaires et, aussi, des renseignements sur les projets en cours qui n'apparaissent pas dans le présent rapport, car ils viennent de débuter. Vous pourrez y trouver également des informations sur les différentes activités scientifiques qui émaillent l'année universitaire. N'hésitez pas à y assister, puisque la majeure partie de celles-ci sont ouvertes au public. Finalement, notre site web présente toutes les actualités pertinentes afférentes à la vie intellectuelle d'un centre de recherche. Bonne lecture et bonne navigation!

Karim Benyekhlef
DIRECTEUR
Centre de recherche en droit public

La recherche en droit : le fruit d'une longue évolution

1. Publications et diffusion de la connaissance
2. Formation des étudiants
3. Évolution du financement de la recherche
4. Le CRDP en tant qu'infrastructure de recherche

Les travaux menés par les chercheurs du Centre de recherche en droit public depuis la fondation du Centre en 1962 portent sur les formes contemporaines du droit, sur ses conditions d'émergence et sur ses rapports avec les autres formes de normativité et de régulation sociale. Nos perspectives de recherche ont évidemment évolué au cours des décennies. Si la mission du CRDP durant ses premières années d'existence était de « favoriser et d'organiser la recherche en droit public, plus particulièrement en droit constitutionnel et administratif », elle s'est lentement élargie à l'étude d'un grand nombre de questions et de thèmes relatifs au droit contemporain.

Au cours des vingt premières années d'évolution du Centre, les travaux de ses chercheurs ont surtout suivi le développement de l'État québécois et l'évolution du droit public, notamment dans le domaine du droit administratif. Ces travaux innovateurs favorisèrent, à l'époque, l'étude des structures administratives régionales et la recherche dans le domaine du droit de la santé, du droit de l'éducation supérieure, du droit de la radio et de la télévision, du droit d'accession des nouveaux États à la souveraineté, etc.

Au cours des années 80, les travaux du Centre suivront l'évolution sociale et technologique et porteront sur l'étude des normes naissantes en matière d'éthique médicale, puis l'émergence de nouvelles normes en matière de technologies biomédicales et de génétique. D'autres recherches aborderont les enjeux éthiques, juridiques et sociaux soulevés par l'usage de la xénotransplantation et favoriseront l'étude des rapports de l'humain avec le monde animal et végétal et du droit avec l'environnement. Débordant l'étude du droit de la radio et de la télédiffusion, nos travaux dans ce domaine conduiront à celle des nouvelles technologies de communication, et aboutiront à la publication du premier traité francophone portant sur le droit du cyberespace. D'autres projets porteront sur la protection des renseignements personnels numérisés, la gestion des différends nés sur *Internet*, le commerce électronique, la démocratisation de l'accès au droit et l'avènement du gouvernement et de la justice en ligne. Parallèlement, nos investigations dans le champ de la théorie du droit se sont orientées vers l'étude des conditions d'émergence des nouvelles normativités sociales et juridiques. Inspirés par les théories du pluralisme juridique, ces travaux empiriques et théoriques traiteront tour à tour des enjeux idéologiques de la décision judiciaire, des formes juridique et politique de la gouvernance autochtone, des formes contemporaines de l'action publique, du traitement juridique des problèmes sociaux et des effets de la diversité ethnoculturelle contemporaine sur l'évolution de la normativité juridique. Ces thèmes sont, depuis 2003, regroupés selon trois grands axes de recherche, à savoir : Droit et nouveaux rapports sociaux, Droit et technologies d'information et de communication et Droit, biotechnologie et rapport au milieu. Ce sont les travaux effectués selon ces axes qui composent le bilan des activités contenues au présent rapport.

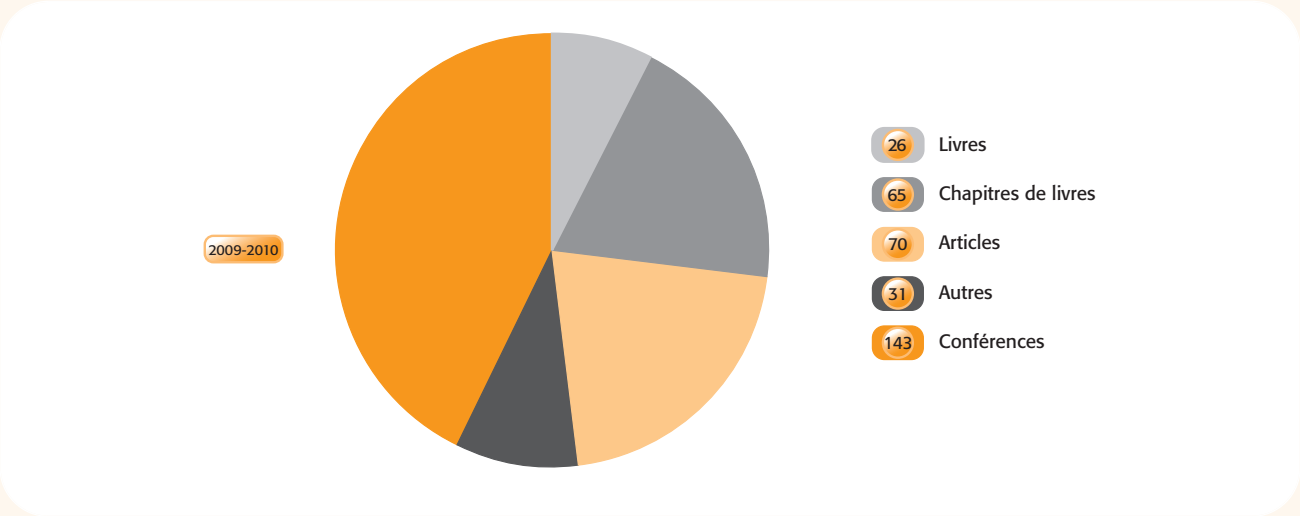
1. Publications et diffusion de la connaissance

En 2009-2010, les 16 chercheurs réguliers du Centre ont contribué à la rédaction ou l'édition de 18 ouvrages. Ils ont publié 30 articles scientifiques et 61 contributions à un ouvrage collectif, rapports de recherche, actes de colloque et autres publications en tout genre. Ils ont par ailleurs prononcé 74 conférences scientifiques (annexe 1). Les étudiants et agents de recherche du Centre ont, pour leur part, été les auteurs ou les co-auteurs de 8 ouvrages, de 14 contributions à des ouvrages collectifs, de 40 articles scientifiques, de 9 contributions à des actes de colloques et de 12 rapports de recherche et autres publications de tout genre. Ils ont été associés à 69 conférences scientifiques (annexe 2).

En tenant compte des contributions individuelles et des publications combinées des étudiants et des chercheurs, les publications annuelles du Centre pour 2009-2010 représentent 26 ouvrages, 65 chapitres de livres, 70 articles publiés dans les pages de revues scientifiques et 31 publications de divers types (actes de colloques, rapports de recherche, etc.). Finalement, les chercheurs, étudiants et agents de recherche du CRDP auront prononcé 143 conférences (Figure 1).

Ce bilan des activités scientifiques auxquelles sont associés les chercheurs et les étudiants du CRDP se doit également d'inclure les événements organisés par le Centre et ses diverses composantes, telles la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique, la Chaire Jean-Monnet en droit de l'Union européenne, la Chaire de recherche du Canada en droit et médecine, la Chaire de recherche du Canada en identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées, la Chaire en droit des affaires et du commerce international et la Chaire d'excellence de l'Université de Montréal en droit de la sécurité et des affaires électroniques. Au total, le CRDP a participé à l'organisation de 69 événements scientifiques, colloques, conférences et séminaires durant la période 2009-2010. La revue du Centre, *Lex Electronica*, aura permis la publication de 20 articles scientifiques d'auteurs internationaux.

Figure 1
Diffusion scientifique au CRDP 2009-2010



2. Formation des étudiants

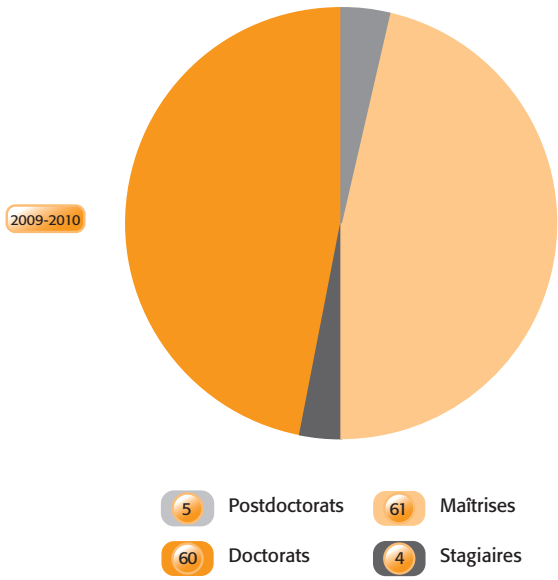
La formation des étudiants et la mission de formation d'une relève scientifique prend, au CRDP, une multitude de formes et inclut une contribution à tous les cycles de la formation universitaire. Les chercheurs réguliers du Centre ont ainsi été appelés à encadrer un nombre croissant d'étudiants, au fur et à mesure qu'évoluent les programmes de formation offerts, tant à la Faculté de droit qu'en médecine, en informatique, en sociologie, en anthropologie, en criminologie, en philosophie, en éthique appliquée et en sciences humaines appliquées. Les chercheurs du CRDP assurent par ailleurs la direction ou la co-direction de programmes d'études supérieures en commerce électronique et en sciences humaines appliquées, en plus d'enseigner dans le cadre des différents programmes de doctorat et de maîtrise offerts à la Faculté de droit. Ainsi, en 2009-2010, les chercheurs du CRDP ont participé à l'encadrement de 5 chercheurs postdoctoraux, 60 étudiants de doctorat (dont 7 ont déposé leur thèse) et 61 étudiants de maîtrise (dont 13 ont déposé leur mémoire). Les chercheurs du Centre ont également encadré 4 étudiants dans le cadre de stages au CRDP. Ainsi, au total, 130 étudiants ont bénéficié de l'encadrement des chercheurs du Centre (annexe 3).

Une liste des titres des thèses et mémoires en cours durant l'année 2009-2010 est reproduite à l'annexe 3 du présent rapport. Cette activité d'encadrement est notamment favorisée par le développement de programmes de formation établis sur la base de nos axes de recherche dans le domaine de la biotechnologie et des technologies de l'information et des communications.

À cet encadrement lié au contexte d'études, il faut également ajouter un encadrement qui est tout aussi essentiel à la formation d'une relève en recherche. Nous référons ici à l'encadrement quotidien des 38 étudiants engagés en tant qu'auxiliaires de recherche par les chercheurs du Centre, ainsi qu'aux 21 agents de recherche qui, pour l'essentiel, sont inscrits aux cycles supérieurs à l'un ou l'autre des programmes offerts par l'Université de Montréal. Ces données ne tiennent finalement pas compte des étudiants formés par les chercheurs associés et les collaborateurs du Regroupement *Droit et Changements* pour la même période, souvent dans la foulée de travaux de recherche initiés au CRDP.

Finalement, le CRDP aura contribué, en 2009-2010, au support financier de nombreux étudiants. Le Centre aura attribué 28 bourses de rédaction et de soutien à des étudiants afin d'aider ceux-ci dans le cadre de leurs études. En tout, 46 630 $ auront été versés aux étudiants par le Centre sous forme de bourses et d'aide financière durant cette année. Ce montant comprend les 2 bourses d'initiation à la recherche du CRDP – lesquelles totalisent 1 500 $ – versés à des étudiants de premier cycle démontrant un intérêt marqué pour la recherche scientifique en droit et les 4 bourses de 4 500 $ attribuées à des doctorants affiliés au Centre. A cette contribution, il ne faut pas omettre de rajouter les salaires versés aux assistants et agents de recherche.

Figure 2
Étudiants encadrés aux divers cycles



3. Évolution du financement de la recherche

Les chercheurs réguliers du Centre de recherche en droit public mènent simultanément une cinquantaine de projets de recherche financés. Ceux-ci portent sur une multitude de thèmes et de questions reliés à nos axes de recherche. Du droit autochtone au droit à la vie privée, en passant par le droit des biotechnologies et le droit international, la diversité des thèmes étudiés reflète la complémentarité des expertises développées au Centre.

Cette diversité, ainsi que la multiplicité des projets rendent également compte d'une évolution continue de nos travaux, lesquels sont le fruit d'importantes collaborations scientifiques entre les chercheurs réguliers, les chercheurs associés et les collaborateurs du CRDP. En effet, les activités du Centre se caractérisent par certaines tendances lourdes : la première tient à la diversité des institutions de rattachement des chercheurs du Centre; la deuxième, à l'internationalisation de plusieurs projets développés, au départ, sur le plan québécois; la troisième, à l'importance prise par certaines activités de transfert des connaissances. L'on se doit par ailleurs de mentionner que la professeure Bartha Maria Knoppers a rejoint la Faculté de médecine de l'Université McGill. Elle demeure par ailleurs chercheure associée du CRDP. Signalons également que le CRDP a su, au cours des dernières années, être le siège d'importantes structures de collaborations scientifiques. C'est notamment le cas du Regroupement *Droit et changements* et d'importants consortiums de recherche comme Peuple autochtones et gouvernance, l'Institut international de recherche en éthique biomédicale ou P3G. L'activité du Centre favorise par ailleurs la création de nouvelles structures de recherche, chaires, observatoire ou laboratoire. Mentionnons, à titre d'exemples, l'Observatoire sur le Droit à la justice, et le Laboratoire sur la cyberjustice. Finalement, indiquons la proportion toujours plus importante des fonds que le CRDP est appelé à administrer pour les chercheurs d'autres universités ou qu'il est conduit à leur transférer à la suite d'ententes entre les universités, notamment dans le cadre de grands consortiums de recherche.

Durant l'année 2009-2010, le CRDP a poursuivi son plan de repositionnement stratégique en misant sur les projets d'envergure, tout en multipliant les sources de financement. En effet, le niveau de financement des projets du CRDP dépasse aujourd'hui le cap des 20 millions de dollars. Cette tendance s'inscrit dans l'évolution normale du Centre et démontre l'ambition croissante de ses chercheurs. La multiplication des sources de financement illustre par ailleurs la capacité des chercheurs du CRDP de susciter l'intérêt pour ses travaux auprès des organismes subventionnaires et, donc, la pertinence de ceux-ci pour la communauté.

4. Le CRDP en tant qu'infrastructure de recherche

Le Centre de recherche en droit public est d'abord et avant tout un espace de concertation entre chercheurs et entre chercheurs et étudiants. Cette fonction a été particulièrement affirmée, depuis 2004, par la consécration du CRDP comme *Regroupement stratégique*, par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC). L'activité d'un centre comme le CRDP se mesure d'abord à sa capacité de fédérer des chercheurs et des projets de recherche. Le caractère interdisciplinaire de nos travaux favorise ce regroupement continu des activités scientifiques en droit. Cette mise en commun des compétences et des perspectives est elle-même rendue possible grâce au soutien que l'Université de Montréal et la Faculté de droit accordent aux activités du Centre, mais également du fait de l'entretien d'une longue tradition de concertation au sein des milieux scientifiques.

Les chercheurs du CRDP bénéficient par ailleurs du travail d'un secrétariat très expérimenté, d'un personnel spécialisé dans la gestion de fonds de recherche importants et de spécialistes des communications électroniques. Si le CRDP peut également réaliser ses activités, c'est du fait du travail d'un personnel de recherche stable, comprenant près de cent chercheurs, professionnels, agents et auxiliaires de recherche, œuvrant avec toutes les équipes du Centre de recherche en droit public. Cette importante masse de collaborateurs explique en grande partie la capacité du CRDP d'agir comme catalyseur de la recherche dans de très nombreux aspects du droit contemporain, au Québec et au Canada.

Legal Research: the result of a long history

1. Publications and knowledge sharing
2. Education and training
3. Evolution of research funding
4. The CRDP: research infrastructure

The work done by the *Centre de recherche en droit public* (CRDP) since its foundation in 1962 has focused on contemporary forms of law and conditions underlying its emergence as well as its relations with other forms of normativity and social regulation. Naturally, our research perspectives have changed over the decades. While the CRDP's mission in its first years was to "promote and perform research on public law, particularly constitutional and administrative law", it gradually expanded to encompass a wide range of issues and themes in contemporary law.

During its first 20 years, the CRDP's researchers mainly studied development of Québec government and evolution of public law, notably in the field of administrative law. At the time, the CRDP's innovative research concentrated on regional administrative structures and on law pertaining to health care, higher education, radio and television, new states' right to declare sovereignty, etc.

In the 1980's, the CRDP's work followed social and technological changes, and turned toward emerging norms in medical ethics, which led to study the emergence of norms in biomedial and genetic technologies. Research was also done on the ethical, legal and social issues raised by xenotransplants, which fostered the study of relations between human and animal and plant world as well as between environment and law. Expanding beyond the study of radio and broadcasting law, our work in this field led to research on new communication technologies, which resulted in the publication of the first French-language treatise on cyberspace law. Other projects were related to protection of digitalized personal information, management of disputes arising on the *Internet*, electronic commerce, democratization of access to law and advent of online government services and justice. In parallel, our investigations in legal theory were directed toward the conditions for emergence of new social and legal normativities. Inspired by legal pluralism theories, the CRDP's empirical and theoretical research dealt with ideological stakes involved in judicial decisions, legal and political forms of Aboriginal governance, contemporary forms of public action, judicial handling of social problems and effects of contemporary ethno-cultural diversity on legal norms. Since 2003, these themes have been grouped into three major research areas: Law and New Social Relations, Law and Information and Communication Technologies, and Law, Biotechnology and Community. This report consists in an update on the research projects currently conducted in one or the other of these research areas.

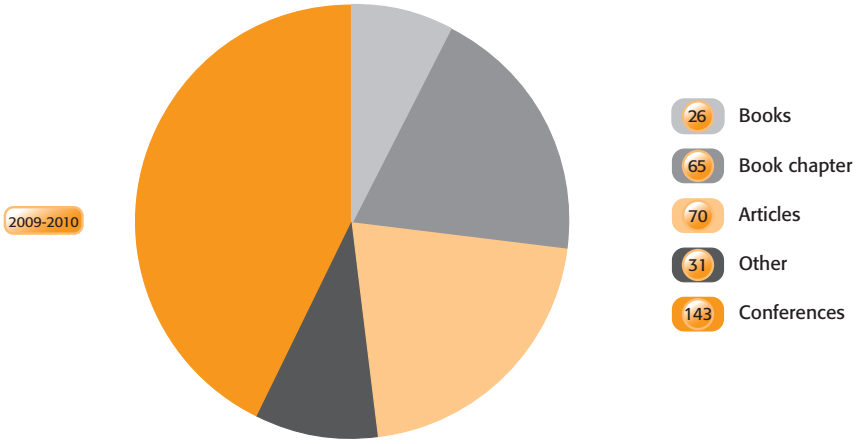
1. Publications and knowledge sharing

In 2009-2010, CRDP's 16 main researchers contributed to the writing or publication of 18 books. They published 30 academic articles and 61 contributions to collective works, research reports, conference proceedings and other texts. Moreover, they gave 74 academic conferences (Annex 1). As for the Center's students and research officers, they authored or co-authored 8 books,14 contributions to collective works, 40 academic articles, 9 contributions to conference proceedings and 12 research reports and other texts. They were also involved in 69 academic conferences (Annex 2).

Given students and researchers' combined contributions and publications, the CRDP published, in 2009-2010, 26 books, 65 book chapters, 70 academic articles and 31 publications of other types (contributions to conference proceedings, research reports, etc.). Finally, the Center's researchers, students and research officers gave 143 conferences (Figure 1).

Update on scientific activities with which CRDP's students and researchers are associated also has to take into account events organized by the Center and its various components, such as the L.R. Wilson Chair in Information Technology and E-Commerce Law, the Jean-Monnet Chair in European Union Law, the Canadian Research Chair in Law and Medicine, the Canada Research Chair in North American and Comparative Juridical and Cultural Identities, the Chair in Business Law and International Trade and the Université de Montréal's Chair of excellence in E-Commerce and Security Law. All around, the CRDP organized 69 academic events, colloquies, conferences and seminars in 2009-2010. Morevover, 20 academic articles signed by authors from around the world were published in CRDP's journal, *Lex Electronica*.

Figure 1
Knowledge Sharing for 2009-2010



2. Education and training

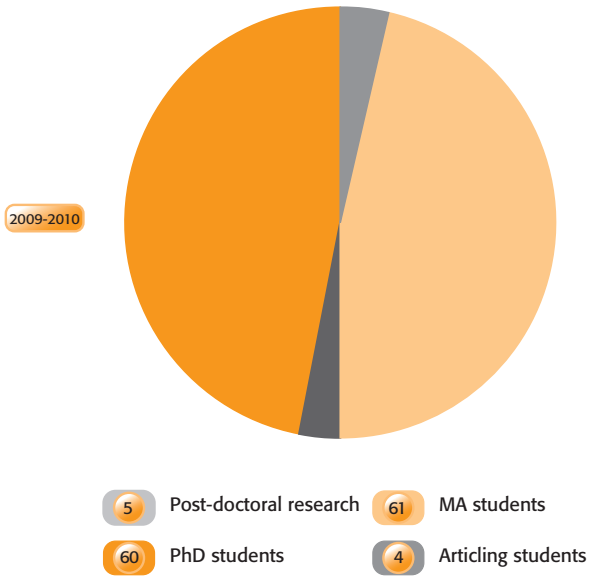
Training of both graduate and undergraduate students, as well as the mission of developing all future scientific succession are addressed in a myriad of ways at the CRDP. The Center's main researchers are being called upon to supervise a growing number of students as training programs change, both at the Faculty of Law and in other fields, such as medicine, computer science, sociology, anthropology, criminology, philosophy, applied ethics and applied human sciences. CRDP researchers direct and co-direct graduate studies programs in electronic commerce and applied human sciences, as well as teach in various PhD and Master's programs offered at the Faculty of Law. Accordingly, in 2009-2010, the Center's reseachers supervised 5 post-doctoral researchers, 60 PhD students (7 of whom submitted their dissertation) and 61 MA students (13 of whom submitted their thesis). The researchers also oversaw the internships of 4 students. In total, 130 students benefited from the supervision of CRDP's researchers (Annex 3).

A list of the MA thesis and PhD dissertations submitted in 2009-2010 or currently in the process of being written is provided in Annex 3. Supervision of thesis and dissertations is aided by the development of training programs based on our biotechnology and information and communications technologies research areas.

In addition to supervising students' academic progress, we also provide training that is just as essential to producing a new generation of researchers, that is, the day-to-day supervision of 38 students employed as research assistants by the CRDP's researchers, as well as 21 research officers who are almost all enrolled in graduate studies at the Université de Montréal. Finally, this data does not take into account students trained by associate researchers and contributors from the Regroupement Droit et Changements, whose training often flows from research projects initiated by the CRDP.

Finally, in 2009-2010, the CRDP contributed to the financial support of many students. The Center awarded 28 writing and financial relief grants to students in order to help them in their studies. In all, $46.630 was given out to students through grants and financial assistance. This includes two scholarships – totalizing $1.500 - granted by the Center to introduce undergraduate students to legal research, as well as four $4.500 bursaries attributed to PhD students affiliated with the Center. Salaries paid to research assistants and officers complete this overview of the Center's allocation of funds to students.

Figure 2
Supervised students in various cycles

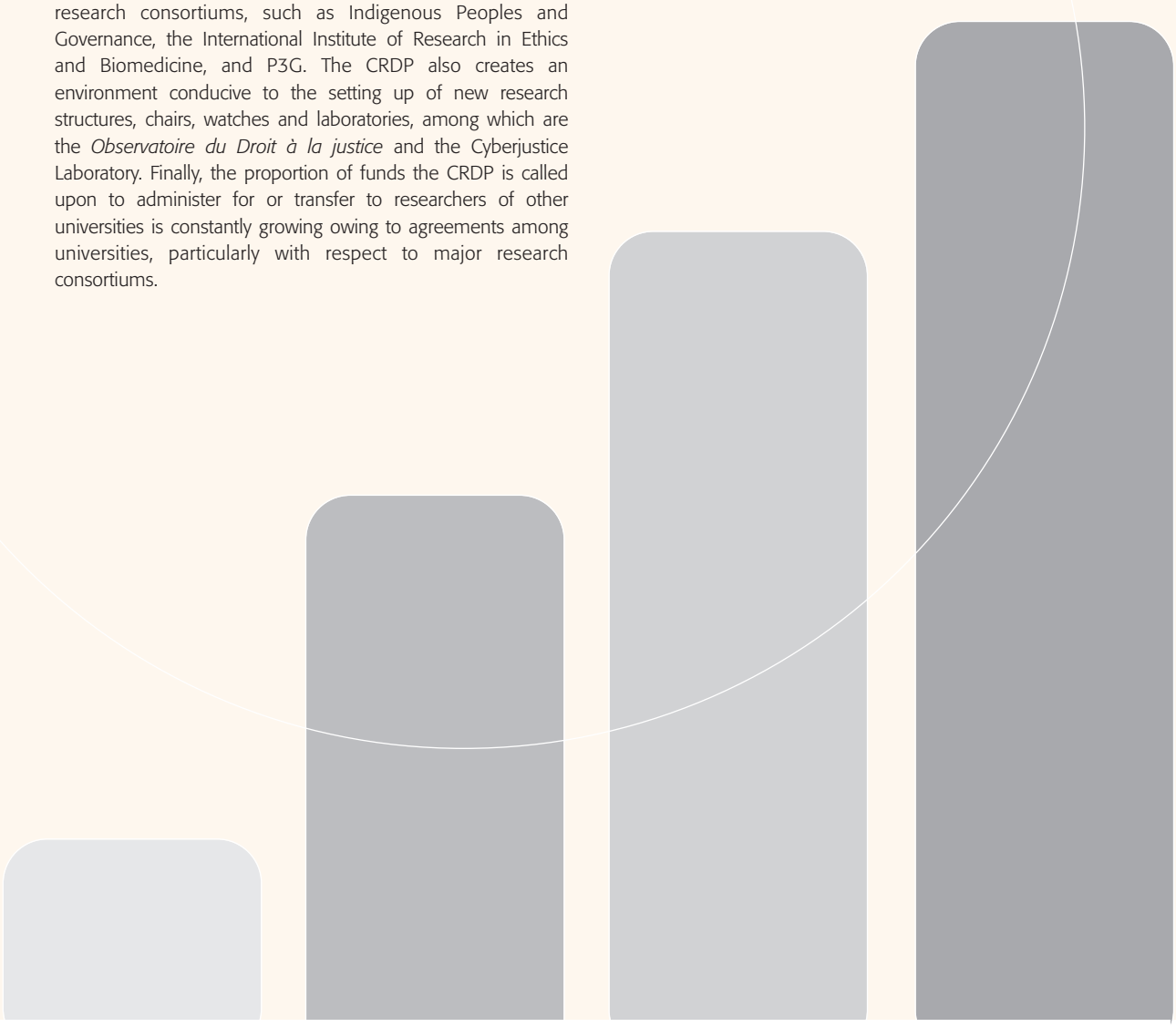


3. Evolution of research funding

CRDP's main researchers are concurrently conducting 50 funded research projects. These projects regard a wide range of themes and issues related to our research areas. From Aboriginal law to the right to the respect of private life, from biotechnology law to international law, the themes' diversity reflects the complementary nature of the expertise developed at the Center.

This diversity, along with the multiplicity of our projects, also shows ongoing evolution in our research, which is the fruit of major scientific collaboration among CRDP's main researchers, associate researchers and contributors. There are certain clear trends in the CRDP's activities: first, the diversity of the institutions to which the Center's researchers belong; second, the internationalization of many projects which were initially started in Québec; and third, the growing importance of knowledge transfer activities. On that matter, let us mention that Professor Bartha Maria Knoppers joined McGill University's Faculty of Medecine. Professor Knoppers nevertheless remains one of CRDP's associate researchers. Note also that in recent years the CRDP has provided the framework for major scientific collaborations. In particular, it has been the case with respect to the *Regroupement Droit et Changements* as well as important research consortiums, such as Indigenous Peoples and Governance, the International Institute of Research in Ethics and Biomedicine, and P3G. The CRDP also creates an environment conducive to the setting up of new research structures, chairs, watches and laboratories, among which are the *Observatoire du Droit à la justice* and the Cyberjustice Laboratory. Finally, the proportion of funds the CRDP is called upon to administer for or transfer to researchers of other universities is constantly growing owing to agreements among universities, particularly with respect to major research consortiums.

In 2009-2010, the CRDP pursued its strategic repositioning plan by focusing on large-scale projects while increasing sources of funding. Indeed, the level of funding for CRDP projects has passed the mark of 20 million dollars this year. This trend is part of the Center's natural growth, and shows its researchers' increasing ambition. The multiplication of sources of funding also proves that CRDP researchers have the ability to attract granting agencies' interest in their work, and, thus, demonstrates the importance of such work for the community.



4. The CRDP: a research infrastructure

First and foremost, the CRDP provides a framework for cooperation among researchers as well as among researchers and students. Since 2004, this function has been especially strengthened thanks to the CRDP's designation as a strategic group by the *Fonds québécois de recherche sur la société et la culture* (FQRSC). The relevance of a center such as the CRDP is demonstrated primarily by its ability to bring researchers and research projects together. The interdisciplinary nature of our work furthers constant interactions among research activities in law. This pooling of competencies and perspectives is made possible thanks to the Université de Montréal and the Faculty of Law's support, but it is also due to the long tradition of cooperation within scientific communities.

Furthermore, the CRDP's researchers can count on the support of a very experienced administative staff, a team specialized in the management of major research fundings as well as numerous specialists in electronic communications. The CRDP's achievements also depend on the work of a stable research team that includes approximately 100 research professionals, officers and assistants. This important body of collaborators plays a major part in the CRDP's capacity to act as a catalyst for research in such a wide range of aspects of contemporary law.

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC ET *REGROUPEMENT DROIT ET CHANGEMENTS*

SUBVENTIONS DONS ET CONTRAT DE RECHERCHE DES MEMBRES RÉGULIERS

PÉRIODE DU 01 JUIN 2009 AU 31 mai 2010

	NOMBRES	OBTENUS
INFRASTRUCTURE		
CÉDAR	1	203 150 $
REGROUPEMENTS STRATÉGIQUES FQRSC	1	278 333 $
SOUS-TOTAL	**2**	**481 483 $**
INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPES		424 734 $
CCRSH	4	25 431 $
MDEIE	1	71 710 $
FQRSC	2	88 514 $
CHAIRES	2	65 000 $
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	3	26 000 $
BARREAU	3	85 498 $
VILLE DE QUÉBEC	1	86 098 $
ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE	1	15 000 $
CONF. DES JUGES ADM. DU QUÉBEC	1	59 592 $
AUTRES	8	
SOUS-TOTAL	**28**	**1 429 059 $**
CYBERJUSTICE	1	6 131 198 $
CARTaGENE	2	14 491 124 $
TOTAL	**31**	**22 051 381 $**

CHERCHEURS DU CRDP ET DU REGROUPEMENT *DROIT ET CHANGEMENTS*

16 CHERCHEURS RÉGULIERS
32 CHERCHEURS ASSOCIÉS
21 COLLABORATEURS

CHERCHEURS RÉGULIERS

BENYEKHLEF Karim
(Ph.D., LL.M., Université de Montréal)
Professeur titulaire / Axe Droit et technologies d'information et de communication
Champs d'intérêt : Droit international, Droit du cyberespace, Droit constitutionnel
karim.benyekhlef@umontreal.ca

FRÉMONT Jacques
(LL.M. York University)
Professeur titulaire / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Droit constitutionnel et administratif, Coopération internationale
jacques.fremont@umontreal.ca

GAUDREAULT-DES BIENS Jean-François
(LL. D. Université d'Ottawa; LL. M., LL.B. Université Laval)
Professeur titulaire/Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Droit public et constitutionnel canadien; Droit comparé civil/common law; Politisation du religieux; Théorisation éthico-juridique du fédéralisme
jf.gaudreault-desbiens@umontreal.ca

GAUTRAIS Vincent
(LL.D., LL.M. Université de Montréal)
Professeur agrégé / Axe Droit et technologies d'information et de communication
Champs d'intérêt : Droit du commerce électronique, Droit des contrats électroniques, Droit de la cyberconsommation, Vie privée et Internet, Sécurité informatique, Règlement des différends en ligne, propriété intellectuelle et Internet
vincent.gautrais@umontreal.ca

GENDREAU Ysolde
(LL. M. McGill University; Doc. Université de Paris II)
Professeure titulaire / Axe Droit et technologies d'information et de communication
Champs d'intérêt : Droit de la propriété intellectuelle
ysolde.gendreau@umontreal.ca

LAJOIE Andrée
(M.A. Oxford University; LL.L. Université de Montréal)
Professeure émérite /Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Professeure invitée, Université libre de Bruxelles, février 2010
Champs d'intérêt : Droit constitutionnel, Théorie du droit, Droit des autochtones
andree.lajoie@umontreal.ca

LEMAY Violaine
(LL.D. Université de Montréal; LL.M. Université Laval)
Professeure adjointe / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Interdisciplinarité, Droit de la jeunesse, Théories et pratiques de l'intervention professionnelle, Théorie du droit, Sociologie du droit
violaine.lemay@umontreal.ca

LEROUX Thérèse
(Ph.D. Université Laval; B. Sc. et LL.B. Université de Sherbrooke)
Professeure titulaire / Axe Droit, biotechnologie et rapport au milieu
Champs d'intérêt : Droit de la santé publique, Droit associé aux biotechnologies
therese.leroux@umontreal.ca

MACKAAY Ejan
(LL.M., LL.D. Université d'Amsterdam; LL.M. Université de Toronto)
Professeur émérite / Axe Droit et technologies d'information et de communication & Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Droit civil, Théorie du droit, Droit des nouvelles technologies de l'information et des communications
ejan.mackaay@umontreal.ca

MOLINARI Patrick A.
(LL.M. Université de Montréal)
Professeur titulaire / Axe Droit, biotechnologie et rapport au milieu
Champs d'intérêt : Droit de la santé et des systèmes de santé
patrick.molinari@umontreal.ca

NEUWAHL Nanette
(LL.B et LL.M. Université de Leyde, Pays-Bas; Ph.D. Institut universitaire européen, Florence, Italie)
Professeure titulaire (Chaire Jean-Monnet en Droit de l'Union européenne) / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Droit de l'Union européenne, Droit de la Communauté européenne, Droit constitutionnel de l'UE, Droits fondamentaux, Harmonisation du droit, Politique commerciale commune de l'UE, Relations extérieures de l'UE, Droit international institutionnel
nanette.neuwahl@umontreal.ca

NOREAU Pierre
(LL.B. Université Laval; M.Sc. Sci. pol. Université de Montréal; Doctorat Sc. Pol. IEP de Paris)
Professeur titulaire / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Sociologie, Science politique, Gouvernance, Diversité
pierre.noreau@umontreal.ca

ROCHER Guy
(Ph.D. Harvard University; M.A. Socio. Université Laval)
Professeur titulaire / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Sociologie du droit, Sociologie de la santé, Théorie du droit
guy.rocher@umontreal.ca

ROUSSEAU Stéphane
(LL.M. Université Laval, S.J.D. Université de Toronto)
Professeur titulaire/Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Professeur invité, Faculté de droit, Université Paris V (René-Descartes), mars 2010
Professeur invité, Faculté Jean-Monnet, Université Paris-Sud 11, novembre 2009
Champs d'intérêt : Droit des sociétés, Droit des valeurs mobilières, Analyse économique du droit
stephane.rousseau@umontreal.ca

TRUDEAU Hélène
Professeure agrégée/Axe Droit, biotechnologie et rapport au milieu
Professeure invitée à l'Université libre de Bruxelles (détentrice d'une Chaire internationale d'un mois)
Champs d'intérêt : Droit de l'environnement canadien et québécois, Droit international de l'environnement, Principe de précaution en droit canadien et en droit international, Responsabilité civile et pénale pour dommages environnementaux, Encadrement juridique des problèmes environnementaux globaux
helene.trudeau@umontreal.ca

TRUDEL Pierre
(LL.M. Université de Montréal)
Professeur titulaire / Axe Droit et technologies d'information et de communication
Champs d'intérêt : Droit des communications, Cyberespace, Commerce électronique, Méthodologie d'évaluation des technologies au regard du droit
pierre.trudel@umontreal.ca

AXE
DROIT ET NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX

CHERCHEURS ASSOCIÉS

COUTU Michel
Coordonnateur du Groupe d'études sur le droit du travail (GEDT-CRIMT)
michel.coutu@umontreal.ca

DELAGE Denys
Sociologie, Université Laval
denys.delage@soc.ulaval.ca

FOREST Pierre-Gerlier
Science politique, Université Laval
pierre-gerlier.forest@pol.ulaval.ca

GELLER Paul
pgeller@Law.USC.EDU

JANDA Richard
Faculté de droit, Université McGill
richard.janda@mcgill.ca

JOLY Jean
Jean.joly@inspq.qc.ca

KASIRER Nicholas
Faculté de droit, Université McGill
nicholas.kasirer@mcgill.ca

MACDONALD Roderick
Faculté de droit, Université McGill
roderick.macdonald@mcgill.ca

OTIS Ghislain
Faculté de droit, Université Laval
ghislain.otis@fd.ulaval.ca

PERRIER Yvan
Cegep du Vieux Montréal
yvan_perrier@videotron.ca

VALLÉE Guylaine
École de Relations industrielles, Université de Montréal
guylaine.vallee@umontreal.ca

VAN PRAAGH Shauna
Faculté de droit, Université McGill
shauna.vanpraagh@mcgill.ca

COLLABORATEURS

BEAULIEU Marie-Dominique
Chaire Docteur-Sadok-Besrour en médecine familiale
Centre de recherche du CHUM
marie-dominique.beaulieu@umontreal.ca

BIBEAU Gilles
Anthropologie, Université de Montréal
gilles.bibeau@umontreal.ca

DENIS Jean-Louis
Chaire sur la Gouverne et transformation des organisations de santé
Université de Montréal
jean-louis.denis@umontreal.ca

GAGNON Jean-Denis
Faculté de droit, Université de Montréal
morebor@colba.net

LAMETTI David
Faculté de droit, Université McGill
david.lametti@mcgill.ca

LÉVESQUE Carole
INRS Urbanisation culture et société
carole.levesque@inrs-ucs.uquebec.ca

MOYSE Pierre-Emmanuel
Faculté de droit, Université McGill
Pierre-emmanuel.moyse@mcgill.ca

PROULX Marc-Urbain
Sciences économiques et administratives, UQAC
muproulx@uqac.ca

THOMAS Daniel
Sciences sociales, UQAT
daniel.thomas@uqat.ca

AXE
DROIT ET TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

CHERCHEURS ASSOCIÉS

BENABOU Valérie-Laure
(Chercheure associée hors Québec)
Droit des affaires et nouvelles technologies
Université de Versailles St-Quentin
vbenabou@club-internet.fr

DESCHENES Mylène
mylene.deschenes@umontreal.ca

GÉLINAS Fabien
Faculté de droit, Université McGill
fabien.gelinas@mcgill.ca

LAMBERTERIE Isabelle de
(Chercheure associée hors Québec)
CNRS-CECOJI
delamberterie@ivry.cnrs.fr

POULIN Daniel
Lexum
Faculté de droit, Université de Montréal
daniel.poulin@umontreal.ca

COLLABORATEURS

DEFFAINS Bruno
CREDES, Nancy, France
bruno.deffains@univ-nancy2.fr

HOWELL Robert
Faculty of Law, University of Victoria
rhowell@uvid.ca

LEFEBVRE Guy
CDACI, Faculté de droit, Université de Montréal
guy.lefebvre@umontreal.ca

POULLET Yves
Faculté universitaire Notre-Dame de la Paix, Namur
yves.poullet@fundp.ac.be

STROWEL Alain
Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles
astrowel@fusl.ac.be

VAVER David
Centre de propriété intellectuelle, Oxford
david.vaver@st-peters.oxford.ac.uk

AXE
DROIT, BIOTECHNOLOGIE ET RAPPORT AU MILIEU

CHERCHEURS ASSOCIÉS

ADAMS Wendy
Faculté de droit, Université McGill
wendy.adams@mcgill.ca

AVARD Denise
Professeur agrégée au Centre de Génomique et Politiques, Université McGill
denise.avard@mcgill.ca

CAULFIELD Timothy
(Chercheur associé hors Québec)
Health Law Institute, University of Alberta
tcaulfd@law.ualberta.ca

DAAR Abdallah
(Chercheur associé hors Québec)
Joint Centre for Bioethics, University of Toronto
a.darr@utoronto.ca

GLASS Kathleen
Biomedical Ethics Unit, Université McGill
kathleen.glass@mcgill.ca

GODARD Béatrice
Professeure agrégée, Directrice des Programmes de bioéthique de la Faculté des études supérieures de l'Université de Montréal
beatrice.godard@umontreal.ca

GOLD Richard
Faculté de droit, Université McGill
richard.gold2@mcgill.ca

HAMET Pavel
Centre de recherche du CHUM
pavel.hamet@umontreal.ca

KNOPPERS Bartha Maria
Directrice du Centre de Génomique et Politiques, Université McGill
bartha.knoppers@mcgill.ca

LÉTOURNEAU Lyne
Sciences animales, Université Laval
lyne.letourneau@crbr.ulaval.ca

SIMARD Jacques
Centre de recherche CHUL-CHUQ
jacques.simard@crchul.ulaval.ca

SINNETT Daniel
Centre de recherche Hématologie Oncologie, Hôpital Ste-Justine
daniel.sinnett@umontreal.ca

SIRARD Marc-André
Sciences animales, Université Laval
marc-andré.sirard@crbr.ulaval.ca

COLLABORATEURS

BONDOLFI Alberto
Centre de bioéthique, Suisse
alberto.bondolfi@cle.unil.ch

DOUCET Hubert
Professeur invité, Programmes de bioéthique
Université de Montréal
hubert.doucet@umontreal.ca

GAUDET Daniel
Centre de médecine génique communautaire, Université de Montréal
daniel.gaudet@umontreal.ca

HUDSON Tom
Genome Qc Innovation Centre, Université McGill
tom.hudson@mcgill.ca

POTHIER François
Département de reproduction animale, Université Laval
francois.pothier@crbr.ulaval.ca

SINGER Peter
Joint Centre for Bioethics, University of Toronto
peter.singer@utoronto.ca

SPRUMONT Dominique
Institut de droit de la santé, Université de Neuchâtel
dominique.sprumont@unifr.ch

WILSON Brenda
Médecine sociale, Université d'Ottawa
bwilson@uottawa.ca

PERSONNEL SCIENTIFIQUE ET ADMINISTRATIF

CHERCHEURS INVITÉS	4
POST-DOCTORANTS	5
AGENTS DE RECHERCHE	21
AUXILIAIRES DE RECHERCHE	38
STAGIAIRES	4
TOTAL	72

CHERCHEURS INVITÉS

MADER Mélanie Alexandra
ROY Jean-Louis
STANTON-JEAN Michèle
WALLACE Susan

POST-DOCTORANTS

AL-DABBAGH Harith
DECROIX Arnaud
HAMMAMOUN Saïd
MATIP Nicole
SAIHI Majouba

AGENTS DE RECHERCHE

ABRAN France
AKOUAMBA Bertine-Sandra
BUCCI Lucie Marisa
COURTEMANCHE Alexandre
COUTURE-MÉNARD Marie-Ève
DUASO CALES Rosario
GENTELET Karine
GIRARD Nathalie
ISASI-MORALES Rosario
JOLI-CŒUR François
JOLY Yann
LAMONTAGNE Anik
LÉVESQUE Emmanuelle
MESGUICH Virginie
NGUYEN Thu Minh
NYCUM Gillian
RAKOTOARIVONY Hantavololona
SAMUEL Julie
SÉNÉCAL Karine
TASSÉ Anne-Marie
TINKER Maya

STAGIAIRES

LEE Kang Hyuk
MESSORE Virginie
PASCA Alexandra
SOUISSI Takwa

AUXILIAIRES DE RECHERCHE

AGUERRE Mirentxu
AMOR Samia
AUBÉ Sylvain
BENFREDJ Esther
BERNHEIM Emmanuelle
BIANCHINI Kevin
COUSINEAU Julie
COUTURE-MÉNARD Philippe-Antoine
DAIGNEAULT-GUIMOND Astrid
DELORME Mathieu
DION-LAFONT Catherine
FABRE Coline
FARGET Doris
FRANCOEUR-GALARNEAU Mylène
GAUDETTE Cynthia
GLENDENNING Nicolas
GROTINO Frédéric
HEDARALY Saleha
IAVARONE-TURCOTTE Cléa
JOLI-CŒUR François
LAGUEUX Annie
LEBLANC Evelyne
LEMIRE François-Xavier
MATHIEU Fedora
MONARDES Carolina
NORMAND Geneviève
PAQUETTE-BÉLANGER Emmanuelle
PASCA Alexandra
PATANIAN Georges Vicken
PORCIN Adriane
RIVEST-BONIN Pierre-Olivier
ROBINETTE-OUELLETTE Jean-François
ROBINSON Nicolas
SANNI YAYA Mouhamadou
SEFFAR Karim
SHAPIRO, Frédéric-Olivier
VÉZINA Christine

PERSONNEL ADMINISTRATIF DU CRDP

DIRECTEUR

BENYEKHLEF Karim

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE (FACULTÉ/CRDP)

BOYER Manon
HETU Normand

ADMINISTRATION

RENAUD Caroline, Commis aff. adm.
THOMAS Betty, Technicienne en administration

COORDINATION

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève, Relations étudiantes
GROTINO Frédéric, Communication (depuis mars 2010)
HENRY Elisa, Coordonnatrice (depuis mars 2010)
MESGUICH Virginie, Communication
(de juin 2009 à février 2010)
PORCIN Adriane, Coordonnatrice
(de juin 2009 à février 2010)
VERMEYS Nicolas, Directeur adjoint du Laboratoire sur la cyberjustice

SECRÉTARIAT

MAGANA Alma Lorena, Agente de secrétariat
THÉRIAULT-SYLVESTRE Sylvie, Agente de secrétariat
VÉRONNEAU Ginette, Secrétaire du directeur

SOUTIEN INFORMATIQUE

ROY Normand

CONSEIL DE DIRECTION DU CRDP 2009-2010

PRÉSIDENT

René HURTUBISE
Cour supérieure du Québec

MEMBRES D'OFFICE

Joseph HUBERT
Vice-recteur à la recherche, Université de Montréal
(représenté par Dominique Bérubé)

Gilles TRUDEAU
Doyen, Faculté de droit, Université de Montréal

Karim BENYEKHLEF
Directeur, CRDP, Université de Montréal

MEMBRES

Louis BERNARD
Louis Bernard consultant inc.

Yves CÔTÉ
Justice Canada (représenté par Steve Mihorean)

Stephen CLARKSON
Université de Toronto

Marc GOLD
Maxwell, Cumming & Sons

Patrick KENNIFF
Kenniff & Racine

Guy LORD
Osler, Hoskin & Harcourt, Montréal

Michel BOUCHARD
Justice, Québec (représenté par Gaston Pelletier)

Anne-Marie TRAHAN
Cour supérieure du Québec

RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE

CENTRES AFFILIÉS ET RÉSEAUX DE RECHERCHE

Agence catalane de protection des données
http://www.apdcat.net/ca/index.php

Centre canadien d'études allemandes et européennes
Université de Montréal
www.cceae.umontreal.ca/

Centre d'études canadiennes
Université de Barcelone
www.ub.edu/

Centre d'études de droit de l'environnement de Tarragona (CEDAT)
Université Rovira i Virgili
www.cedat.cat/

Centre d'études et de recherches de science administrative (CERSA)
Université Panthéon-Assas Paris II
www.u-paris2.fr/html/recherche/centres_rech/cersa.htm

Centre d'études sur la coopération juridique internationale
Pôle droit de l'information et de la communication
CECOJI-Antenne parisienne Ivry
www.cecoji.cnrs.fr/

Centre de droit des affaires et du commerce international (CDACI)
Faculté de droit, Université de Montréal
www.cdaci.umontreal.ca/

Centre de droit public
Université libre de Bruxelles
www.ulb.ac.be/rech/inventaire/unites/ULB054.html

Centre de recherche de l'Hôpital Sainte-Justine
Université de Montréal
www.hsj.qc.ca/

Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM)
www.med.umontreal.ca/contenu/reseau/reseau_hosp/CHUM.html

Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec
Faculté de droit, Université McGill
www.law.mcgill.ca/research/centres_qrcpcl-fr.htm

Centre de recherche et de documentation en sciences économiques (CREDES)
Université de Nancy 2
www.univ-nancy2.fr/RECHERCHE/EcoDroit/

Centre de recherche informatique et droit (CRID)
Faculté de droit, Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur
www.droit.fundp.ac.be/crid/

Centre for Innovation Law and Policies
Université de Toronto
www.innovationlaw.org/

Centre for Public Law and Public Policy
Osgoode Hall Law School, York University
www.osgoode.yorku.ca/researcen.htm

Centre on Intellectual Property Policy
Faculté de droit, Université McGill
www.cipp.mcgill.ca/en/index.php

Centre on Values and Ethics (COVE)
Carleton University
www.carleton.ca/cove/

Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (CURAPP)
CNRS - Université de Picardie Jules Verne
www.u-picardie.fr/labo/curapp/

Doctorat en sciences humaines appliquées
Université de Montréal
www.fesp.umontreal.ca/sha/

Groupe d'analyse des politiques publiques (GAPP)
CNRS - École normale supérieure de Cachan
www.gapp-cnrs.ens-cachan.fr/

Groupe européen de recherches sur les normativités (GERN)
www.gern.msh-paris.fr/

Health Law Institute
Faculté de droit, University of Alberta
www.law.ualberta.ca/centres/hli/

Institut de droit de la santé
Faculté de droit, Université de Neuchâtel
www.unine.ch/ids/

Joint Centre for Bioethics
Université de Toronto
www.utoronto.ca/jcb/home/main.htm

JuriTravail
Droit du travail
www.juritravail.com/

Public Population Project in Genomics (P3G)
www.p3gconsortium.org

Réseau Droit, gouvernance et développement durable
Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles
www.dhdi.free.fr/cours/droitgvdev/d&gcoursmontulet.doc

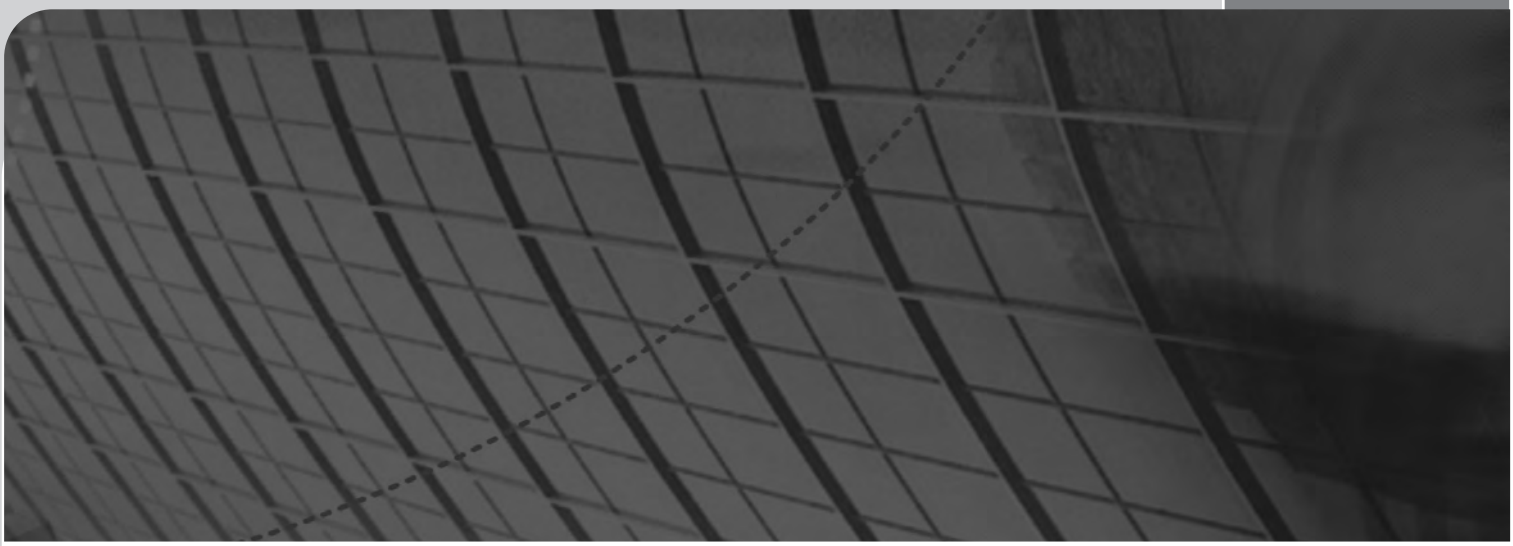
The Australasian Legal Information Institute (AUSTLII)
Faculty of Law, University of New South Wales, Sidney
University of Technology, Sydney
www.austlii.edu.au/

The Baker and McKenzie Cyberspace Law and Policy Centre
University of Technology, Sydney
www.bakercyberlawcentre.org/

Unité de recherche en ne uroéthique– IRCM
Université Mcgill
www.ircm.qc.ca/neuroethics/fr/

University of Technology, Sydney
www.uts.edu.au/

AXE
DROIT ET NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX



CENTRE DE
RECHERCHE EN
DROIT PUBLIC

AXE
DROIT ET NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX

L'axe Droit et nouveaux rapports sociaux regroupe des chercheurs spécialisés dans l'étude des mutations qui accompagnent les nouvelles formes et les nouveaux usages sociaux du droit. Au cours de l'année 2009-2010, 18 projets de recherche ont été entrepris ou menés dans le cadre des activités scientifiques de l'axe. Ces activités portent essentiellement sur l'ajustement continu de la forme juridique au contour mouvant des rapports sociaux, que ceux-ci touchent la redéfinition des rapports entre majorité et minorité, entre les institutions juridiques et le justiciable, la recomposition des relations entre l'État et le citoyen ou de la mise en forme des relations interpersonnelles ou des rapports commerciaux.

Ces thèmes favorisent le développement de la recherche fondamentale dans le domaine juridique. Les chercheurs de cet axe contribuent ainsi de façon continue au développement de la théorie du droit, au Québec et ailleurs. Les équipes regroupées au sein de cet axe de recherche réunissent huit chercheurs principaux et plus d'une dizaine de chercheurs associés. Leurs travaux sont inspirés par la sociologie et la science politique, par l'analyse économique du droit, par l'anthropologie, par l'histoire et par la philosophie. Le droit y est abordé à la fois comme production sociale et comme facteur structurant des rapports sociaux. Les thèmes abordés au sein de cet axe touchent, notamment, la gouvernance autochtone, la déontologie judiciaire et les nouvelles formes de la gouvernance étatique.

Au cours de la seule année 2009-2010, les chercheurs principaux de l'axe ont préparé, publié ou soumis pour publication 9 ouvrages scientifiques, 33 chapitres de livres et 14 articles scientifiques. Ils ont également prononcé 27 conférences scientifiques.

En ce qui a trait aux activités scientifiques, les chercheurs principaux de l'axe *Droit et nouveaux rapports sociaux* ont directement participé à l'organisation de nombreux colloques et conférences sur des thèmes aussi variés que la protection des minorités, la sociologie du droit ou encore la gouvernance. Tout au cours de l'année, les chercheurs ont également organisé une série d'ateliers interaxes sur l'interdisciplinarité comme interculturalité. Pierre Noreau assume actuellement la présidence de l'*Association francophone pour le savoir* (ACFAS) et de l'*Association universitaire de la Francophonie* (AUF). Violaine Lemay, quant à elle, dirige le programme interdisciplinaire de doctorat en sciences humaines appliquées de l'Université de Montréal. Soulignons enfin l'arrivée au sein du groupe de Stéphane Rousseau, titulaire de la Chaire en droit des affaires et du commerce international, et celle de Jean-François Gaudreault-Desbiens, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées.

Au chapitre de l'encadrement étudiant et de la formation de la relève scientifique, les chercheurs de l'axe ont dirigé ou co-dirigé 4 stagiaires postdoctoraux. L'axe réunit par ailleurs 34 doctorants (dont 3 ont obtenu leur doctorat au cours de l'année 2009-2010), ainsi que 20 étudiants de maîtrise (dont 6 diplômés au cours de l'année). Les étudiants ont par ailleurs été encouragés à diffuser leurs propres travaux de recherche; ils ont été à l'origine de 25 publications, et ont prononcé 18 conférences.

TITRE	ORGANISME SUBV.	ANNÉES	RESPONSABLE(S)
Chaire Jean-Monnet en droit de l'Union européenne	Commission européenne	2008 - 2011	NEUWAHL N.
Code de déontologie judiciaire annoté	Conseil de la magistrature du Québec	2006 - 2010	NOREAU P.
Conférences de gestion et de conciliation judiciaire	Ministère de la Justice Cour du Québec	2009 - 2011	NOREAU P.
École d'été sur la libre circulation et la sécurité en droit européen et international	Fonds Georg Stellari	2009 - 2010	NEUWAHL N.
Équipe Théorie et émergence du droit	FQRSC (Programme des Équipes de recherche)	2006 - 2010	NOREAU P.
Gouvernance pédagogique dans l'enseignement du droit	CRSH	2010 - 2013	NOREAU. P. et Équipe Théorie et émergence du droit
L'indépendance judiciaire des juges administratifs au Québec	Fondation du Barreau du Québec CJAQ Association des commissaires de la Commission des lésions professionnelles	2009 - 2011	HOULE F. ISSALYS P. NOREAU P.
L'impact de la théorie des parties prenantes sur la gouvernance des sociétés ouvertes	CRSH	2006 - 2009	ROUSSEAU S.
Les régimes de responsabilité des administrateurs : instruments de bonne gouvernance?	CRSH	2010 - 2013	ROUSSEAU S.
Lutter contre la pauvreté et l'exclusion par une approche territoriale intégrée: identification des facteurs et conditions favorisant la sortie de la pauvreté. Une étude comparative de trois communautés territoriales	FQRSC	2010 - 2014	ULYSSE P.-J. et LESEMANN F.
Nouvelles formes de la gouvernance et de la régulation juridique	CRSH	2006 - 2010	NOREAU P.
Observatoire du Droit à la justice	FQRSC	2006 - 2010	NOREAU P.
Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières	AMF	2006 - 2009	ROUSSEAU S.
Peuples autochtones et gouvernance	CRSH (Grands travaux de recherche concertée)	2006 - 2011	NOREAU P.
Projet sur les litiges transnationaux : conférence de démarrage	UdeM CERSA (Paris)	2009 -	NEUWAHL N.
Projet sur les litiges transnationaux : atelier tenu à Montréal	Chaire Jean-Monnet en droit de l'Union européenne CERSA (Paris)	2010 -	NEUWAHL N.
Religious Diversity and its Limits : Moving Beyond Tolerance and Accomodation	Ministère de l'immigration et des communautés culturelles (MICC) CRSH	2010 - 2015	BEAMAN L.
Réseau transatlantique : droit, entreprises et risque	CRSH	2010 - 2011	ROUSSEAU S.

Chaire Jean-Monnet en droit de l'Union européenne

Commission européenne
2008 - 2011

CHERCHEURE PRINCIPALE :
NEUWAHL Nanette

COLLABORATEURS :
AGUERRE Mirentxu
ATAK Idil
DESBROSSE Pierre
HAMMAMOUN Saïd

La Chaire Jean-Monnet en droit de l'Union européenne vise à pallier la pénurie de cours en droit de l'Union européenne au Québec et au Canada et à fournir les outils nécessaires aux étudiants qui désirent poursuivre des études supérieures dans cette discipline. Cet engagement envers ce domaine d'études est une première au Canada. Son programme d'activités renforce l'objectif de la Faculté de droit de l'université de Montréal et du CRDP de préparer leurs étudiants pour une carrière internationale, leur permettant de pratiquer le droit non seulement au Canada ou aux États-Unis, mais aussi à l'étranger, spécialement en Europe. La Chaire permet en effet de diversifier l'offre de cours en droit européen, tant pour les étudiants de premier cycle que pour ceux des études supérieures. En outre, la Chaire permet d'impliquer des jeunes chercheurs dans une série d'activités nouvelles de droit européen ou comparé, auxquelles pourront être associés des professeurs étrangers spécialisés.

Code de déontologie judiciaire annoté

Conseil de la magistrature du Québec
2006 - 2010

CHERCHEUR PRINCIPAL :
NOREAU Pierre

COLLABORATRICE :
ROBERGE Chantal

Le projet *Code de déontologie judiciaire annoté* est le produit d'un travail évolutif. Il vise l'analyse continue des décisions du Conseil de la magistrature du Québec et la publication régulière d'ouvrages en matière de déontologie judiciaire.

Au sein des sociétés démocratiques, l'exercice du pouvoir judiciaire, comme l'exercice de toute forme de pouvoir institué, tire sa légitimité de la confiance que lui accordent les citoyens. Le consentement est en effet au fondement de l'idéal démocratique. L'activité des tribunaux est, pour cette raison, le siège d'attentes extrêmement élevées, parce qu'elle constitue dans beaucoup de cas le dernier recours des citoyens contre l'exercice arbitraire d'autres formes de pouvoir et d'autorité. Il s'ensuit que l'activité judiciaire est une nécessité de la vie démocratique. Cette situation privilégiée place cependant chaque juge, et la magistrature dans son ensemble, dans une situation complexe. Dernier recours contre l'arbitraire, la justice ne doit pas être elle-même le lieu d'un exercice arbitraire du pouvoir. C'est notamment le cas du pouvoir de juger, de trancher les litiges et d'imposer une limite à certains comportements considérés indésirables, en regard des valeurs dominantes de la période. Cet état de fait exige de la magistrature la constitution de normes et d'instances de contrôle internes. Pour reprendre un principe général établi au XVIIIe siècle déjà, par Montesquieu, il faut que, dans ce champ particulier de l'activité des institutions démocratiques, « le pouvoir arrête le pouvoir ». Il ne saurait y avoir de pouvoir absolu.

Au plan du droit substantif, c'est la fonction qu'exercent les instances de révision et d'appel. Au plan de l'activité quotidienne des juges, c'est l'utilité du Code de déontologie et c'est la fonction reconnue au Conseil de la magistrature du Québec. Le Code et le Conseil ouvrent l'espace institutionnel nécessaire à l'exercice d'un contrôle interne de l'activité judiciaire, et sont essentiels au maintien de la confiance du public vis-à-vis des tribunaux. Leur existence rend précisément compte de ce qu'aucun pouvoir n'est absolu.

Le droit déontologique ne peut cependant constituer une référence figée pour toujours. Il doit au contraire répondre aux exigences et aux valeurs de la société où il s'inscrit. En soi, le Code de déontologie ne constitue rien de plus qu'un énoncé de principe. Il tire sa signification concrète et sa capacité évolutive de l'activité interprétative du Conseil de la magistrature. L'activité du Conseil de la magistrature et son rôle dans la matérialisation de la norme déontologique sont, dans ce sens aussi, au fondement d'une compréhension dynamique de l'exigence déontologique.

Le projet est fondé sur l'analyse continue des décisions du Conseil, de même que sur celle des décisions des tribunaux judiciaires, chaque fois que celles-ci contribuent à l'interprétation des dispositions du Code ou à l'exercice des pouvoirs dévolus au Conseil de la Magistrature du Québec, notamment en regard de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*. Une première édition de l'ouvrage *La déontologie judiciaire appliquée* a été publiée en 2005 aux Éditions Wilson et Lafleur, et en version anglaise en 2006 dans l'ouvrage Pierre Noreau, Chantal Roberge, *Applied Judicial Ethics*, Montréal, Wilson et Lafleur, 2006, 294 pages.

Une version remise à jour a été publiée à l'automne 2008 : Pierre Noreau et Chantal Roberge, *La déontologie judiciaire appliquée*, 2e éd., Montréal, Wilson & Lafleur, 2008, 319 pages. L'ouvrage fait également l'objet d'une édition électronique spécifique, accessible sur le Site du Conseil de la Magistrature du Québec.

Conférences de gestion et de conciliation judiciaire

Ministère de la Justice - Cour du Québec
2009 - 2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :
Pierre Noreau

COLLABORATRICES :
MESGUICH Virginie
PASCA Alexandra
SPIELVOGEL Myriam

Ce projet concerne la conduite d'un projet-pilote visant l'implantation et l'évaluation des *Conférences de gestion et de conciliation* en matière civile. Le projet vise par ailleurs à tirer profit des expériences de *Case management* tentées au sein d'autres juridictions et à favoriser leur implantation graduelle au sein de l'institution judiciaire québécoise.

Une part importante des problèmes rencontrés au cours des années par le système judiciaire québécois tient aux difficultés reliées aux délais et aux coûts de la justice. Ces problèmes nuisent considérablement à l'image et au fonctionnement de la justice, si bien que l'on constate, année après année, une désaffection des justiciables à l'égard du système judiciaire traditionnel. Il s'agit d'ailleurs de problèmes soulevés régulièrement au sein de la communauté juridique. Une partie de la difficulté tient à la logique dans laquelle s'inscrit l'activité judiciaire elle-même, les caractéristiques du domaine juridique, les contraintes institutionnelles imposées aux praticiens et l'évolution même de la pratique du droit, dans le cadre que nous connaissons actuellement. Il s'agit de problèmes importants, mais que le système juridique québécois n'est pas le seul à connaître.

Certaines des solutions expérimentées au sein d'autres ordres juridiques sont fondées sur une gestion plus serrée de l'instance, gestion qui ne peut être réalisé avec succès que dans le cadre d'une collaboration plus poussée et plus continue des juges et des praticiens. C'est sur cette base que s'appui le présent projet. Il suggère l'expérimentation de *Conférences de conciliation et de gestion* comme une des solutions au problème des délais et des coûts d'accès à la justice. Par cette voie, on entend à la fois favoriser une plus grande transparence de l'activité judiciaire, une meilleure et une plus rapide communication entre les procureurs et un suivi plus efficace des dossiers judiciaires.

Sur le plan scientifique une enquête empirique est en voie de réalisation dans le cadre d'un projet pilote réalisé par la Cour du Québec dans le district de Longueuil. Elle vise à mesurer l'impact de l'implantation d'une procédure favorisant l'intervention d'un juge très tôt dans la trajectoire judiciaire en matière civile. Un rapport de recherche doit être déposé en mars 2011.

École d'été sur la libre circulation et la sécurité en droit européen et international

Fonds Georg Stellari
2009 - 2010

CHERCHEURE PRINCPALE :
NEUWAHL Nanette

COLLABORATRICES :
AGUERRE Mirentxu
ATAK Idil
HAMMAMOUN Saïd
MONAR Jorg
SOTELO Luz Maria

Nous vivons à une époque où la libre circulation est érigée en liberté individuelle fondamentale. Si les déplacements sont facilités dans un contexte de mondialisation, il existe aussi une forte pression culturelle favorable à la mobilité. Qui plus est, depuis quelques décennies, les mouvements migratoires se sont accélérés en raison de la démocratisation des moyens de communication et au transport de masse. La mondialisation transforme les formes traditionnelles de migration de travail. De plus en plus de personnes, notamment les travailleurs agricoles saisonniers et les travailleurs frontaliers, migrent temporairement et de façon circulaire. Aux migrations de travail s'ajoutent les migrations de retraite et de tourisme. La mobilité des étudiants et des jeunes professionnels effectuant des stages internationaux est en plein essor.

Parallèlement, on assiste, dans tous les États du Nord Global, à l'intensification des mesures visant à limiter la liberté de circulation de certaines catégories d'étrangers. L'augmentation considérable du nombre de demandeurs d'asile dans les années 1980 s'est accompagnée de l'apparition de rhétoriques amalgamant réfugiés et migrants économiques. Ces développements ont justifié des mesures visant à prévenir les flux et à réprimer les migrants irréguliers. Le contrôle des flux migratoires est devenu une question politique sensible, relevant de la sécurité nationale tant en Amérique du Nord qu'au sein de l'Union européenne, et ce, alors qu'il n'existe encore aujourd'hui aucun consensus national ou international quant à la définition et l'étendue du facteur « sécurité » dans le domaine des migrations. Les événements du 11 septembre 2001 ont accéléré le processus de sécurisation. Le contrôle des déplacements des étrangers relève désormais d'une logique sécuritaire nécessitant des alliances stratégiques entre les États et le déploiement de moyens techniques sophistiqués. Par ailleurs, l'immigration irrégulière est au cœur de la criminalité internationale, et les migrants irréguliers sont désormais suspectés d'être des vecteurs d'insécurité, de violence, voire de terreur.

Ces développements affectent l'application de nombreux régimes de protection des droits fondamentaux aux étrangers, mettant ainsi en cause leur « universalité ». Face au constat que les migrations demeureront largement incontrôlables, sauf si les États démocratiques dégénèrent en États policiers, il faudra se souvenir que l'étranger est un titulaire de droits et un justiciable à part entière et que, dans une nouvelle conception de la citoyenneté, sécurité et droits fondamentaux doivent être réconciliés.

Le projet d'école d'été sur la libre circulation et la sécurité en droit européen et international se propose d'aborder ces questions dans le cadre d'un cursus d'environ 40 heures, dispensé en langue française. Le projet s'inscrit dans le cadre de la Chaire Jean- Monnet en droit de l'Union européenne.

Équipe Théorie et émergence du droit

Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC)
2006 - 2010

CHERCHEUR PRINCIPAL :
NOREAU Pierre

CO-CHERCHEURS
JANDA Richard
LAJOIE Andrée
MACDONALD Roderick
ROCHER Guy
VAN PRAAGH Shauna

L'équipe Théorie et émergence du droit est une équipe en centre existant depuis 1991. Formée à l'origine de quatre chercheurs, elle en compte six aujourd'hui; trois sont professeurs et chercheurs à l'Université McGill, trois autres à l'Université de Montréal. L'essentiel des travaux de l'équipe a porté sur les normativités émergentes. Ces travaux ont significativement alimenté le développement de la théorie du droit au Québec. Les concepts d'émergence, de pluralisme juridique, d'effectivité et de légitimité du droit ont tour à tour favorisé le renouvellement des thèmes de recherche menés en droit commun. Ces recherches interdisciplinaires sont largement reconnues aujourd'hui dans le champ des études juridiques et dans le domaine de la théorie et de la sociologie du droit. C'est notamment le cas des travaux menés sur la théorie des ordres juridiques, la théorie du pluralisme radical, la sociologie des réformes de l'action publique, l'analyse herméneutique des décisions de justice, l'interprétation judiciaire des droits minoritaires, la cohabitation des ordres juridiques en milieu autochtone, la réception du droit en contexte interculturel, etc. La programmation des quatre dernières années a porté pour l'essentiel sur la place du droit dans le cadre de la gouvernance contemporaine. Elle a posé la question du rôle joué par le droit dans les nouveaux rapports entre l'État et le citoyen.

Gouvernance pédagogique dans l'enseignement du droit

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
2010 - 2013

CHERCHEUR PRINCPAL :
NOREAU Pierre et Équipe Théorie et émergence du droit

CO-CHERCHEURS :
JANDA Richard
LEMAY Violaine
MACDONALD Roderick
VAN PRAAGH Shauna

AUXILIAIRES DE RECHERCHE :
RIVEST-BONIN Pierre-Olivier
PEREZ-ROA Lorena

La gouvernance pédagogique dans l'enseignement du droit est un sujet novateur s'inscrivant dans les travaux de recherche de l'équipe «Théorie et émergence du droit». Ce projet porte sur l'évolution de l'enseignement dans les facultés de droit canadiennes et québécoises. Plus spécifiquement, il couvre quatre angles d'analyse : l'étude des fondements épistémologiques et théoriques de la formation juridique; l'étude des modèles pédagogiques et les fonctions de diffuseur du Professeur de droit ; l'étude des conditions d'acquisition des compétences juridiques des étudiants; enfin, l'étude du cheminement professionnel et vocationnel des juristes après leurs études.

Le principal objectif de cette recherche est d'explorer les conditions de renouvellement de l'enseignement du droit au sein de ces facultés. Ce programme impose alors que soit d'abord établi un bilan des caractéristiques de cet enseignement au Canada et au Québec. Il exige notamment une exploration systématique des perspectives théoriques implicites qui le sous-tendent ; une exploration des modalités actuelles et des approches alternatives susceptibles de renouveler son enseignement dans les facultés ; une étude du processus d'accumulation juridique des étudiants et enfin, une analyse de leur trajectoire professionnelle après leur passage à l'université.

La synergie des collaborateurs du programme laisse présager une contribution dont l'orientation interdisciplinaire relative à l'enseignement du droit apporte un nouvel éclairage sur des perspectives étudiantes, professorales et gestionnaires. Il apparaît que le bon encadrement des étudiants permet de développer des expériences intéressantes pouvant conduire à des publications conjointes entre professeurs et étudiants. Ces collaborations étant largement favorisées par le recours à la recherche empirique.

Il ressort également de ce projet que les liens unissant les objectifs poursuivis aux résultats escomptés seront synthétisés et serviront de socle pour des études ultérieures prometteuses, dont la conduite est prévue au cours de la période 2010-2013.

L'indépendance judiciaire des juges administratifs au Québec

Fondation du Barreau du Québec
Conférence des juges administratifs du Québec (CJAQ)
Association des commissaires de la Commission des lésions professionnelles
2009 - 2011

CHERCHEURS PRINCIPAUX : **HOULE France** **ISSALYS Pierre** **NOREAU Pierre**

L'importance de la justice administrative n'a cessé de croître au cours de l'histoire du Québec moderne. Au cours de son existence, chaque citoyen sera tôt ou tard confronté à la contestation d'une augmentation de loyer, d'un compte de taxe, d'une décision reliée à une lésion professionnelle, d'un accident d'automobile ou d'un congédiement. Dans tous ces cas et dans bien d'autres, il risque de devoir se présenter devant l'un ou l'autre des 376 juges administratifs qui œuvrent au sein des dix-sept tribunaux administratifs que compte le Québec.

Or, depuis plusieurs années, les tribunaux ont été saisis du problème de l'indépendance judiciaire en matière de justice administrative, problème qui semble notamment relié aux conditions de nomination de certains de ces juges, ainsi qu'aux modalités et règles qui régissent le renouvellement de leurs mandats. En effet, ces modalités semblent varier selon le tribunal concerné.

Afin d'apporter un éclairage différent sur ces questions, un groupe de chercheurs universitaires a accepté de vérifier si les règles et les modalités entourant la nomination et le renouvellement ont des effets sur les juges administratifs, sur leurs travaux et sur leurs décisions. Cette étude, de type empirique, est une première au Québec. En regard de l'indépendance, elle permet de tracer le portrait de la situation. Plus précisément, deux objectifs sont concurremment poursuivis :

1) Analyser et comprendre davantage les conditions qui gouvernent la désignation des juges administratifs du Québec;
2) Analyser et comprendre les conséquences de ces règles et de ces modalités de désignation sur les conditions d'exercice de la justice administrative;

Le projet suppose la conduite de deux enquêtes complémentaires, une première auprès des acteurs engagés dans le processus de nomination des juges administratifs, une seconde auprès des juges administratifs eux-mêmes.

L'impact de la théorie des parties prenantes sur la gouvernance des sociétés ouvertes

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
2006 - 2009

CHERCHEUR PRINCIPALE : **ROUSSEAU Stéphane**

Dans les sociétés ouvertes, la mise au jour des scandales financiers aux États-Unis et au Canada a contribué à accentuer la prépondérance du modèle de la responsabilisation vis-à-vis des actionnaires. Les législateurs cherchent à mettre en place un cadre légal et institutionnel renforçant les mécanismes de responsabilisation afin de protéger les investisseurs. Durant la même période, les critiques du modèle de responsabilisation fondé primordialement sur l'intérêt des actionnaires se sont faites plus nombreuses. Canalisées par le film *The Corporation*, ces critiques ont reçu un appui de taille de la part de la Cour suprême du Canada, qui a statué dans l'arrêt *Peoples Department Stores Inc.* que le concept de l'intérêt de la société devait être interprété au regard de la théorie des parties prenantes, plutôt que de la théorie de la primauté des actionnaires.

Nous nous retrouvons donc devant la problématique suivante. D'une part, les réformes réglementaires dirigent la gouvernance des sociétés ouvertes vers un modèle de responsabilisation en faveur des intérêts des actionnaires. D'autre part, l'arrêt *Peoples* propose un modèle de responsabilisation où l'identité du ou des bénéficiaires est pour le moins fuyante. Paradoxalement, le modèle de la responsabilisation se retrouve affaibli au bénéfice du modèle de l'autorité. L'espace discrétionnaire des administrateurs et des dirigeants pourrait bien s'accroître. Dans un tel contexte, toutes les parties prenantes sont perdantes, y compris les actionnaires, puisqu'elles ne disposent pas de moyens efficaces pour responsabiliser les dirigeants. Les problèmes d'agence sont donc susceptibles d'être plus sévères.

Concrètement, cette problématique soulève les questions suivantes. Devons-nous promouvoir une plus grande responsabilisation des administrateurs à l'égard des parties prenantes ? Si oui, devons-nous revoir les normes de gouvernance actuelles afin de réaménager les mécanismes de responsabilisation à l'égard des actionnaires pour qu'ils s'arriment à ceux en faveur des autres parties prenantes? Cette problématique comporte une dimension théorique qui intéresse tout d'abord la conceptualisation de l'objectif de la gouvernance d'entreprise. Au-delà de sa dimension théorique, cette problématique soulève des questions concrètes qui intéressent le rôle et l'efficacité des mécanismes de responsabilisation. Au moment où les réformes de la gouvernance d'entreprise se multiplient, il paraît opportun et impératif de s'intéresser à cette problématique.

Dans cette perspective, notre projet poursuite les objectifs suivants :

1. Comprendre l'impact de la théorie des parties prenantes (stakeholder theory) pour la gouvernance des sociétés ouvertes canadiennes.
2. Comprendre l'interaction des mécanismes de gouvernance fondés sur le modèle de l'autorité et de la responsabilisation.
3. Améliorer nos connaissances du rôle des producteurs de normes de gouvernance.
4. Dégager les principes directeurs qui devraient guider l'action gouvernementale dans l'élaboration d'un cadre réglementaire compatible avec l'objectif de maximisation de la valeur.

Les régimes de responsabilité des administrateurs : instruments de bonne gouvernance ?

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
2010 - 2013

CHERCHEUR PRINCIPAL :
ROUSSEAU Stéphane

COLLABORATEURS :
BOYER Julie
DI STASIO Raffaelle
FAURE Gabriel

La gouvernance d'entreprise réfère à l'ensemble des mécanismes organisationnels qui ont pour effet de délimiter les pouvoirs et d'influencer les décisions des dirigeants, autrement dit, qui gouvernent leur conduite et définissent leur espace discrétionnaire. Après les scandales financiers du début des années 2000, la récente crise du crédit a mis en exergue l'importance d'une saine gouvernance. Le droit édicte des mécanismes de responsabilisation pour inciter les administrateurs à s'acquitter fidèlement de leurs fonctions. Parmi ces mécanismes, les régimes de responsabilité civile occupent une place particulière. De fait, une revue des régimes de responsabilité des administrateurs au Canada permet de constater leur omniprésence.

Dans un monde idéal, les régimes de responsabilité constituent des instruments de gouvernance qui agissent comme mesures disciplinaires ex post pour inciter les administrateurs à maximiser la valeur de la société dans son ensemble. Pourtant, dans la perspective de l'analyse économique du droit, la valeur des régimes de responsabilité civile comme instruments de gouvernance fait l'objet de débats. Malgré cela, au Canada, les législateurs et les régulateurs continuent d'avoir recours à la responsabilité civile comme mécanisme de gouvernance, laissant aux tribunaux le soin d'en délimiter le périmètre. Même si les tribunaux jouent un rôle important, nous n'avons pas une très bonne compréhension de leur approche à l'égard de la responsabilité civile, les études ayant tendance à se concentrer sur les principales décisions rendues en ce domaine. Cette question a été essentiellement étudiée aux États-Unis et n'a pas généré une littérature très abondante au Canada. De plus, les études récentes examinent principalement une dimension, à savoir la responsabilité des administrateurs pour manquements à leurs devoirs de prudence, de diligence et de loyauté envers la société. Autrement dit, elles discutent du rôle de la responsabilité pour endiguer l'opportunisme des administrateurs dans le contexte des conflits d'agence qui visent les actionnaires, laissant de côté ceux qui visent les parties prenantes. Par ailleurs, elles font peu de cas de l'impact des limites de l'adjudication par les tribunaux sur l'application des régimes de responsabilité. En somme, le débat sur la valeur des régimes de responsabilité comme instrument de gouvernance n'a guère progressé au cours des dernières années malgré son intérêt.

L'objectif général du projet de recherche est donc d'évaluer le rôle des régimes de responsabilité civile comme mécanisme de gouvernance. Plus particulièrement, le projet poursuivra les objectifs suivants :

1) Comprendre le fonctionnement des régimes de responsabilité par une étude exégétique et empirique de la législation et de la jurisprudence;
2) Évaluer la valeur explicative des modèles de droit positif rendant compte du fonctionnement des régimes de responsabilité civile;
3) Apprécier la réception de la théorie des parties prenantes dans la jurisprudence canadienne de droit civil et de common law;
4) Élaborer une théorie du rôle de la responsabilité civile comme mécanisme de gouvernance au regard de la jurisprudence.

Lutter contre la pauvreté et l'exclusion par une approche territoriale intégrée : identification des facteurs et conditions favorisant la sortie de la pauvreté. Une étude comparative de trois communautés territoriales

Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC)
2010 - 2014

CHERCHEURS PRINCIPAUX :
ULYSSE Pierre-Joseph
LESEMANN Frédéric

CO-CHERCHEURE :
LEMAY Violaine

Le *Groupe interuniversitaire et interdisciplinaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale* (GIREPS) centre sa programmation sur la problématique de la pauvreté en emploi et du travailleur pauvre. Au cours de la dernière décennie, cette question s'est trouvée au cœur des préoccupations relatives à l'accroissement des inégalités sociales dans les pays occidentaux et les sociétés capitalistes avancées. Toutefois, le Québec et le Canada ne sont pas à l'origine d'études d'envergure comme celles qui ont été réalisées aux États-Unis ou en Europe, et notamment en France.

Afin de remédier à ce manquement, nous proposons la création d'une infrastructure analysant les nouvelles interdépendances entre pauvreté, emploi et protection sociale. Celle-ci sera destinée au rayonnement et à la compréhension de ce phénomène au Québec et au Canada ainsi qu'à la recherche de réponses stratégiques. Nous y développerons un regard interdisciplinaire afin de permettre un dialogue entre les disciplines (anthropologie, droit, économie, sociologie et service social), puis pour concilier les méthodologies (quantitative, qualitative, compréhensive, historique et socio-anthropologique) et enfin pour croiser les savoirs, les compétences et les pratiques. Nous nous intéresserons aussi bien à l'étude de la nature et de la qualité des emplois, qu'à l'identification des ressorts permettant aux individus occupant de tels emplois d'échapper à la pauvreté.

SUITE

SUITE

Lutter contre la pauvreté et l'exclusion par une approche territoriale intégrée : identification des facteurs et conditions favorisant la sortie de la pauvreté. Une étude comparative de trois communautés territoriales

La présente demande vise également à stabiliser et à renforcer le fonctionnement du GIREPS en tant qu'infrastructure de recherche et en tant que cadre stratégique apte à mener au Québec et au Canada des travaux novateurs : la question de la pauvreté en emploi étant considérée comme un important enjeu reflétant les nouvelles dynamiques sociales contemporaines.

La programmation 2010-2014 se situe dans le sillon de celle que nous avions soumise lorsque nous étions alors une équipe émergeante. En effet, depuis 2008, nous continuons d'explorer et d'approfondir les grandes orientations relatives aux mutations du marché du travail et à la nécessité de repenser les liens entre pauvreté, emploi et protection sociale. Il s'agit, par ailleurs, d'un renouvellement dans la mesure où nos débats internes et nos échanges avec nos collaborateurs de terrain ont fait naître de nouveaux questionnements et de nouveaux enjeux, notamment quant au rôle de la famille et des interventions de l'État dans la pauvreté en emploi et dans le quotidien du travailleur pauvre. Les collaborations avec les organismes de terrain au Québec étendent notre champ d'étude aux emplois hors du simple cadre du marché du travail formel (et de ce fait aux emplois dits d'utilité sociale), tout en éveillant notre intérêt pour leur contribution à la lutte contre la précarisation sociale et statutaire des individus.

Dès lors, cette programmation sera, d'une part, consacrée à la compréhension globale du phénomène de la pauvreté en emploi et des travailleurs pauvres québécois et canadien. Elle sera, d'autre part, destinée à apporter des réponses en faisant émerger de nouveaux questionnements tout en permettant de développer et d'expérimenter avec les organismes d'action des modes d'intervention.

Nouvelles formes de la gouvernance et de la régulation juridique

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
2006 - 2010

CHERCHEUR PRINCIPAL :
NOREAU Pierre

CO-CHERCHEURS :
JANDA Richard
LAJOIE Andrée
ROCHER Guy
VAN PRAAGH Shauna

Le projet porte sur les modalités de recours au droit qui accompagnent la redéfinition des modes d'intervention publique de l'État contemporain. Il se penche plus particulièrement sur l'usage politique et social de la normativité juridique, abordée comme condition de mise en forme de la gouvernance contemporaine. De façon plus particulière, le projet porte sur le développement de nouvelles initiatives gouvernementales regroupées sous le nom de nouvelle gouvernance (*new governance*). Cette orientation tend à conduire l'État à délaisser graduellement les approches centralisatrices, fondées sur l'activité unilatérale d'agences gouvernementales très structurées et hiérarchisées, pour une intervention de type « third-party governance ». Elle suppose également une plus grande collaboration de l'État avec des acteurs non-gouvernementaux. Cette conception favorise un usage différent de la normativité juridique. En effet, si l'intervention gouvernementale de type traditionnel favorise le recours à la législation ou la réglementation, la nouvelle gouvernance peut, pour sa part, emprunter de nombreuses autres formes : contractualisation des rapports entre l'État et la société civile; élargissement des modalités de la délégation administrative et transmission des responsabilités de l'État à des niveaux inférieurs de l'administration; enfin, transfert d'une partie des activités réglementaires, sinon d'une partie de la régulation sociale et éthique, à des acteurs plus spécialisés du marché ou de la société civile. Ces derniers transferts sont parfois accompagnés d'autres innovations normatives (règles infra réglementaires, chartes d'usagers ou codes de conduite privés, contrats de performance), à la signification juridique souvent imprécise.

À priori, cette multiplication des modalités juridiques de la délégation permet d'espérer un ajustement constant du droit aux rapports sociaux changeants. Mais elles risquent aussi de favoriser le développement de contrôles plus poussés et plus pointus de l'activité sociale (hypothèse 1). Comme toute tentative de contrôle trouve sa contrepartie, l'équipe pose également l'hypothèse que cette normativité plus contraignante pourrait engendrer une résistance des acteurs de la « société civile » et déterminer de nouveaux usages sociaux du droit (hypothèse 2). Pour obtenir des conclusions susceptibles de généralisations, la démonstration de ces deux hypothèses suppose la conduite de quatre enquêtes dans des secteurs différents : une enquête sur la plus récente réforme de la santé; une autre sur la recomposition juridique de la gouvernance autochtone; une troisième sur les rapports corporatifs et institutionnels de la gouvernance; une dernière enfin sur la gouvernance des rapports familiaux et des services éducatifs destinés à la petite enfance.

En plus de contribuer au développement de la théorie du droit, la recherche fait le point sur les nouveaux usages politiques et sociaux de la normativité juridique et permet, ce faisant, de jeter un regard original sur les conditions juridiques de la gouvernance contemporaine. En termes pratiques, le projet ouvre la porte à une approche plus réflexive de l'activité publique. Le projet rend compte des pratiques, mais également des justifications idéologiques qui légitiment la fonction étatique contemporaine. Il ouvre la porte à une réflexion plus éclairée sur l'avenir du droit public et, de façon plus générale, sur l'usage politique de la normativité juridique.

Observatoire du Droit à la justice

Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC)
2006 - 2010

CHERCHEUR PRINCIPAL :
NOREAU Pierre

En janvier 2006, les médias révélaient que moins de 50 % des citoyens québécois considéraient le système de justice québécois comme « accessible » et « équitable ». Ces proportions étaient encore plus faibles chez les citoyens ayant personnellement eu une expérience judiciaire. Quarante-trois pour cent des participants à la même étude indiquaient qu'advenant un problème, ils feraient davantage confiance aux grands médias qu'aux tribunaux pour obtenir justice.

Ces chiffres étonnent moins par leur nouveauté que par leur constance. En effet, des études successives conduites en 1993, en 1998, en 2000 et en 2004 révèlent essentiellement les mêmes tendances. La question de l'accès à la justice a d'ailleurs fait, depuis trente ans, l'objet de nombreuses recommandations. Dès 1975, le livre blanc rendu public par le ministre de la Justice du Québec soulevait le problème de l'accès à la justice. Le rapport du Groupe de travail Macdonald, publié en 1990, rendait compte des mêmes besoins, de même que les conclusions du *Sommet de la justice* de 1992. Les solutions envisagées, souligne un récent rapport de l'École nationale de la magistrature de Bordeaux, sont souvent du même ordre et semblent toujours d'actualité : « aide juridique aux exclus, reconnaissance de nouveaux intérêts collectifs, effectivité du droit, règlement non contentieux de conflits, etc. ». Abordé plus largement, le problème de l'accès à la justice pose la question de la connaissance du droit par le public, de sa légitimité et de l'évolution des pratiques de l'institution judiciaire.

Ces avenues doivent être à nouveau explorées, mais il faut d'abord établir l'état des lieux, et deux projets sont nés de cette nécessité :

1) un bilan empirique de l'activité judiciaire vue de l'intérieur, sur la trajectoire des causes judiciarisées, sur l'usage concret qui est fait du système judiciaire, sur la désaffection continue des tribunaux, sur l'institutionnalisation et la formalisation graduelle de la justice administrative et de certaines instances établies, antérieurement, pour rendre la justice plus accessible ;

2) une importante enquête sociale sur l'image publique de la justice, sur la réception judiciaire des problèmes sociaux, notamment dans les cas de superposition d'instances et sur l'expérience judiciaire des justiciables : sentiment de désappropriation, gestion segmentée des problèmes personnels et familiaux, coûts financiers et coûts personnels de la justice, etc.

Dans la foulée de ces objectifs, des recherches documentaires systématiques ont été conduites au cours de la période 2006-2009 et un projet-pilote portant sur la « gestion d'instance » a été proposé à la Cour du Québec et a fait l'objet d'une mesure évaluative tout au cours de l'année 2008-2009 (*supra*). L'Observatoire organisait en juin 2009 les journées Maximilien-Caron sous le thème « Révolutionner la justice ».

Le deuxième objectif poursuivi par l'Observatoire a mené à la conduite d'une enquête à la demande du ministère de la Justice, menée à l'été 2006 et rendue publique à l'automne de la même année dans le cadre du Forum des administrateurs de la justice, organisé par le ministère en septembre 2006.

Ce projet d'observatoire s'inscrit dans le cadre de la programmation du Regroupement Droit et changements.

Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières

Autorité des marchés financiers (AMF)
2006 - 2009

CHERCHEUR PRINCIPAL :
ROUSSEAU Stéphane

COLLABORATEURS :
BIRON Julie
BLAIS-GIROUX Pascale
HAY Somaly
KHOI-VU Danny An
MUSTEANU Cristiana
ROBERTSON Sandra

Le marché québécois des valeurs mobilières comporte plusieurs caractéristiques le distinguant de celui des provinces anglo-canadiennes. Sur le plan économique, le marché québécois se caractérise par la présence d'un nombre important de sociétés ouvertes à caractère familial. Le capital de risque, notamment sous la forme de fonds de travailleurs, joue un rôle significatif dans le financement des entreprises. Le Québec s'est doté de programmes particuliers d'aide à la capitalisation et au développement des entreprises. Plus globalement, l'intervention gouvernementale en matière de financement des entreprises est particulièrement forte dans cette province. Ces caractéristiques y ont favorisé l'émergence d'une infrastructure locale de mobilisation des capitaux.

Sur le plan juridique, le marché québécois se distingue des autres provinces par son régime de droit civil qui dicte les règles fondamentales régissant toutes les dimensions de droit privé du droit des valeurs mobilières. Dans les matières auxquelles se rapportent la lettre, l'esprit ou l'objet des dispositions du Code civil, celui-ci constitue le fondement des autres lois. En outre, le Québec s'est doté d'un organisme de réglementation du marché des valeurs mobilières unique : l'Autorité des marchés financiers.

L'objectif général de ce projet est de combler les lacunes en matière de recherche, d'enseignement et de formation en droit des valeurs mobilières, en contribuant au développement d'un centre d'excellence sous l'égide

SUITE

SUITE

Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières

d'un *Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières*. L'Observatoire fait partie intégrante de la Chaire en droit des affaires de l'Université de Montréal. Plus particulièrement, les activités de l'Observatoire visent à préserver les spécificités du cadre juridique québécois dans le cadre du processus d'adoption d'une législation uniforme sur les valeurs mobilières au Canada. En outre, elles ont pour but d'accroître notre compréhension du rôle du droit civil en matière de protection des investisseurs et d'en faire la promotion.

Bien que l'objectif de préserver les particularités de la réglementation québécoise soit partagé, nous devons reconnaître que peu de travaux ont fait ressortir les caractéristiques de ce modèle législatif québécois. Pourtant, cet exercice paraît essentiel afin d'en cerner les particularités et notamment celles qui méritent d'être préservées dans le cadre de ce processus de réforme. Nos recherches visent alors à améliorer, d'une part, nos connaissances pour offrir les outils nécessaires à la compréhension de l'impact du processus d'harmonisation et de réforme. Ces travaux ont également pour finalité d'identifier les choix faits par le législateur et le régulateur québécois pour encadrer le marché. D'autre part, nos travaux s'intéressent aux dimensions civilistes du droit des valeurs mobilières. Pour y parvenir, il est nécessaire d'identifier les concepts et principes de droit civil pertinents pour chacun des principaux régimes de la réglementation sur les valeurs mobilières, soit parce qu'ils se retrouvent explicitement intégrés dans les dispositions, soit parce qu'ils jouent un rôle implicite. L'identification de ces points de contacts permet de mieux comprendre le rôle que joue le droit civil en droit des valeurs mobilières. De surcroît, elle sert à mettre en relief les éléments à l'égard desquels une vigilance s'impose lors de changement de législation dans le cadre de l'harmonisation, afin d'éviter l'importation de concepts et notions de *common law* ou de faire naître des incompatibilités avec le droit civil.

Peuples autochtones et gouvernance

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) (Grands travaux de recherche concertée)
2006 - 2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :	CHERCHEURS ASSOCIÉS :	COLLABORATEURS :
NOREAU Pierre	**33**	**6**

Le projet *Peuples autochtones et gouvernance* porte sur la définition des rapports de gouvernance au sein des sociétés autochtones et entre sociétés autochtones et non autochtones, dans le contexte canadien et, selon les enjeux, sur le plan international.

La recherche a ainsi porté plus spécifiquement sur trois questions complémentaires, chacune proposant un chantier de recherche particulier :

Chantier 1 : Quelles sont les conditions sociales, culturelles, économiques et politiques qui président à la définition actuelle et à la redéfinition à venir de l'auto-gouvernance autochtone?

Chantier 2 : Quels mécanismes et quelles normes caractérisent les rapports de gouvernance inscrits historiquement dans le *droit des autochtones*, et quels sont les mécanismes et les normes susceptibles d'en favoriser la redéfinition ?

Chantier 3 : Quels paradigmes ou postulats théoriques sont au fondement des définitions antérieures et à venir de la gouvernance autochtone et des rapports entre sociétés autochtones et non autochtones ?

Compte tenu de la diversité et de la complexité des questions en jeu, le caractère interdisciplinaire du projet est rapidement apparu indispensable et enrichissant. Le projet regroupe 37 chercheurs, autochtones et non autochtones (33 cochercheurs et 4 collaborateurs), rattachés à 18 universités différentes dont 15 universités canadiennes. Les membres de l'équipe sont issus de la plupart des disciplines des sciences humaines et sociales. L'équipe bénéficie de l'implication de plusieurs générations de chercheurs et de la contribution d'une quarantaine d'étudiants de tous les cycles universitaires. Elle regroupe aussi des chercheurs dont les travaux sont très connus dans le domaine autochtone. Ils ont, dans le cadre de ce projet, la possibilité de combiner leurs compétences. La programmation proposée ouvre la porte à une vaste collaboration et permet de pallier l'isolement des chercheurs oeuvrant dans ce champ de recherche, à une période charnière de l'évolution des rapports entre Autochtones et non-Autochtones au Canada et dans de nombreux autres pays. La répartition géographique des institutions universitaires impliquées permet par ailleurs l'étude d'une diversité de situations et d'enjeux. Le projet consolide une expertise unique, d'envergure internationale. Il met en oeuvre une multitude de méthodes de recherche complémentaires : observation directe, travail d'archive et analyse ethnohistorique, entrevues, étude des politiques publiques, mesures statistiques et analyse de contenu.

L'intégration des travaux et des résultats est assurée par un *Comité d'orientation et de coordination* formé de chercheurs issus des cinq principales universités impliquées dans le projet. Ses membres sont responsables de la synthèse des recherches menées dans le cadre du projet. Des rencontres périodiques sont prévues à la programmation, plusieurs fois par année. Des rencontres continues entre chercheurs travaillant sur des enjeux complémentaires sont également programmées de même que cinq conférences nationales annuelles et 2 conférences internationales. La production d'ouvrages conjoints et la constitution d'un réseau international de chercheurs intéressés aux questions autochtones favoriseront la diffusion des résultats de la recherche.

Les conclusions du projet connaîtront par ailleurs une importante diffusion en milieu autochtone. Le projet bénéficie en effet du partenariat de huit grandes associations autochtones. Les formes de cette diffusion tiendront compte des besoins exprimés par les partenaires, les nations et les communautés autochtones. De même, le projet prévoit la diffusion de ses conclusions auprès des nombreux intervenants nationaux et internationaux et de décideurs autochtones et non autochtones impliqués dans les questions de la gouvernance autochtone. Sur une autre échelle, la constitution d'un important réseau de chercheurs spécialisés dans la gouvernance autochtone permettra la structuration d'une plus grande collaboration internationale de recherche.

Projet sur les litiges transnationaux : conférence de démarrage

Université de Montréal
CERSA (Paris)
2009

CHERCHEURE PRINCIPALE :
NEUWAHL Nanette

COLLABORATEURS :
HAMMAMOUN Saïd
NOREAU Pierre

En Europe comme en Amérique du Nord, les transactions commerciales transnationales sont multiples, et le législateur européen s'est montré actif dans la recherche de voies de justice transnationales rapides, efficaces et peu coûteuses. Le présent projet de recherche s'intéresse aux litiges transnationaux compris dans une perspective comparative.

Une première conférence reliée à ce projet s'est tenue à Paris à la fin mai 2009. Cette conférence a été organisée en collaboration avec le Centre d'Études et de Recherches de Science Administrative (CERSA) dans le cadre du programme « développement de relations extérieures ». On y abordait la question de savoir comment l'Union européenne gère les litiges de faible importance. Dans ce domaine, l'Union européenne a adopté un Règlement instaurant une procédure européenne des petites créances transnationales, procédure coexistant avec les voies procédurales nationales actuellement en vigueur.

Quant aux visées plus larges du projet de recherche, l'objectif poursuivi est d'émettre des recommandations qui serviront aux différents acteurs impliqués dans des transactions internationales, que ce soit à l'intérieur de l'Europe, entre un pays tiers et un pays européen, ou encore à l'extérieur de l'Europe. L'on souhaite entre autre faciliter et rendre plus sécuritaires certaines transactions, par exemple celles qui interviennent avec des entreprises ou des particuliers privés résidant à l'étranger, que ce soit en personne ou via Internet. Les citoyens et les entreprises abandonnent souvent l'idée d'intenter une action en justice pour la simple raison qu'une procédure transnationale leur apparaît trop coûteuse ou trop compliquée. Cette impression est attribuable à plusieurs facteurs. L'on constate d'abord d'importantes différences entre les règles procédurales ou matérielles des différentes juridictions concernées. S'ajoutent à cela l'inévitable barrière linguistique, ainsi qu'une certaine incertitude du justiciable quant à l'exécution d'une décision en sa faveur dans une juridiction étrangère. Ce sont là les problèmes mêmes que le législateur européen s'était promis de résoudre.

Ce projet de recherche est innovateur en ce qu'il s'intéresse à un domaine nouveau, les nouvelles procédures étant mises en œuvre depuis 2009 à peine. Dès que le recours à ces nouvelles procédures sera plus répandu, l'équipe de recherche envisage de mener, dans un second temps, des recherches sur le terrain, où seront compilées des informations concernant les utilisateurs des procédures nationales et transnationales.

Projet sur les litiges transnationaux : atelier tenu à Montréal

Chaire Jean-Monnet en droit de l'Union européenne
CERSA (Paris)
2010

CHERCHEURE PRINCIPALE :
NEUWAHL Nanette

COLLABORATEUR :
HAMMAMOUN Saïd

Cet atelier, tenu à Montréal en mai 2010, a fait suite à la conférence de démarrage du projet sur les litiges transnationaux ayant eu lieu à Paris en mai 2009. Les chercheurs invités, provenant entre autre de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie, des Pays-bas, de la République tchèque et du Portugal ont expliqué comment leur État respectif ont mis en œuvre la nouvelle réglementation européenne sur les litiges transnationaux de faible intérêt financier (petites créances). Ils ont eu l'occasion d'y émettre leur opinion quant à savoir si cette procédure européenne a mené ou mènera à une amélioration des systèmes préexistants. Des chercheurs d'autres pays, comme la Turquie, le Maroc et le Canada, ont quant à eux expliqué comment l'introduction éventuelle d'une procédure similaire dans leur pays pourrait contribuer à l'amélioration de la justice transfrontalière. Les rapports des équipes nationales ont été présentés et discutés, et ils seront retravaillés en vue de la publication prochaine d'un livre sur le sujet.

Quant aux visées plus larges du projet de recherche, l'objectif poursuivi est d'émettre des recommandations qui serviront aux différents acteurs impliqués dans des transactions internationales, que ce soit à l'intérieur de l'Europe, entre un pays tiers et un pays européen, ou encore à l'extérieur de l'Europe. L'on souhaite entre autre faciliter et rendre plus sécuritaires certaines transactions, par exemple celles qui interviennent avec des entreprises ou des particuliers privés résidant à l'étranger, que ce soit en personne ou via Internet. Les citoyens et les entreprises abandonnent souvent l'idée d'intenter une action en justice pour la simple raison qu'une procédure transnationale leur apparaît trop coûteuse ou trop compliquée. Cette impression est attribuable à plusieurs facteurs. L'on constate d'abord d'importantes différences entre les règles procédurales ou matérielles des différentes juridictions concernées. S'ajoutent à cela l'inévitable barrière linguistique, ainsi qu'une certaine incertitude du justiciable quant à l'exécution d'une décision en sa faveur dans une juridiction étrangère. Ce sont là les problèmes mêmes que le législateur européen s'était promis de résoudre.

Ce projet de recherche est innovateur en ce qu'il s'intéresse à un domaine nouveau, les nouvelles procédures étant mises en œuvre depuis 2009 à peine. Dès que le recours à ces nouvelles procédures sera plus répandu, l'équipe de recherche envisage de mener, dans un second temps, des recherches sur le terrain, où seront compilées des informations concernant les utilisateurs des procédures nationales et transnationales.

Religious Diversity and its Limits: Moving Beyond Tolerance and Accomodation

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
Ministère de l'immigration et des communautés culturelles (MICC)
2010 - 2015

CHERCHEURE PRINCIPALE :
BEAMAN, Lori

COLLABORATEUR :
GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François

Canada has a distinctive set of constitutional, demographic and historical characteristics and is uniquely situated to be a leading voice at a global level in developing innovative responses to the opportunities and challenges posed by religious diversity. This research initiative will create new conceptual models to respond to those challenges and opportunities that will have national as well as global application. The management of religious diversity has become a pressing concern for governments, scholars and the wider public. Debates about the use of shari'a law, public funding of religious schools, wearing of religious symbols such as the hijab and the kirpan, the practice of polygamy (to name a few) have heightened public anxiety locally, nationally and globally. Changing demographics in Canada and other western democracies such as the US, France, UK, and Australia underscore the urgency of these issues. With the continued arrival and settlement of high numbers of predominantly non-Christian immigrants, religious diversity will grow. We know little about these emerging patterns of diversity or the ways in which current policy frames and delimits these groups.

The discursive and practical uses that are made of ideas of "religious diversity" are at the centre of this project. Its two main aims are (a) to understand how these ideas are constructed, deployed and criticized in private and public contexts that include social scientific data and research, political and legal debates, and policy making, and (b) to consider how best to respond to the opportunities and challenges presented by the variety of meanings attributed to religious diversity in ways that promote a just and peaceful society. Specifically, the proposed project investigates the following questions: 1. How are religious identities socially constructed? 2. How is religious expression defined and delimited in law and public policy? 3. How and why do gender and sexuality act as flashpoints in debates on religious freedom? 4. What are alternative strategies for managing religious diversity?

This project responds to recent public anxiety about religious diversity and its impact on scholarship and policy making. We seek to understand more fully how religion intersects with and is part of legal, political and social structures and to explicate the implications of this for moving beyond the frameworks of mere tolerance and accommodation. The project's main contribution will be to identify in detail the contours of religious diversity in Canada and the potential benefits of approaches to diversity that promote substantive or deep equality and move beyond tolerance and accommodation. Our comparative research will place Canada in the context of other western democracies and, over the course of the project, will identify global patterns in responses to religious diversity. Our research will provide new data and theoretical articulations concerning religious diversity. This research program aims to present diversity not primarily as a problem but as a resource and to propose strategies for equality that will advance knowledge and enhance public policy decision-making.

Réseau transatlantique: droit, entreprises et risque

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)

2010 - 2011

CHERCHEUR PRINCIPALE :

ROUSSEAU Stéphane

La gestion des risques suscite un vif intérêt de la part des régulateurs et des chercheurs qui soulignent son importance pour l'atteinte des objectifs des entreprises. Les événements récents indiquent toutefois que même si elle n'est pas une préoccupation récente, la gestion des risques demeure perfectible. De plus, la gestion des risques constitue une méthode qui s'est développée en parallèle aux institutions juridiques. Si elle n'ignore pas ces institutions, elle ne fait pas du droit un élément central de l'analyse. Or, le droit entretient des rapports étroits avec le risque. Une problématique juridique fondamentale que pose le risque concerne l'optimalité des solutions apportées, plus particulièrement la minimisation des coûts du risque et des coûts des mesures destinées à éliminer le risque. Cette problématique exige de se pencher sur le rôle et les limites du droit dans l'encadrement de l'organisation et des activités des entreprises.

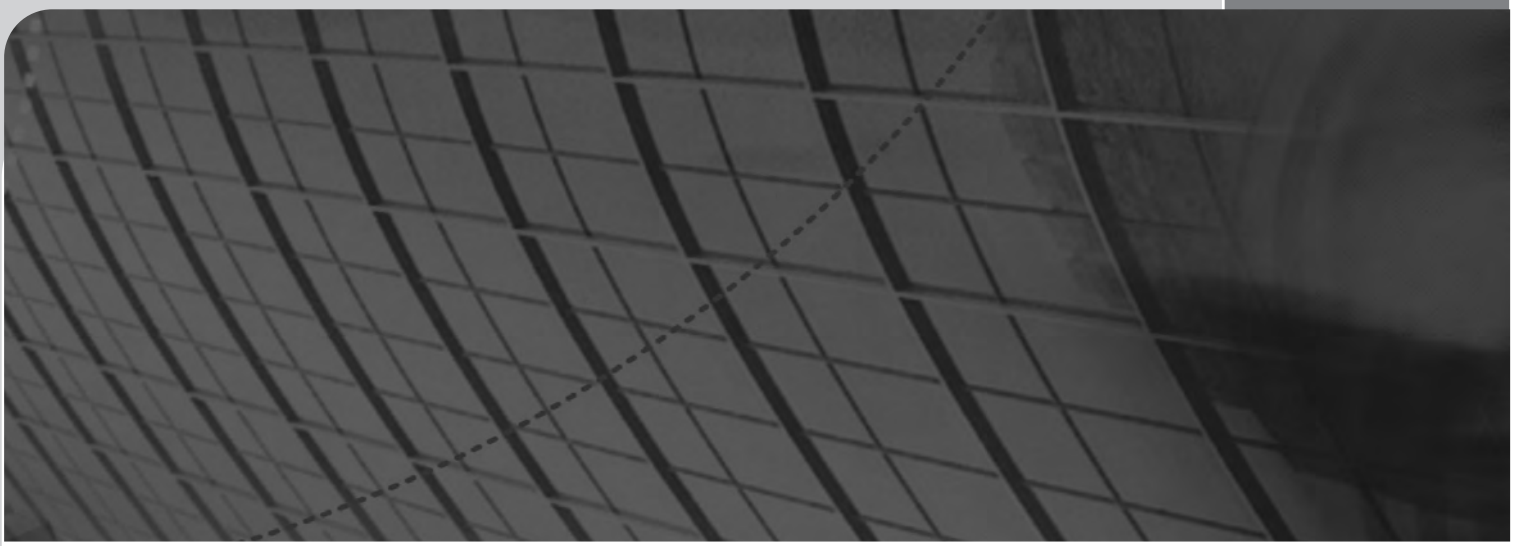
L'objectif du projet consiste à créer un réseau transatlantique destiné à soutenir, encourager et améliorer la compréhension des rapports entre le risque et le droit en ce qui concerne les entreprises dans une perspective critique. Le projet s'articulera autour de trois axes : (1) la gouvernance d'entreprise; (2) le financement et les marchés financiers; (3) la distribution. La création du Réseau paraît indispensable pour plusieurs raisons, notamment : (1) le caractère transnational des entreprises; (2) l'identité des préoccupations relatives au risque et aux entreprises en Amérique du nord et en Europe; (3) la communauté et la complémentarité des réflexions des auteurs nord-américains et européens; (4) la richesse de l'approche comparative qui permet de s'assurer de la légitimité et de la pertinence des solutions nationales.

Le Réseau comprend un mélange unique de chercheurs chevronnés et de chercheurs en début de carrière provenant de quatre pays différents (Canada, France, Luxembourg, Suisse). Les membres du Réseau ont des antécédents de collaboration vérifiables en matière de recherche et de formation. Le Réseau se déploiera autour de trois dimensions durant la première année d'opérations.

1. Groupe de réflexion : le Réseau vise à créer la dynamique d'un groupe de réflexion (*think tank*) sur la problématique en vue de formuler un programme de recherche innovant.
2. Partage des connaissances, ressources et compétences : le Réseau facilitera le partage des connaissances, des ressources et des compétences nécessaires au développement d'une meilleure compréhension des rapports entre le risque et le droit de l'entreprise.
3. Mobilisation des connaissances : le Réseau servira à promouvoir la mobilisation des connaissances en encourageant et en facilitant le dialogue dans une perspective transnationale.

Le Centre de droit des affaires et du commerce international (CDACI) agira comme coordonnateur des activités du Réseau, qui constitue le fer de lance de son plan de développement stratégique et qui lui permettra de se positionner sur la scène internationale.

AXE
DROIT ET TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



CENTRE DE
RECHERCHE EN
DROIT PUBLIC

AXE
DROIT ET TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Les travaux menés dans le cadre de l'axe Droit et technologies d'information et de communication visent à éclairer les mutations et redéfinitions induites dans les environnements d'information au regard du droit et des autres normativités. Quatre séries de questions rassemblent les chercheurs de cet axe:

- le cadre juridique et normatif du cyberespace;
- les mécanismes de régulation applicables aux technologies de l'information;
- l'analyse des systèmes d'information au regard des droits fondamentaux;
- les nouveaux outils et les mutations induites par la cyberjustice.

Durant l'année 2009-2010, les chercheurs de l'axe *Droit et technologie d'information et de communication* ont produit 7 livres, publié une vingtaine d'articles et autres contributions scientifiques et prononcé plus d'une quarantaine de conférences. Ils ont également organisé et animé plusieurs activités à caractère scientifique, dont les ateliers interaxes *Sur l'internormativité* et les conférences internationale *Génération copyright* et *Droit civil + technologies*. Les étudiants impliqués dans les travaux rattachés à l'axe *Droit et technologies d'information et de communication* ont, pour leur part, produit plus de 70 contributions sous la forme de livres, d'articles, de contributions à des ouvrages collectifs ou de conférences. Soulignons aussi l'achèvement de 3 thèses et de 6 mémoires au cours de l'année. Qui plus est, la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique et la Chaire d'excellence de l'Université de Montréal en droit de la sécurité et des affaires électroniques ont contribué, cette année encore, au rayonnement du centre grâce aux nombreuses activités scientifiques et projets novateurs menés en leur sein.

Notons que la professeure Ysolde Gendreau dirige actuellement la section canadienne de l'ALAI (Association littéraire et artistique internationale). Le Professeur Karim Benyekhlef, quant à lui, est directeur du CERIUM (Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal). Enfin, le Professeur Pierre Trudel a récemment été nommé directeur du Centre d'étude sur les médias. Au-delà de ce bilan quantitatif, il importe également de souligner que les chercheurs du CRDP font partie de nombreux réseaux de recherche d'envergure en Europe et en Amérique du Nord.

Finalement, mentionnons l'obtention d'un financement de 6.2 millions de dollars pour la construction du Laboratoire sur la cyberjustice. Cette infrastructure de recherche, unique au monde, permettra de développer des solutions logicielles remédiant à certaines carences du système judiciaire traditionnel. Par ailleurs, les chercheurs de l'axe ont poursuivi leurs travaux sur des questions touchant au Web 2.0, au lien entre vie privée et sécurité nationale et à la gouvernance des réseaux et des médias.

TITRE	ORGANISME SUBV.	ANNÉES	RESPONSABLE(S)
Analyse des enjeux et risques juridiques d'un dossier-citoyen intégré et d'un système de gestion de la relation client	Ville de Québec	2009 - 2010	TRUDEL P.
Chaire en droit de la sécurité et des affaires électroniques	Université de Montréal	2009 - 2014	GAUTRAIS V.
Conférence internationale *Droit civil et technologies*	Justice Canada Ministère des services gouvernementaux (Québec)	2010 -	GAUTRAIS V.
Droit des technologies de l'information et du commerce électronique	Chaire L.R. Wilson	2004 -	TRUDEL P.
Droit du Web 2.0	Chaire L.R. Wilson	2007 -	TRUDEL P.
Droit transnational et justice privée	FQRSC	2007 - 2011	GÉLINAS F.
Droits fondamentaux de l'information	Chaire L.R. Wilson	2007 - 2013	TRUDEL P.
Éducation 2.0 : le droit des technologies par les technologies	Organisation internationale de la Francophonie	2009 - 2011	GAUTRAIS V.
Étude sur la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et les autres lois sectorielles applicables au regard des services communs et intégrés par Internet	Ministère des services gouvernementaux du Québec	2008 - 2009	GAUTRAIS V. TRUDEL P.
Étude sur l'identification et l'adaptabilité des rituels de justice aux technologies de l'information (lettre d'intention)	CRSH	2010 - 2013	BENYEKHLEF K
Fragmentation du droit international	Fonds Georg Stellari	2007 -	BENYEKHLEF K
Laboratoire sur la cyberjustice : Repenser le processus judiciaire	FQRSC	2010 - 2012	BENYEKHLEF K.
Laboratoire sur la cyberjustice	Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation et Industrie Canada	2009 - 2011	BENYEKHLEF K.
La protection des renseignements personnels et la sécurité	Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation (MDEIE) Agence catalane de protection des données personnelles	2008 - 2011	BENYEKHLEF K.
Livre-traité sur la *Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information*	Chaire L.R. Wilson	2009 - 2011	TRUDEL P.
Méthodologie d'appréciation des risques juridiques des systèmes de cyberjustice	CRSH	2006 - 2010	BENYEKHLEF K. TRUDEL P. GÉLINAS F.
Mise à niveau du site Guide des droits sur Internet (droitsurinternet.ca)	Ministère des services gouvernementaux du Québec Ministère de l'éducation	2010 - 2012	TRUDEL P.
Programme de recherche sur les méthodes de régulation des médias dans la nouvelle économie	Groupe TVA	2002 - 2013	TRUDEL P.
Projet d'expérimentation sur les nouveaux usages du web 2.0	Une quinzaine de partenaires nationaux et internationaux	2009 - 2013	TRUDEL P.
Vie privée et sécurité nationale	Agence catalane de protection des données personnelles CRSH	2007 - 2011	BENYEKHLEF K.

Analyse des enjeux et risques juridiques d'un dossier-citoyen intégré et d'un système de gestion de la relation client

Ville de Québec
2009 – 2010

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre

COLLABORATRICE :
ABRAN France

AUXILIAIRES DE RECHERCHE :
JOLI-CŒUR François
SHAPIRO Frédéric-Olivier

Le projet consiste à évaluer les enjeux et risques juridiques dans le projet d'implantation d'un dossier citoyen intégré et d'un système de gestion de la relation client de la Ville de Québec. On y applique une démarche visant à identifier les enjeux et risques susceptibles de découler du projet, notamment pour la protection de la vie privée. La recherche repose sur la méthodologie développée au Centre de recherche en droit public permettant d'identifier les précautions déjà prises ou à envisager afin de gérer les enjeux et risques associés au déploiement des environnements à mettre en place.

Chaire en droit de la sécurité et des affaires électroniques

Université de Montréal
2009 - 2014

TITULAIRE :
GAUTRAIS Vincent

La Chaire de l'Université de Montréal en droit de la sécurité et des affaires électroniques, projet financé par l'Université de Montréal pour une durée de 5 ans, est constituée d'un blogue et de banques de données consacrés à l'étude de cette matière en émergence. Ces argents dispensés par l'UdeM sont principalement mis à la disposition d'étudiants embauchés dans le cadre de contrats d'assistanat de recherche et poursuivant les objectifs généraux suivants :

- l'organisation d'une plateforme constituée d'un blogue et de banques de données ;
- la proposition de contenus variés et le plus à jour possible ;
- l'organisation de conférences ;
- l'aide à l'accès libre à la connaissance juridique ;
- la visibilité des travaux de la chaire ;
- etc.

Afin de remplir au mieux ces différents objectifs, la chaire vient tout récemment de s'adjoindre 2 comités et une équipe de recherche. D'abord, un comité aviseur est constitué d'experts nationalement et internationalement reconnus. Ce comité, qui entend se réunir une à deux fois l'an afin de valider et de déterminer les priorités de la chaire, est composé des personnes suivantes :

- L'honorable juge Johanne GAUTHIER, juge à la Cour fédérale
- Maître Stefan MARTIN, avocat associé chez Fraser Milner Casgrain
- Maître Jean-Philippe MIKUS, avocat associé chez Fasken Martineau
- le professeur Jacques NANTEL, titulaire de la chaire de commerce électronique RBC, secrétaire général HEC Montréal

Ensuite, un comité technique se compose d'anciens étudiants travaillant ou ayant travaillé pour la chaire, qui mettent leurs connaissances techniques au service du site afin de le rendre le plus efficace et convivial possible. Ce comité compte les personnes suivantes :

- Farès Aldik, ancien étudiant Maîtrise en commerce électronique (2006/2007), boursier Emergis, Bell Web Solutions
- Paul Bernier, ancien étudiant Maîtrise en commerce électronique (2005/2006), boursier Emergis, Adviso.ca
- Laurent Vincelette, ancien étudiant Maîtrise en commerce électronique (2009/2010)
- Alexandre de Haan, ancien étudiant Maîtrise en commerce électronique (2005/2006), boursier Stikeman Elliott, Emikina
- Michelle Blanc, ancienne étudiante Maîtrise en commerce électronique (2001/2002), associée fondatrice Analyweb

Enfin, une équipe de recherche se compose d'étudiants travaillant pour la Chaire.

Conférence internationale *Droit civil et technologies*

Justice Canada
Ministère des Services gouvernementaux du Québec
2010 -

ORGANISATEUR : **GAUTRAIS Vincent**

A l'instar de la révolution de l'écriture et de l'imprimerie, la révolution technologique a transformé nos modes de vie. Dans cette perspective, le droit, dans sa fonction de régulation sociale, ne peut y rester indifférent.

Après des années de défiance, technologie et droit doivent dorénavant dialoguer : les évolutions technologiques devant s'accorder à la pérennité du droit. Ce fossé est d'autant plus grand à combler que le droit est ancien alors que la technologie est dans sa prime jeunesse.

Le colloque Droit civil et technologies s'est ainsi fixé pour objectif de présenter une vingtaine d'intervenants renommés (avocats et universitaires) afin de nous éclairer sur les changements à venir dans ce secteur.

Droit des technologies de l'information et du commerce électronique

Chaire L.R. Wilson
2004 -

TITULAIRE :
TRUDEL Pierre

CHERCHEURS ASSOCIÉS :
BENYEKHLEF Karim
GAUTRAIS Vincent
GENDREAU Ysolde
MACKAAY Ejan
POULIN Daniel

AGENTES DE RECHERCHE :
ABRAN France
CHASSIGNEUX Cynthia

DOCTORANTE :
DUASO CALÉS Rosario

ASSISTANTE DE RECHERCHE :
GAUDETTE Cynthia

La Chaire se consacre à l'étude des mutations du droit et des autres normativités encadrant les échanges dans le cyberespace. Elle vise à mieux comprendre le fonctionnement du droit et des autres normes de conduite et à mettre au point des stratégies pour assurer le bon déroulement des activités de commerce électronique et des autres interactions dans le cyberespace. Sa mission est :

- d'accroître la connaissance et la compréhension des facteurs jouant un rôle dans le développement et l'énonciation des règles de conduite dans le cyberespace;
- d'accroître les connaissances sur les règles de droit mises en place dans les États et les autres acteurs se consacrant au développement de règles de conduite;
- d'accroître l'expertise portant sur les contrats, la propriété intellectuelle, les droits des personnes, la prévention et la résolution des conflits dans les environnements virtuels;
- d'assurer une meilleure connaissance du cadre juridique des transactions commerciales et autres échanges réalisés dans le cyberespace;
- d'étudier les modèles de règles de conduite qui émergent des pratiques commerciales et autres pratiques transactionnelles dans l'univers des transactions électroniques, et comparer ces derniers afin de dégager les tendances pertinentes au développement de stratégies gagnantes pour la régulation des interactions dans le cyberespace;
- de contribuer à la mise en place d'outils originaux adaptés aux dynamiques du cyberespace comme des services de médiation ou d'arbitrage en ligne.

La Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique assume principalement une mission de renforcement et de consolidation des capacités de recherche dans le champ du droit des technologies de l'information et du commerce électronique. Elle regroupe des chercheurs et professeurs qui s'emploient activement à promouvoir et développer la théorie et les méthodes du droit des technologies de l'information et du commerce électronique.

La Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique :

- est fortement impliquée dans la diffusion de travaux de recherche. Elle organise ou contribue à organiser diverses activités de diffusion, de transfert et d'échange de connaissances et d'idées;
- doit contribuer à développer une meilleure cohésion au sein de la communauté juridique et mieux satisfaire les besoins de ceux d'entre eux qui travaillent en dehors du monde universitaire;
- doit également contribuer à promouvoir la discipline du droit des technologies de l'information et du commerce électronique au Canada;
- doit aussi favoriser l'amélioration des connaissances dans le champ du droit des technologies de l'information et du commerce électronique.

Compte tenu de ces tendances, la Chaire cible ses objectifs stratégiques. Ceux-ci concernent les activités d'innovation, c'est-à-dire la recherche et les activités de réflexion critique et prospective. Il y a les activités de consolidation — celles axées sur la pérennisation du portefeuille de recherches et d'outils doctrinaux, les objectifs axés sur la complémentarité, les objectifs de formation et de soutien aux étudiants de maîtrise et de doctorat et des activités d'intelligence juridique.

SUITE

SUITE

Droit des technologies de l'information et du commerce électronique

La fonction la plus manifeste d'une chaire consacrée au droit des technologies de l'information et du commerce électronique est d'innover, d'explorer des voies inédites, de tenter des expériences, de mettre en place des outils nouveaux. Elle vise à initier des activités qui assureront l'analyse systématique et critique du droit dans un champ névralgique pour le mieux être des sociétés humaines. Le défi à relever est d'anticiper les tendances afin d'être en mesure d'y répondre lorsque le droit est interpellé.

La Chaire doit permettre d'initier des actions de recherche et de développement qui auront un effet structurant sur les capacités de recherche et d'innovation en droit des technologies de l'information et du commerce électronique. Pour que vive l'innovation, il faut un espace de débat, un lieu où l'on ne craint pas de prendre des risques. La Chaire constitue un lieu où se débattent les questions qui interpellent le droit des technologies de l'information et du commerce électronique.

Droit du web 2.0

Chaire L.R. Wilson
2007 -

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre

COLLABORATRICE :
ABRAN France

ASSISTANTES DE RECHERCHE :
DARILUS Diana
GAUDETTE Cynthia

Bien qu'il n'y ait pas encore de large consensus sur la définition précise d'une application Web 2.0, il est généralement admis qu'un site Web 2.0 possède habituellement les caractéristiques suivantes :

- le site ne doit pas être un jardin secret, c'est-à-dire qu'il doit être aisé de faire entrer ou sortir des informations du système;
- l'utilisateur doit rester propriétaire de ses propres données;
- le site doit être entièrement utilisable à travers un navigateur standard;
- le site doit présenter des aspects de réseaux sociaux.

Dans les environnements d'Internet de type web 2.0, plusieurs choix et possibilités d'action sont sous la maîtrise des individus. Il est donc plus que jamais essentiel d'identifier les responsabilités de chacun des principaux acteurs. Chacun doit disposer d'outils afin de l'aider à décider des mesures à prendre pour gérer les risques qui sont associés à l'une ou l'autre de ses activités.

L'ouvrage identifie les caractéristiques des principaux outils associés au web 2.0 et situe les responsabilités qui y sont associées au regard du rôle joué par les participants. Il identifie aussi les caractéristiques des activités, événements prévus et possibles pour aider à formuler les politiques et instruments capables d'aider à gérer adéquatement les risques.

Droit transnational et justice privée

Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC)
2007 - 2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :
GÉLINAS Fabien

CHERCHEURS ASSOCIÉS :
BENYEKHLEF Karim
TRUDEL Pierre

Justice dite d'exception appuyée par la puissance de l'État, l'arbitrage conventionnel est assujetti au contrôle du juge étatique. D'office, ce dernier s'assure notamment de l'arbitrabilité du litige et du respect de l'ordre public. À la demande d'une partie, le juge contrôle également le respect d'exigences résultant de l'accord entre les parties, dont la compétence de l'arbitre. Arbitrabilité, ordre public, convention d'arbitrage et compétence sont au cœur des rapports entre la justice privée et la justice étatique puisqu'ils aménagent pour cette dernière ce qui reste du domaine réservé où elle est libre de se déployer sans concurrence. Ce domaine réservé a pris toute son importance avec la reconnaissance d'une faculté pour les parties à un arbitrage même dépourvu de tout élément d'internationalité de choisir à l'extérieur des paramètres posés par le système juridique étatique les règles de droit applicables à leur litige. Ces dernières peuvent ainsi renvoyer l'arbitre à un droit religieux ou à un droit commercial transnational. Le domaine ainsi réservé à la justice étatique apparaît dès lors comme le dernier bastion du monopole de l'État, non seulement sur le processus décisionnel et l'exécution forcée du résultat, mais également, en amont, sur l'établissement du droit applicable. C'est ainsi que le domaine du contrôle judiciaire de l'arbitrage devient le reflet du domaine irréductible de l'État dans les sociétés juridiquement pluralisées et l'univers normatif mondialisé. Or le domaine du contrôle judiciaire de l'arbitrage conventionnel est en pleine construction et en mal de conceptualisation, comme l'est d'ailleurs le rapport entre le droit non-étatique et sa reconnaissance par le droit et les institutions de l'État.

Droits fondamentaux de l'information

Chaire L.R. Wilson
2007 - 2013

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre

COLLABORATRICE :
ABRAN France

L'objectif de ce projet est d'analyser le régime juridique des droits fondamentaux qui sont mis en cause lors de la circulation de l'information. Cette analyse se développe autour des facteurs de structuration des limites de ces droits et libertés, car c'est dans la détermination des limites respectives de tels droits que l'on rencontre le plus de difficultés. En plus de décrire le régime juridique de l'un et l'autre de ces droits fondamentaux et libertés, l'ouvrage dégage les facteurs de structuration, les théories et raisonnements par lesquels sont résolus, dans le champ judiciaire et quasi-judiciaire, les conflits entre les droits et les libertés fondamentales invoqués à l'occasion de la circulation de l'information. Les résultats de ces travaux seront publiés dans un ouvrage conçu de façon à faciliter la tâche des juristes québécois confrontés à ces questions.

Éducation 2.0 : le droit des technologies par les technologies

Organisation internationale de la Francophonie
2009 - 2011

CHERCHEURS PRINCIPAUX :
GAUTRAIS Vincent

Depuis l'avènement de l'Internet moderne, les nouvelles technologies ont été assimilées à des outils au potentiel éducationnel exceptionnel. Pourtant, il est malheureux de constater une série de désillusions issues de la première génération du « web » dont les pages statiques étaient, certes, disponibles mais sans possibilité d'échange, ni d'interaction.

Le monde du web a heureusement changé, faisant place au « web 2.0 ». Ce nouvel Internet a permis d'accorder une place plus importante à la construction de communautés. Quant à sa capacité d'apprentissage, celle-ci semble incontestable. Dans cette optique, l'enseignant n'a plus pour rôle unique la transmission des connaissances : il devient un facilitateur et un animateur de l'interaction cognitive. En éclaireur avisé, sa mission consiste à structurer la démarche de recherche et de traitement de l'information de l'apprenant et du groupe.

Dans cette perspective, le projet vise la constitution d'une plateforme destinée au droit des technologies de l'information (commerce électronique, propriété intellectuelle, vie privée, cyberjustice). La création d'un site intitulé **www.ledroitdu.net** permet de fédérer de nombreux professeurs d'universités spécialisés dans ce domaine du droit. Ces spécialistes peuvent alors favoriser la publication des meilleurs travaux de leurs étudiants sur le site en question. De même, ils peuvent aisément demander à leur assemblée estudiantine de produire un billet de blogue sur un sujet d'actualité : le texte le plus brillant pouvant ainsi être publié sur le site avec le logo de l'institution et le nom de son auteur. Cette idée peut également être envisagée avec le site « wiki ».

De façon plus conventionnelle, des concours pourraient être créés afin d'octroyer des bourses. Plus largement, il serait intéressant de mettre en place des concours d'arbitrage dans des domaines de spécialité dans lesquels nous disposons d'un logiciel offrant ce type d'échange.

Étude sur la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et les autres lois sectorielles applicables au regard des services communs et intégrés par Internet

Ministère des services gouvernementaux du Québec
2008 - 2009

CHERCHEURS PRINCIPAUX :
GAUTRAIS Vincent
TRUDEL Pierre

COLLABORATEURS :
ABRAN France
SÉNÉCAL François

Depuis plusieurs années, le gouvernement du Québec entend déployer des services communs et intégrés par Internet (SCII) destinés soit à la communauté gouvernementale, soit aux citoyens et aux entreprises. À titre d'illustration, l'on peut citer les services existants du Service québécois de changement d'adresse (SQCA) ou du service d'authentification clicSÉQUR, ainsi que le projet en devenir du Dossier Citoyen.

Dans chacune de ces situations, les SCII font appel à des technologies de pointe (tels que des « services Web » ou des « architectures orientées services ») où, pour les faire fonctionner, des renseignements personnels sont partagés et réutilisés, bien souvent, chez différents partenaires au projet. Aussi, afin que le SCII soit opérationnel, une circulation et un traitement desdits renseignements personnels s'imposent, que ce soit pour la fin même du service proposé que pour des raisons de sécurité. Néanmoins, si ces services sont jugés prioritaires par le gouvernement du Québec, il n'en demeure pas moins qu'ils se doivent d'être en accord avec le droit québécois, et tout particulièrement avec la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* ainsi qu'avec, accessoirement, d'autres lois sectorielles applicables (*Loi sur le ministère du Revenu, Loi sur l'assurance maladie*).

Le projet vise à interpréter ces textes de loi au regard des projets précités et d'identifier les voies de solutions qui sont susceptibles d'être offertes par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Il vise également à identifier, parmi ces lois, celles qui sont, dans les circonstances, les plus compatibles avec les SCII.

Étude sur l'identification et l'adaptabilité des rituels de justice aux technologies de l'information

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
2010 - 2013

CHERCHEUR PRINCIPAL :
BENYEKHLEF Karim

AUXILIAIRES DE RECHERCHE :
DAIGNEAULT-GUIMOND Astrid
IAVARONE-TURCOTTE Cléa

Le monde de la justice est lent à incorporer les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans ses processus. Malgré certaines initiatives isolées de dépôt électronique de procédures ou de visioconférence, la technologie demeure largement absente d'une majorité de salles d'audience, ayant ainsi un effet négatif sur les coûts et délais subis par les justiciables dans le cadre de litiges. Pourtant, plusieurs solutions technologiques susceptibles de résoudre en bonne partie les problèmes identifiés sont disponibles. Leur mise en oeuvre tarde cependant, car ces solutions semblent souvent incompatibles avec les processus et rituels qui définissent le système judiciaire.

En effet, au fil des siècles, les acteurs judiciaires ont intégré une série de rituels et de symboles dans leurs pratiques. Il est d'ailleurs loisible d'affirmer que la fonction judiciaire demeure aujourd'hui l'une des plus ritualisées de notre société. Ces rituels sont souvent le produit des préférences d'un certain groupe ou de choix aléatoires effectués afin d'assurer l'efficacité ou l'uniformité des procédures. Cependant, nombre d'entre eux ont acquis un tel sens symbolique que leur renouvellement ou leur adaptation apparaissent difficiles. Ce sont, par ailleurs, ces types de pratiques qui entravent bien souvent l'adoption d'innovations technologiques, en particulier lorsqu'il n'est pas facile de les isoler des représentations qui les fondent. Puisque ces représentations ne peuvent pas toujours être reproduites de façon adéquate dans un environnement informatisé, les innovations technologiques destinées à les remplacer sont souvent vouées à l'échec.

L'objectif du présent projet de recherche est double. Il vise à:

1) Identifier les multiples rituels du système judiciaire qui constituent des freins à la mise en oeuvre de solutions technologiques. Une fois ces rituels identifiés, il s'agira, par une étude socio-historique, d'en isoler les fondements et raisons d'être afin de mieux les comprendre et les démystifier;
2) Proposer des rituels nouveaux et/ou mis à jour par le biais de solutions technologiques adaptées aux fondements déjà identifiés au point 1 et donc compatibles avec les us et coutumes du système judiciaire.

L'atteinte de ces objectifs permettra l'élaboration d'une analyse des enjeux technologiques inédite pour le système judiciaire. Par ailleurs, il y a fort à parier que sans le secours à une telle analyse, le système judiciaire ne sera pas prêt à adopter les nécessaires innovations technologiques propres à assurer une justice plus rapide et moins coûteuse, en phase avec les exigences contemporaines des Canadiennes et des Canadiens.

Fragmentation du droit international

Fonds Georg Stellari
2007-

CHERCHEUR PRINCIPAL :
BENYEKHLEF Karim

AUXILIAIRE DE RECHERCHE :
MAJOUBA Saihi

La fragmentation de la société internationale a pris de l'importance au plan juridique d'autant qu'elle s'est accompagnée de la prolifération de règles ou d'ensembles de règles, d'institutions juridiques et de systèmes juridiques spécialisés. De la fragmentation découle un processus d'autonomisation des domaines du droit international. Ainsi, ce qui semblait à un moment donné être réglementé par le droit international général relève désormais du champ d'application de régimes spécialisés comme le droit commercial, les droits de l'homme, le droit de l'environnement, le droit de la mer ou le droit européen, chacun de ces régimes possédant ses propres principes et institutions. Ensuite, paradoxalement, nous assistons à un savant processus de complexification des différends interétatiques et transnationaux. Ceci se manifeste notamment par l'emploi de normes du droit international général, de normes de droit national, ou encore de normes du droit transnational à l'intérieur des tribunaux de ces systèmes spécialisés. Ces tribunaux transnationaux et interétatiques, qui ont *a priori* comme seul mandat d'appliquer une certaine convention ou un *corpus* normatif spécialisé du droit international, se voient confrontés à l'utilisation des normes dites « externes » au système de ce droit.

Ce projet de recherche s'inscrit dans cette problématique générale et vise plus spécifiquement à effectuer une analyse originale des rapports entre le règlement des différends du Centre International de Règlement de différends sur les Investissements (CIRDI) et les normes externes à ce système, en ce qui concerne la question du droit applicable au litige. En effet, si traditionnellement le droit international a été vu comme un droit *interétatique*, aujourd'hui on constate plusieurs situations «ouvertes» dans le choix du droit applicable.

Une première partie de cette étude sera consacrée à l'analyse du débat doctrinal autour de la fragmentation du droit international. En effet, cette prolifération est l'objet d'interrogations pour certains juristes, qui craignent la création de systèmes juridiques autonomes (des « îles »), le développement de pratiques divergentes, bref, la perte d'une perspective globale du droit. En deuxième partie, nous allons illustrer l'impact de la fragmentation et de la prolifération des normes sur un système juridique spécialisé par un exemple encore inédit – celui du droit international des investissements. Certes, si le cas du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI) est un exemple tout à fait pertinent pour illustrer ce processus, c'est notamment à cause du mécanisme original inséré dans son propre système par les États parties. Enfin, en dernière partie, nous proposons de réaliser une analyse critique de ce processus de fragmentation du droit international, par le biais de deux théories : celle de l'internormativité et celle du réseau. En effet, le processus d'internormativité, illustré dans la présente étude par le cas du CIRDI, représente un phénomène constitué des rapports qui se nouent et se dénouent entre plusieurs ordres ou systèmes normatifs. Nous cherchons à démontrer dans cette étude que si l'internormativité peut sembler productrice de désordre prolongé ou temporaire pour les ordres normatifs engagés dans une dynamique d'échange, elle représente également une occasion de dialogue, de transaction et apparaît ainsi comme un mode privilégié du passage du fait à la norme.

Laboratoire sur la cyberjustice : repenser le processus judiciaire

Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC)
2010 - 2012

CHERCHEUR PRINCIPAL :
BENYEKHLEF Karim

COLLABORATEUR :
VERMEYS Nicolas

Grâce à un financement obtenu de la part du Ministère du Développement économique, de l'innovation et de l'exportation, le Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal (CRDP) procède présentement à la construction du laboratoire sur la cyberjustice. Cette infrastructure de recherche unique en Amérique du Nord inclura une salle d'audience à la fine pointe de la technologie dans laquelle pourront être évaluées différentes technologies destinées à améliorer l'appareil judiciaire. Attenant à cette salle, un laboratoire informatique permettra aux chercheurs du CRDP et à leurs collaborateurs de développer des logiciels favorisant l'accès à la justice en rendant le processus plus efficace et plus efficient.

Le présent projet vise la formation d'une équipe en partenariat de chercheurs universitaires et de collaborateurs du milieu judiciaire afin de définir la programmation scientifique du laboratoire, c'est-à-dire (1) d'établir les projets à favoriser durant les prochaines années et (2) de mettre en place une structure de recherche appropriée aux projets envisagés. Comme le Laboratoire sera inauguré durant la première année de la subvention, certains projets visant à évaluer la viabilité de la programmation scientifique proposée pourront être menés parallèlement à l'élaboration de la programmation. Ces projets, lesquels seront financés à partir d'autres fonds de recherche, viendront confirmer la voie adoptée par les chercheurs ou permettre de réajuster celle-ci afin qu'elle reflète mieux les besoins des acteurs et les limites technologiques.

Laboratoire sur la cyberjustice

Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation (MDEIE)
Industrie Canada
2009 - 2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :
BENYEKHLEF Karim

COLLABORATEUR :
VERMEYS Nicolas

Le projet de laboratoire sur la cyberjustice vise la création d'une infrastructure de recherche où pourront être développées différentes solutions logicielles aux nombreux problèmes affligeant présentement le système judiciaire. Ce laboratoire servira, entre autres, grâce à une salle d'audience virtuelle, à l'élaboration d'une structure logicielle de base permettant l'élaboration et l'essai de modules informatiques propres à faciliter le traitement des conflits en ligne, à permettre l'informatisation des dossiers, à augmenter l'efficacité de la gestion des causes et à mettre en place des systèmes d'aide à la décision. Il s'agit donc de créer des outils logiciels qui faciliteront la mise en réseau du système judiciaire et qui offriront des solutions concrètes et fonctionnelles aux différents problèmes auxquels est présentement confronté le système de justice (longueur des délais, coût des procédures, etc.). Ces outils ne se borneront pas à reproduire simplement la procédure judiciaire; ils pourront aussi proposer de nouvelles façons de faire et renouveler ainsi la procédure grâce à une conception logicielle novatrice et à une analyse socio-juridique des rationalités sous-jacentes à la procédure et à la preuve.

La protection des renseignements personnels et la sécurité

Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation (MDEIE)
Agence catalane de protection des données personnelles
2008 - 2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :
BENYEKHLEF Karim

AUXILIAIRES DE RECHERCHE :
AUBÉ Sylvain
COUTURE-MÉNARD Philippe-Antoine
DUASO CALÉS Rosario
PAQUETTE-BÉLANGER Emmanuelle

Le projet « PRPS » entre l'Université de Montréal et l'Agencia Catalana de Proteccio de Dades de Catalogne en Espagne vise les développements technologiques récents en matière de sécurité nationale qui soulèvent d'importantes questions relatives aux droits fondamentaux des citoyens. Les puces RFID (radio frequency identification ou radio-identification), les molécules intelligentes, les réseaux d'intelligence ambiante, les systèmes d'identification biométriques et les logiciels d'analyse comportementale ou de reconnaissance des traits faciaux ne sont qu'un échantillon des technologies qui pourraient être utilisées dans les aéroports, les édifices gouvernementaux et les autres établissements publics. Ces nouvelles technologies contribueraient ainsi à l'érosion des droits des personnes à l'égard de leur vie privée.

Ce projet vise donc, grâce à une équipe de recherche regroupant plusieurs commissaires à la vie privée (Québec, Catalogne, Madrid, Espagne, Pays basque) et des chercheurs venant tant d'Europe que d'Amérique du Nord, à développer un cadre permettant de rétablir l'équilibre entre les droits individuels (la protection des renseignements personnels) et collectifs (la sécurité nationale ou publique). Le projet fournira des outils aux décideurs afin de leur permettre de réconcilier ces deux notions.

Livre-traité sur la *Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information*

Chaire L.R. Wilson
2009 - 2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre

Il s'agit d'un exposé de droit positif sur la Loi, les principes généraux, le principe d'équivalence fonctionnelle, de la neutralité technologique de même que les principes d'interprétation. Y sont abordés la valeur juridique des documents, l'intégrité du document, la preuve, les obligations associées aux étapes du cycle de vie du document, le lien avec un document technologique, le choix des moyens, les modes d'identification et de localisation la certification, la responsabilité des intermédiaires au sein d'un réseau, les exigences relatives aux systèmes biométriques, et l'harmonisation des systèmes, des normes et des standards techniques.

Méthodologie d'appréciation des risques juridiques des systèmes de cyberjustice

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
2006 - 2010

CHERCHEURS PRINCIPAUX :
BENYEKHLEF Karim
TRUDEL Pierre
GÉLINAS Fabien

AGENTE DE RECHERCHE :
ABRAN France

AUXILIAIRES DE RECHERCHE :
COUTURE-MÉNARD Philippe-Antoine
GLENDENNING Nicolas
KELCI Sevgi
PAQUETTE-BÉLANGER Emmanuelle
SÉNÉCAL François

DOCTORANTS :
MESGUICH Virginie
VERMEYS Nicolas

Le succès du déploiement d'environnements de cyberjustice est tributaire de la capacité de développer des analyses qui tiendront compte de la nécessité d'articuler les valeurs généralement partagées et les impératifs collectifs avec le respect des droits des personnes. La détermination d'un cadre juridique sûr oblige l'interprète à apprécier les risques juridiques posés par le déploiement des systèmes de cyberjustice. L'objectif poursuivi par le projet de recherche est de produire une grille d'appréciation des risques juridiques présentés par les différents projets de cyberjustice. Quels sont les risques juridiques posés par le déploiement des projets de cyberjustice ? Après avoir bien délimité le champ de la cyberjustice et sérié les différents risques de nature juridique posés par la modélisation informatique et la mise en réseau, il conviendra d'établir une grille d'analyse qui devrait permettre (1) d'apprécier et de mesurer les risques juridiques des systèmes de cyberjustice avant leur déploiement et, (2) de faciliter la modélisation des procédures contentieuses mises en ligne afin de répondre aux exigences d'efficience et de respect des impératifs constitutionnels et statutaires.

www.droitsurinternet.ca

Mise à niveau du site Guide des droits sur Internet

Ministère des Services gouvernementaux du Québec
Ministère de l'éducation
2010 - 2012

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre

COLLABORATRICE :
ABRAN France

ASSISTANTS DE RECHERCHE :
GAUDETTE Cynthia
LAGUEUX Annie
LEMIRE François-Xavier
OUELLETTE Jean-François

Ce projet vise la mise à niveau du site *Guide des droits sur Internet* afin de tenir compte des nouvelles fonctionnalités et enjeux du web 2.0. Il s'agit de clarifier, à partir de la perspective du droit québécois, les enjeux juridiques des environnements qui sont désormais caractéristiques d'Internet et de mettre au point des outils à la disposition des acteurs du web 2.0 – internautes, maîtres de sites et autres acteurs - afin qu'ils soient en mesure d'identifier et de gérer les enjeux et risques associés à leurs activités.

Le web 2.0 concerne une constellation de fonctions possédant des caractéristiques communes et présentant des enjeux spécifiques. Le niveau élevé d'implication des usagers dans la fourniture de contenus est désormais l'une des caractéristiques des environnements d'Internet. On associe également au web 2.0, ces environnements structurés dans lesquels les contenus sont générés en bonne partie par les utilisateurs comme les sites permettant aux internautes d'éditer et de modifier des contenus à leur guise, qu'il s'agisse de leur page personnelle, de leurs collections de photos et, peut-être demain, leur page-citoyen comportant des « préférences » quant aux services publics pertinents à leur situation personnelle. Dans d'autres cas de figure, on évoque la possibilité de combiner des applications et des contenus et de synchroniser un site web avec d'autres. Les sites de partage de contenus comme *YouTube* ou *Dailymotion* permettent aux internautes de diffuser des contenus en ligne. Les sites de réseaux sociaux comme *Facebook* ou *Myspace* permettent aux individus de diffuser leur profil personnel de même que des informations portant sur d'autres personnes.

Programme de recherche sur les méthodes de régulation des médias dans la nouvelle économie

Groupe TVA
2002 - 2013

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre

COLLABORATRICE :
ABRAN France

Ce programme de recherche vise à développer la connaissance sur les phénomènes réglementaires (envisagés au sens large) dans le domaine des technologies de l'information et des entreprises culturelles. Il facilitera la mise en place de stratégies de régulation assurant le respect des valeurs inhérentes aux objectifs de la législation canadienne.

Le cyberespace, le virtuel et les réseaux redéfinissent les modalités d'élaboration et d'application des normes encadrant la production et la diffusion. Dans un tel environnement, les États disposent d'une capacité limitée d'intervention. Il importe de mieux comprendre les modalités d'émergence et d'application de la normativité qui prévalent désormais dans les environnements de communication numérisés et dans lesquels convergent des médias qui fonctionnaient autrefois selon leurs logiques propres.

Trois grands types de questions sont étudiés. Tout d'abord, le cadre juridique d'une réalité comme le cyberespace concerne les règles du jeu qui informent les acteurs de ce qu'ils peuvent faire et de ce qu'ils ne peuvent faire. Éventuellement, ces règles aident à résoudre les conflits. Comme les interactions humaines sont toujours régies par des règles, la question n'est pas tant de savoir si des règles encadreront les environnements électroniques comme Internet, mais plutôt de déterminer d'où proviennent ces règles et de voir si les règles existantes seront de nature à favoriser la meilleure circulation de l'information.

En second lieu, pour contribuer à l'émergence d'un cadre normatif judicieux dans un environnement ouvert et virtuel, il faut accroître notre compréhension du fonctionnement des différents mécanismes de régulation et diversifier les analyses juridiques, jusqu'à présent trop souvent dominées par des paradigmes étatistes et formalistes.

Finalement, Internet et les nouvelles technologies de l'information et des communications ont un effet de retour sur le droit ; elles contribuent à transformer la vie juridique. Ainsi, l'accès à l'information juridique est en voie d'être complètement redéfini. Des systèmes d'information nouveaux, peu coûteux à mettre en oeuvre, deviennent possibles et modifient le flux d'informations qui supporte les processus de régulation. Les moyens séculaires de transmission du droit sur papier cèdent peu à peu la place aux nouveaux outils électroniques offerts, le plus souvent, sur Internet. La conception de systèmes d'information propres au maintien de nos valeurs juridiques, la démocratisation de l'accès au droit, la réalisation du potentiel des technologies et, si possible, l'amélioration de la vie juridique, voilà autant d'objectifs à poursuivre pour que les nouvelles technologies s'intègrent de façon harmonieuse dans notre culture juridique.

Projet d'expérimentation sur les nouveaux usages du Web 2.0

Partenaires nationaux et internationaux
2009 - 2013

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre

L'objectif principal de ce projet est de susciter l'innovation vers de nouvelles pratiques par l'usage des outils du Web 2.0 et d'en partager les résultats entre les organisations, et ce, non seulement à travers le Québec mais aussi outre-atlantique.

À ce jour, le potentiel des usages et outils du Web 2.0 gagnent à être démystifiés. Les expérimentations porteront plus précisément sur les processus Marketing et Ressources humaines, avec un volet transversal. Il est proposé de partir du point de vue des **usages** qui sont bien plus stables dans le temps que les outils, les technologies ou même les concepts. Il ne s'agit donc pas de relever les différentes technologies mais plutôt de :

- **Cartographier** les usages internes et externes du Web 2.0 ;
- **Comprendre** comment l'entreprise peut se les approprier et créer de la valeur ;
- Définir les **bénéfices** pour l'entreprise, son retour sur investissement, etc. ;
- Identifier les facteurs de succès les plus importants et les **pièges** à éviter ;
- Interpréter les **impacts** de cette transformation sur les fonctions de l'organisation et sur sa chaîne de valeur du point de la gestion stratégique ;
- Mieux comprendre les **implications** des nouveaux modèles d'affaires issus du Web 2.0 ainsi que les enjeux et risques inhérents ;
- Mieux comprendre les enjeux et risques liés à la sécurité de l'information, à la confidentialité, à la conformité, à l'identité numérique, à l'éthique, aux droits et obligations de l'organisation, etc., associés au Web 2.0.

Vie privée et sécurité nationale

Agence catalane de protection des données personnelles
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
2007 - 2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :
BENYEKHLEF Karim

AUXILIAIRES DE RECHERCHE :
AUBÉ Sylvain
COUTURE-MÉNARD Philippe-Antoine
DUASO CALÉS Rosario
PAQUETTE-BÉLANGER Emmanuelle

Dans le but d'instaurer un climat de confiance, de protéger la dignité des personnes et de favoriser la transparence des activités politiques, économiques et sociales, des instruments normatifs visant à garantir la protection des renseignements personnels ont été adoptés par plusieurs États. Ces instruments encadrent le traitement des renseignements personnels de leur collecte à leur destruction. Ainsi, l'organisme public ou l'entreprise qui collecte des renseignements personnels concernant un individu doit en assurer la confidentialité. Dans un contexte global, une telle précaution est d'autant plus importante dans le cadre des flux transfrontières de données. La circulation de l'information ne doit pas entraîner une réduction de la protection. Un équilibre doit donc être trouvé entre les impératifs de la circulation et la protection de l'information, ce qui s'avère particulièrement problématique lorsque la sécurité des États est en cause.

S'il est permis de restreindre la communication de certains documents au nom de la sécurité nationale ou publique, cette exception au droit d'accès doit-elle tenir compte des impératifs sécuritaires du pays tiers dans lequel les renseignements personnels de la personne concernée ont été impartis ? L'approche sécuritaire de certains pays doit-elle conduire à un amenuisement des droits reconnus dans d'autres pays ? Ainsi, comment répondre adéquatement à une demande d'accès d'un individu faisant valoir son droit à la protection des données le concernant et, par conséquent, indiquer l'usage qui a été fait des renseignements et que ceux-ci ont été communiqués à des tiers, lorsque le mandataire à qui vous avez confié leur gestion n'est pas autorisé à vous informer qu'ils ont été transmis aux autorités du pays? Dès lors, les garanties énoncées dans les instruments normatifs, au lieu de s'arrêter aux frontières, ne devraient-elles pas suivre l'objet qu'elles entendent protéger, c'est-à-dire les renseignements personnels, quel que soit le support mais aussi leur localisation? Les incidences de la sécurité nationale ou publique sur la vie privée ne sauraient cependant pas se limiter à des questions de flux transfrontières de données. En effet, une majorité d'États ont adopté des lois visant à faciliter le partage de renseignements concernant leurs propres citoyens entre les différents organismes et paliers gouvernementaux. Il revient au gouvernement de protéger ses citoyens d'attaques terroristes de tout

SUITE

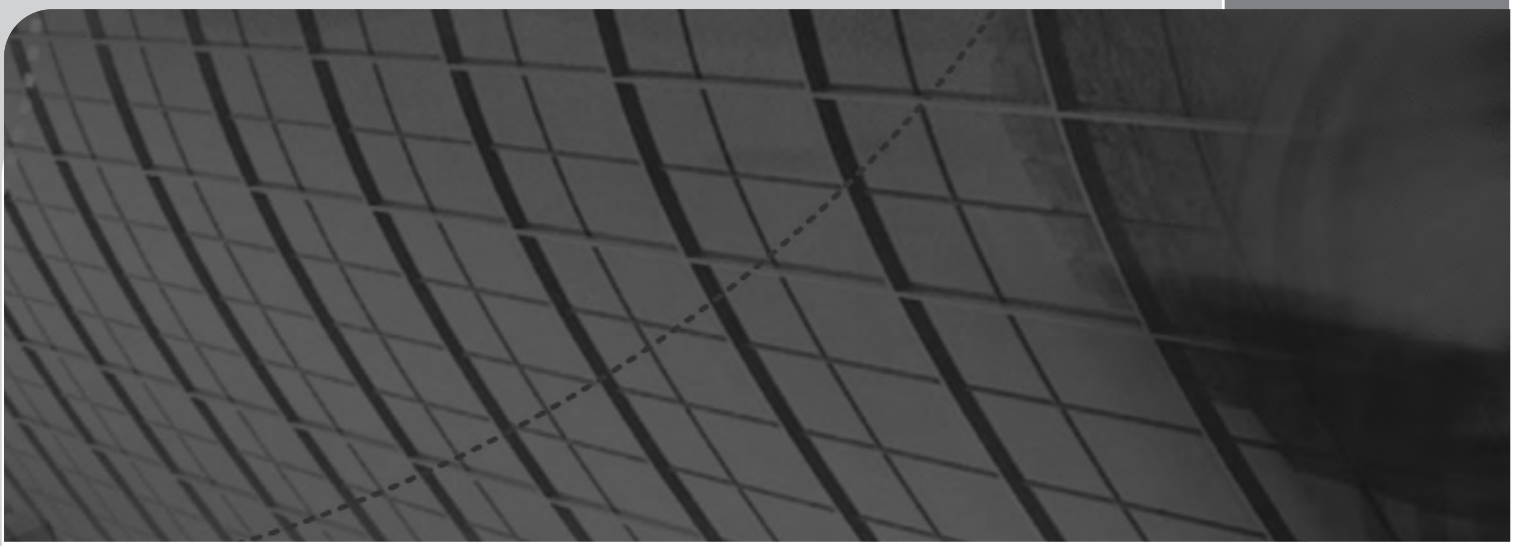
SUITE

Vie privée et sécurité nationale

genre (sécurité nationale), ainsi que des différents maux issus de la vie en société (sécurité publique). Il devient donc important de permettre à l'État de se procurer les outils nécessaires afin d'accomplir ce rôle. Ne devrait-on pas toutefois veiller à la mise en place de dispositifs afin d'assurer que ceci ne contribue pas à l'érosion de nos droits fondamentaux (par exemple, le droit à la vie privée) ? S'agit-il d'une façon camouflée de porter atteinte à nos droits, ou simplement du prix à payer pour vivre en *sécurité* ? Les différentes problématiques énumérées nécessitent que l'on s'interroge sur l'équilibre devant être établi entre droits individuels (la protection des renseignements personnels) et collectifs (la sécurité nationale ou publique) dans une optique tant nationale que transnationale à l'heure d'une obsession sécuritaire. La détermination d'un cadre juridique sûr oblige l'interprète à apprécier les enjeux des flux locaux et transfrontières de données au regard de la sécurité nationale.

L'objectif du présent projet de recherche est de produire, à partir d'une analyse comparative en droit américain, canadien et européen, une grille d'appréciation des risques encourus par la circulation des informations personnelles. Cette étape permettra de déterminer quelles sont les mesures et précautions à mettre en place pour garantir la protection des renseignements personnels tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières provinciales et territoriales. Nous pourront ainsi identifier et caractériser les précautions prises ou envisageables en analysant rigoureusement les sources, les gisements et les mouvements de l'information, c'est-à-dire en examinant les flux d'informations et leurs effets au regard de l'équilibre à trouver entre les droits et intérêts en cause, entre le besoin d'accéder à l'information pour garantir la sécurité nationale ou publique tout en protégeant les droits des personnes concernées.

AXE
DROIT, BIOTECHNOLOGIE ET RAPPORT AU MILIEU



CENTRE DE
RECHERCHE EN
DROIT PUBLIC

AXE
DROIT, BIOTECHNOLOGIE ET RAPPORT AU MILIEU

Les récents développements dans le secteur biomédical et environnemental qui tirent, entre autres, avantage des biotechnologies interpellent les membres de l'axe de recherche *Droit, biotechnologies et rapport au milieu*. C'est ainsi que les travaux réalisés au sein cet Axe sont consacrés à l'examen de nombreuses questions tant juridiques qu'éthiques comme la gouvernance de la recherche en santé, l'utilisation des données médicales et le respect de la vie privée ou encore, la gestion de l'eau au Québec et au Mexique.

Les chercheurs réguliers de l'axe *Droit, biotechnologies et rapport au milieu* ont d'ailleurs plusieurs champs d'intérêt dont le système de santé, la transplantation d'organes, la génétique, la génomique, les organismes génétiquement modifiés, les zoonoses, la protection de la santé publique et la gouvernance de la nanomédecine mais également le droit international de l'environnement. L'étude de ces thèmes a bénéficié de la participation dynamique de collaborateurs issus des milieux académique et professionnel.

Ainsi, au cours de 2009-2010, l'équipe de Mme Thérèse Leroux a poursuivi ses travaux notamment sur la transplantation d'organes, les zoonoses et épizooties, la santé publique et les organismes génétiquement modifiés. Quant aux recherches menées par M. Patrick A. Molinari, elles se sont concentrées sur les aspects juridiques de la gestion du réseau de la santé et des services sociaux. Mme Michèle Stanton-Jean, pour sa part, a orienté ses travaux sur les questions socio éthiques des tests génétiques, la gouvernance de la nanomédecine et la participation citoyenne. Bien que Mme Bartha Maria Knoppers et son équipe aient quitté le CRDP, nous maintenons des liens étroits qui se traduisent par une collaboration fructueuse. Par ailleurs, ce départ nous a incité à réfléchir sur les orientations à promouvoir au sein de l'Axe. C'est pourquoi, l'arrivée de Madame Hélène Trudeau, professeure agrégée spécialisée en droit de l'environnement canadien et québécois, a contribué à donner un nouveau rayonnement aux projets de notre équipe.

Parmi les projets importants poursuivis cette année, mentionnons celui de CARTaGENE (**www.cartagene.qc.ca**). La phase d'optimisation étant complétée et ce, avec grand succès, les membres de l'équipe ont travaillé à la réalisation de ce projet majeur portant sur la santé et la génomique des populations lequel vise à étudier les facteurs génomiques de santé et de maladie ainsi que les déterminants de la santé. Encore cette année, l'Institut international de recherche en éthique biomédicale (IIREB), animé par mesdames Michèle Stanton Jean et Marie-Angèle Grimaud, a organisé des activités de formation dont des stages internationaux à l'intention des étudiants et des chercheurs. De plus, l'IIREB a été étroitement associé à la tenue d'un Séminaire d'experts, intitulé «*La régulation de la recherche médicale dans les pays du Sud*», qui s'inscrivait dans la foulée des 3e Rencontres internationales francophones de bioéthique. Cette activité scientifique est également une illustration des liens étroits entretenus avec la Commission canadienne de l'UNESCO qui, en plus de contribuer financièrement à cette rencontre, a aussi accordé son support financier à une rencontre internationale examinant «*Les conceptions présidant à l'organisation du prélèvement d'organes en France, au Canada et aux États-Unis*» à laquelle ont participé les membres de l'Axe comme membre du comité scientifique, membre du comité organisateur et conférencières. Mentionnons également la collaboration d'Hélène Trudeau à la publication de la seconde édition du livre *Droit international de l'environnement*, dont la première parution avait mérité le prix 2008 du concours de la Fondation du Barreau du Québec. Résolument tourné vers l'avenir, ce projet phare a pour visée l'initiation des jeunes chercheurs quant aux problématiques juridiques du droit international de l'environnement.

Avec l'aide de plusieurs collaborateurs, nationaux et internationaux, issus de différentes disciplines, les chercheurs, agents de recherche et étudiants associés à l'axe *Droit, biotechnologie et rapport au milieu* ont préparé et produit de nombreuses publications au cours de l'année, sous forme d'articles, de rapports ou de livres dont La *malrèglementation*, ouvrage succédant à un colloque organisé l'année précédente sur l'éthique de la recherche. À ceci s'ajoutent d'une part, l'organisation de rencontres scientifiques comme le Séminaire conjoint Centre de recherche en droit public et Centre de recherche sur les politiques et le développement social ayant pour thème «Démocratie participative». Ainsi, l'année 2009-2010 peut certes être qualifiée de réussite sur le plan du transfert des connaissances vu la qualité des activités de partage avec la communauté scientifique et le grand public.

TITRE	ORGANISME SUBV.	ANNÉES	RESPONSABLE(S)
Chaire de recherche du Canada en droit et médecine	Gouvernement du Canada	2007 - 2014	en cours de nomination
Droit international de l'environnement	Fondation du Barreau	2009 - 2010	ARBOUR J.M. LAVALLÉE S. TRUDEAU H.
Établissement d'un Réseau de recherche en éthique biomédicale	IRSC	2009 - 2010	STANTON-JEAN M.
Génomique et santé publique : un «bien» commun?	Génome Québec/Canada	2005 - 2010	KNOPPERS B.M.
Initiative Consortium international (P3G / CARTaGENE)	Génome Québec/Canada	2007 - 2010	DESCHÊNES M. KNOPPERS B.M.
Institut international de recherche en éthique biomédicale (IIREB)	Chaire de recherche du Canada en droit et méd. / Min. Santé et Serv. soc. / Min. Relations internat. / Min. du Dév. écon., de l'innov. et de l'exportation	2007 -	HERVÉ C. STANTON-JEAN M.
La gestion de l'eau au Québec et au Mexique : modes de gouvernance régionale et locale	Groupe de travail Québec-Mexique	2009 - 2010	ROLLAND L.
La protection de la santé humaine et animale en situation d'épizooties et de pandémies	CRSH et UdeM	2009 - 2010	LEROUX T.
Le droit international confronté à l'émergence de nouvelles épizooties et pandémies	Fonds Georg Stellari	2007 - 2009	LEROUX T.
Politiques et normes sur la nanomédecine : où en sommes-nous ?	CRSH	2007 - 2010	KNOPPERS B.M.
Séminaire d'experts Les conceptions présidant à l'organisation du prélèvement d'organes en France, au Canada et aux États-Unis	Commission canadienne de l'UNESCO	2010 -	STANTON-JEAN M. LEROUX T.
Séminaire d'experts La régulation de la recherche médicale dans les pays du Sud	Ministère des relations internationales du Québec Commission canadienne de l'UNESCO	2009 -	STANTON-JEAN M. LEROUX T.

Chaire de recherche du Canada en droit et médecine

Gouvernement du Canada (Chaires de recherche du Canada)
2007 - 2014

CHERCHEUR PRINCIPAL :
En cours de nomination

La Chaire de recherche du Canada en droit et médecine a pour objectif de définir des politiques nationales et internationales pour encadrer les gestes posés par l'industrie, les chercheurs et les gouvernements dans le domaine de la génétique. En effet, le sprint final de la course au génome aura eu des allures de ruée vers l'or : des milliers de chercheurs travaillaient jour et nuit à identifier le patrimoine génétique de l'humanité pendant qu'autant d'autres multipliaient les façons d'utiliser ces nouvelles connaissances. Au milieu du tumulte, une voix s'est élevée pour démontrer la nécessité d'adopter un code d'éthique de la génétique. La Chaire contribue également aux activités de l'IIREB dont les trois axes d'intervention sont : l'éthique de la recherche, la génétique humaine en terme de recherche et soins, les systèmes de santé et les réseaux de soins.

Droit international de l'environnement

Fondation du Barreau
2009 - 2010

CO-CHERCHEURS :
TRUDEAU Hélène
ARBOUR Jean-Maurice
LAVALLÉE Sophie

COLLABORATEUR :
PAPY Jacques

Ce projet a pour objectif la publication de la seconde édition du livre *Droit international de l'environnement*, dont la première parution, écrite par les Professeurs Jean-Maurice Arbour et Sophie Lavallée de la Faculté de droit de l'Université Laval, avait remporté le prix 2008 du concours de la Fondation du Barreau du Québec dans la catégorie « monographie ». Hélène Trudeau de la Faculté de droit de l'Université de Montréal se joint à titre d'auteur pour la seconde édition de ce livre. Ce traité de langue française est le principal ouvrage d'enseignement du droit international de l'environnement utilisé dans la province de Québec. Il y est question de l'analyse des évolutions de ce droit de 2006 à 2011 ainsi que de l'amélioration de la présentation du contenu et de la forme des chapitres de la précédente édition. La contribution de Madame Hélène Trudeau permettra d'intégrer de nouveaux chapitres, notamment sur les aspects institutionnels, la formation des normes et les modalités d'exécution des obligations en droit international de l'environnement et également sur la réglementation internationale de l'eau douce. La rapide évolution de plusieurs régimes internationaux de protection de l'environnement au cours de l'année 2010 a nécessité le commencement des travaux de recherche et de mise à jour de ce traité.

Ce programme de recherche comportera trois phases. En premier lieu, les recherches dans les traités, les autres sources formelles et matérielles du droit international (incluant les sources jurisprudentielles et les sources doctrinales) seront effectuées suivant les thèmes de chacun des chapitres. En second lieu, un travail d'analyse détaillée de convergence et de divergence des aspects de ces thèmes comprenant les récentes évolutions du droit international sera réalisé. Enfin, la dernière étape du projet concernera la modification des chapitres de l'ouvrage et la rédaction des nouveaux chapitres. Par ailleurs, ce projet offrira un cadre de recherche à des étudiants inscrits en maîtrise ou au doctorat à la Faculté de droit de l'Université Laval et à l'Université de Montréal. Ainsi, il permettra à ces jeunes chercheurs d'être initiés aux problématiques juridiques du droit international de l'environnement. En outre, les étudiants intéressés par ce secteur du droit seront encouragés à produire leurs essais ou mémoires sur cette thématique.

Éditeur de la première édition du traité, les Éditions Yvon Blais ont accepté la publication de cette seconde édition.

Établissement d'un Réseau de recherche en éthique biomédicale

Institut de recherche en santé du Canada (IRSC)
2009 - 2010

CHERCHEURE PRINCIPALE :
STANTON-JEAN Michèle

Ce projet concerne la création d'un réseau de recherche en éthique biomédicale. Bien que plusieurs centres et programmes universitaires aient vu le jour dans ce domaine, il n'existe pas de regroupement pluridisciplinaire permanent permettant de partager les connaissances et d'élaborer des projets communs de recherche. De ce constat, une nécessité s'est imposée : celle de mettre en place un réseau regroupant des chercheurs aux spécialités variées conjuguant leurs expertises quant à l'éthique biomédicale.

Par ailleurs, la complexité des enjeux cliniques exige la création d'un tel réseau, qui articulerait la préoccupation des chercheurs cliniciens à la programmation de la recherche. Le réseau contribuera aussi à la formation interdisciplinaire d'une relève compétitive tant sur la scène nationale que sur la scène internationale. Il mettra l'accent sur le transfert des connaissances entre ses membres, mais aussi avec la communauté scientifique et le grand public. Il développera également des liens avec d'autres réseaux en santé, qui bénéficieraient d'une réflexion éthique. Il contribuera à promouvoir la discipline de l'éthique biomédicale et favorisera l'amélioration des connaissances dans ce domaine.
Compte tenu de ces objectifs, des rencontres entre chercheurs sont nécessaires afin d'étudier les conditions qui devront être réunies pour en assurer la mise en place, pour définir plus adéquatement les orientations de recherche, et enfin pour cibler les thèmes et les activités qui auront un effet structurant.

Génomique et santé publique : un « bien » commun ?

Génome Québec/Canada
2005 - 2010

CHERCHEURE PRINCIPALE :
KNOPPERS Bartha Maria

CO-CHERCHEURS :
DOUCET Hubert
GODARD Béatrice
LABERGE Claude
LEROUX Thérèse

COLLABORATEURS :
AVARD Denise
RACCO Eliane
TRUONG Dan Thanh

Par le biais d'articles et de rencontres, le projet a pour objectif d'identifier les enjeux sociaux, éthiques et juridiques sous-tendant des questions telles que : Comment mettre en équilibre les intérêts des populations « à risque » de maladies transmissibles ou infectieuses et la confidentialité de l'information génétique des individus ou de la communauté et la sécurité des données créées ? Ces banques de données peuvent-elles être utilisées dans l'intérêt public pour le bien commun ? Cette recherche sera aussi alimentée par les résultats d'entrevues réalisées auprès de professionnels de la santé et de décideurs, par un forum des décideurs, par la contribution du public via un forum citoyen, ainsi que par deux symposiums internationaux, le premier regroupant des « consommateurs-citoyens » qui sont considérés comme « stakeholders » dans les modèles de participation citoyenne et le deuxième rassemblant des professionnels de la santé impliqués dans le dépistage des nouveau-nés. Le projet se conclura sur une conférence consensuelle portant sur un document « Encadrement normatif : recommandations » développé avec les collaborateurs nationaux et internationaux. Le document « Encadrement normatif : recommandations » traduira les connaissances en génomique en une conscientisation pour la prévention de maladies et la promotion de la santé.

Initiative Consortium international (P3G / CARTaGENE)

Génome Canada/Génome Québec
2007 - 2010

CHERCHEURES PRINCIPALES :
DESCHÊNES Mylène
KNOPPERS Bartha Maria

CO-CHERCHEURES :
FORTIER Isabel
WALLACE Susan

P3G est un consortium international qui vise à pourvoir des projets de recherche en génomique, des populations d'outils et du savoir-faire nécessaires pour parfaire la gestion de données, notamment leur transfert et partage. Son principal objectif est la création d'une infrastructure publique et accessible. P3G repose sur des principes de transparence et de collaboration et encourage l'échange de connaissances entre les projets par l'entremise des groupes IWGs (International Working Groups). Ces groupes travaillent sur différents thèmes : social; environnement et enquêtes biochimiques; technologie de l'information et collecte de l'information; éthique, gouvernance et participation du public; épidémiologie et biostatistique.

L'équipe d'élaboration des politiques, qui fait partie intégrante du projet P3G, s'est établit au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal en mai 2007. Son travail touche le domaine de l'éthique, de la gouvernance et de la participation du public, ce qui l'amène à étudier les enjeux du consentement, de l'accès à l'information, de la gouvernance et de la commercialisation.

www.ireb.org/fr

Institut international de recherche en éthique biomédicale (IIREB)

Chaire de recherche du Canada en droit et médecine
Ministère de la santé et des services sociaux
Ministère des relations internationales
Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation
2007 -

DIRECTEURS DU PROJET:
HERVÉ Christian
STANTON-JEAN Michèle

CO-CHERCHEURS :
DOUCET Hubert
HAMET Pavel
KNOPPERS Bartha Maria
MOLINARI Patrick A.

COORDONNATRICE :
GRIMAUD Marie Angèle

L'Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale (IIREB) est un institut sans frontières qui vise, d'une part, la collaboration et la coopération internationale dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale et, d'autre part, à la mise sur pied d'un système de réseautage international, à la fois interdisciplinaire et interinstitutionnel. L'IIREB a une mission éducative, car elle permet aux jeunes chercheurs et professeurs d'acquérir une expérience grâce au financement de stages à l'étranger. En partageant ses réflexions avec la communauté, l'IIREB souhaite encourager l'implication de la société.

Les fonctions de l'IIREB sont :

- structurer et coordonner les échanges entre les institutions et les partenaires internationaux ;
- mobiliser les collaborateurs et les partenaires à travers des interactions dynamiques ;
- encourager l'enseignement et la formation d'étudiants à travers des projets et des stages internationaux ;
- encourager la sensibilisation du public sur les enjeux éthiques de la recherche biomédicale, en favorisant l'accessibilité et la dissémination du travail effectué par l'IIREB, à travers son site internet.

La gestion de l'eau au Québec et au Mexique : modes de gouvernance régionale et locale

Groupe de travail Québec-Mexique
2009-2010

CHERCHEURE PRINCIPALE :
ROLLAND Louise

CO-CHERCHEURE :
TRUDEAU Hélène

Ce projet vise la consolidation et le développement d'un réseau de professeurs universitaires et d'étudiants post-gradués sur la problématique de la gestion des ressources en eau. Les recherches porteraient principalement sur les modes de gouvernance régionale et locale pour la préservation de la ressource et des écosystèmes ainsi que pour le financement et la gestion des infrastructures d'assainissement et de distribution de l'eau potable. Le projet s'échelonnera sur deux ans :

An 1 – Création d'un site web mis à la disposition de tous les partenaires pour y verser les outils et les résultats de recherche. Stage de recherche de deux mois des professeurs et étudiants mexicains au Québec (rencontres et entrevues auprès de trois organismes de bassins versants et de quatre municipalités). Atelier de travail (mini-colloque) de tous les partenaires, ouvert à la communauté universitaire et aux intervenants gouvernementaux et sociaux.

An 2 – Stage de recherche de deux mois des professeurs et étudiants québécois au Mexique (rencontres et entrevues auprès de trois organismes de bassins versants et de huit municipalités). Atelier de travail (mini-colloque) de tous les partenaires, ouvert à la communauté universitaire et aux intervenants gouvernementaux et sociaux.

À la fin du projet, le site web serait rendu accessible au public en général et constituera un forum d'échange permanent entre les partenaires mais également pour les intervenants gouvernementaux et sociaux. Un ouvrage collectif sera publié sur les modèles de gouvernance des ressources en eau.

Des efforts seront déployés pour étendre ce réseau interinstitutionnel universitaire à d'autres pays de l'Amérique latine, dont la Colombie, l'Argentine, le Chili et le Brésil avec lesquels l'Université de Montréal a déjà des ententes de coopération et avec lesquels les partenaires québécois et mexicains ont déjà des relations scientifiques.

La protection de la santé humaine et animale en situation d'épizooties et de pandémies

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
Université de Montréal
Juin 2009 - Avril 2010

CHERCHEURE PRINCIPALE :
LEROUX Thérèse

La survenance d'une menace à la santé de la population causée par des agents pathogènes d'origine animale commande des actions et implique des interactions avec divers partenaires. La démarche déjà plurielle à l'échelle internationale se répercute aux niveaux national et provincial où différents ministères et agences sont sollicités. Ainsi, au niveau national, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Santé Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'Agence canadienne de santé publique, pour ne nommer qu'eux, jouent un rôle crucial. Il en va de même pour des institutions provinciales comme l'Institut national de santé publique du Québec. L'interconnexion entre ces divers acteurs soucieux de répondre adéquatement à ce défi de taille qu'est la protection de la santé et de la vie tant des personnes que des animaux, de même que la multiplicité des mécanismes de contrôle complexifient la situation. Il en résulte un enchevêtrement de normes et d'intervenants, créant ainsi un réseau hétérogène, une méta-organisation.

Dans le cadre de cette recherche, nous caractériserons les enjeux que soulève l'éventualité d'épizooties et de pandémies et nous dresserons un tableau le plus complet possible de l'encadrement normatif actuellement en vigueur en vue d'assurer la protection de la santé humaine et animale en situation d'épizooties et de pandémies. Pour ce faire, nous identifierons et examinerons les normes applicables en cette matière que ces dernières soient des textes législatifs, des lignes directrices, des énoncés de politique, des protocoles, des programmes de surveillance, des plans d'action ou encore des mesures d'autorégulation.

Le droit international confronté à l'émergence de nouvelles épizooties et pandémies

Fonds Georg Stellari
2007 - 2009

CHERCHEURE PRINCIPALE :
LEROUX Thérèse

Les maladies infectieuses représentent un défi en santé publique, et ce, à l'échelle planétaire, puisque les agents pathogènes ne reconnaissent pas les frontières. Parmi ces maladies, celles associées à des agents pathogènes d'origine animale constituent une source de préoccupation majeure. Au cours des dernières années, on a observé une recrudescence de ce type d'infections. À titre d'exemple, la grippe aviaire est certes un cas très mobilisateur. L'apparition de telles maladies interpelle les États et suscite l'adoption de stratégies internationales de même que l'élaboration de normes internationales pour endiguer de telles situations. Comment arrive-t-on à concilier les intérêts commerciaux et la protection de la santé publique ? Dispose-t-on des outils appropriés pour atteindre cet objectif ?

La survenance d'une menace à la santé de la population commande des actions et implique des interactions avec divers partenaires comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Commission du Codex Alimentarius et évidemment, l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). L'interconnexion entre les divers acteurs et la multiplicité des mécanismes de mondialisation complexifie la situation.

Dans le cadre de la présente recherche, nous nous proposons de caractériser les enjeux que soulève l'émergence de nouvelles épizooties. Comment l'anticipation de telles catastrophes affecte-t-elle le mandat de promouvoir la santé humaine et animale, de garantir la sécurité sanitaire des aliments et de gérer les risques liés aux échanges commerciaux internationaux ? Nous porterons une attention toute particulière à la coordination de l'effort mondial pour assurer la sécurité sanitaire de la population.

Politiques et normes sur la nanomédecine : où en sommes-nous ?

CRSH
2007 - 2010

CHERCHEURE PPRINCIPALE :
KNOPPERS Bartha Maria

COLLABORATRICES :
BUCCI Lucie Marisa
SHEREMETA Lorraine
STANTON-JEAN Michèle

Ce projet de recherche étudiera la pertinence de l'encadrement des lois sur les produits nanomédicaux présentement régi par la Direction générale des produits de santé et des aliments de Santé Canada. Les principaux objectifs du projet sont:

(1) d'identifier les lacunes des statuts et règlements de normalisation associés au processus d'approbation régulier (ex.: drogues, procédés médicaux, produits naturels de santé et cosmétiques) ;
(2) d'identifier, de décrire et d'analyser les lois et règlements considérés et/ou employés dans d'autres législations de façon à identifier les questions et problèmes connus ;
(3) de comparer les aspects légaux et juridiques considérés ou utilisés par d'autres législations à l'aide du cadre de travail canadien ;
(4) d'identifier et de proposer des cadres de réglementations en nanomédecine en considérant les possibilités des législateurs canadiens ;
(5) de diffuser les thèmes et objectifs de la recherche à un grand public.

Séminaire d'experts *Les conceptions présidant à l'organisation du prélèvement d'organes en France, au Canada et aux États-Unis*

Commission canadienne de l'UNESCO
2010

CHERCHEURES PPRINCIPALES :
LEROUX Thérèse
STANTON-JEAN Michèle

Ce séminaire a pour finalité la compréhension des raisons conduisant, de part et d'autre de l'Atlantique, à des choix différents en matière de règles essentielles, telles que le recueil du consentement pour le don d'organes après la mort, le prélèvement sur donneur décédé suite à un arrêt cardiaque, le don entre vifs, les dons « croisés » ou en « cascade », les dons dits de « bons samaritains », les incitations au don, la gestion des prélèvements et dons ou encore la place faite aux représentants des patients dans les systèmes de gestion. Par ailleurs, ce séminaire a également pour visée de donner au législateur français des informations utiles sur les pratiques et les réflexions éthiques internationales.

Pour répondre à ces objectifs, huit tables rondes ont été organisées : chacune débutant après une séance introductive et une double conférence inaugurale situant les différences principales dans leurs contextes institutionnels et culturels.

Séminaire d'experts *La régulation de la recherche médicale dans les pays du Sud*

Ministère des relations internationales du Québec
Commission canadienne de l'UNESCO
2009

CHERCHEURES PPRINCIPALES :
LEROUX Thérèse
STANTON-JEAN Michèle

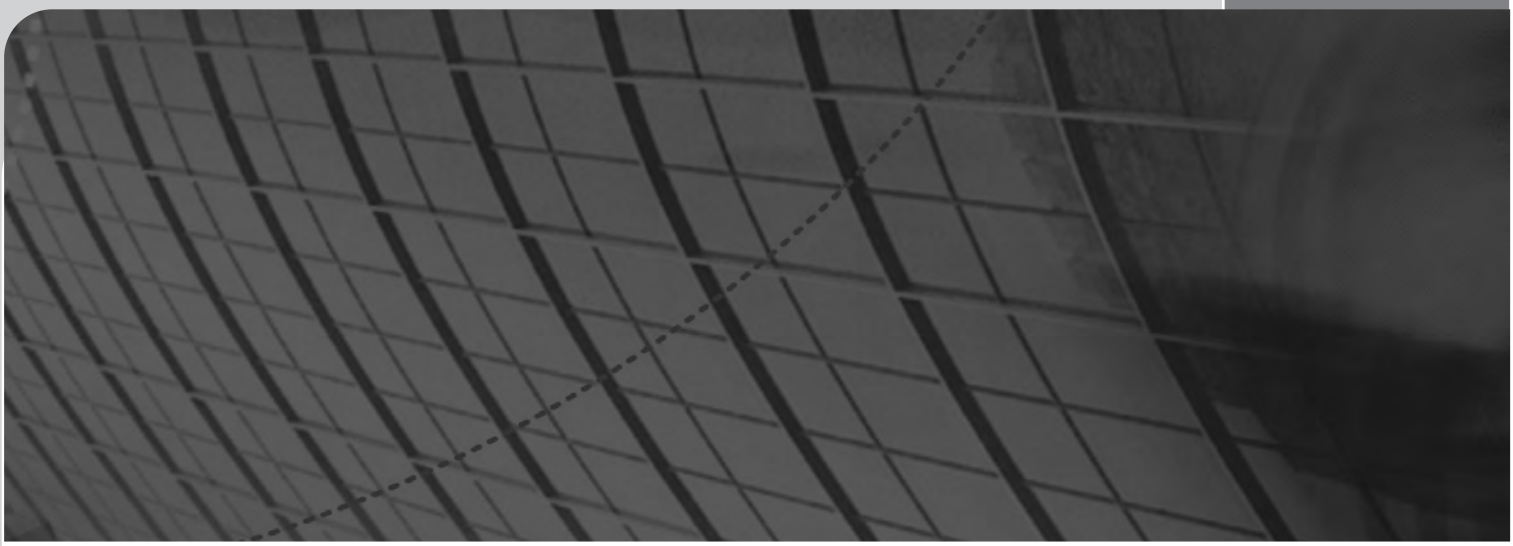
Tenues à Québec en octobre 2008, les troisièmes rencontres francophones internationales de bioéthique ont permis d'aborder les aspects géoculturels de la bioéthique en invitant de nombreux acteurs francophones spécialisés à échanger leurs réflexions et expériences. Afin de poursuivre cet effort de partage par le biais de projets concrets, il apparait primordial d'organiser, comme première activité, un séminaire sur l'évolution des régulations éthiques des essais cliniques, et notamment en Afrique. En effet, la mondialisation des activités de recherche et la délocalisation de plusieurs essais cliniques dans les pays du Sud montrent que plusieurs pays sont sous-équipés en termes d'expertise pour examiner les enjeux éthiques de ces pratiques.

Comment se font alors les demandes pour mener les essais cliniques ? Quel est le rôle des gouvernements ? Comment sont informés et sélectionnés les participants ? Comment traite-t-on les questions de conflits d'intérêts ? Comment sont organisés les comités d'éthique ? Quels sont les bénéfices pour les pays hôtes en termes de formation ? Quelles sont les régulations en place ?

Dans la continuité du principe du respect de la dignité humaine et des droits de la personne, il convient alors de sensibiliser les participants aux grands enjeux bioéthiques posés dans un contexte de mondialisation. Il s'agit également de partager les questions liées à la régulation éthique de ces essais dans les pays du sud afin de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux issus de ces activités. Il faut, de surcroît, étendre le réseau d'experts qui poursuivra la réflexion et aidera à la prise de décisions comme à la résolution des problèmes dans les milieux universitaires, les hôpitaux ou encore au sein des comités d'éthique. Enfin, il s'agira d'identifier les bonnes pratiques en tenant compte de la diversité culturelle tout en cernant les éléments nécessaires à la bonne gouvernance des essais cliniques et à la mise en place de dispositifs nationaux.

ANNEXE - 1

PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES CHERCHEURS RÉGULIERS DU CRDP



CENTRE DE
RECHERCHE EN
DROIT PUBLIC

ANNEXE - 1
PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES CHERCHEURS RÉGULIERS DU CRDP

PUBLICATIONS	
Livres	18
Contributions à un ouvrage collectif / chapitres de livres	51
Articles	30
Rapports	5
Actes de colloque	3
Affiches / Posters	
Autres	2
TOTAL	109
Conférences / Congrès / Colloques	74

LIVRES

BENYEKHLEF, Karim et Nicolas W. VERMEYS
Le droit à la sécurité… La sécurité par le droit, Montréal, Thémis, 2010 (à paraître).

BENYEKHLEF, Karim et Pierre TRUDEL (dirs)
État de droit et virtualité, Montréal, Thémis, 2009, 410 pages.

BENYEKHLEF, Karim (dir.)
Le texte mis à nu, Montréal, Thémis, 2009, 185 pages.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François, M.-C. FOBLETS, A. DUNDES RENTELN (dir.)
Cultural Diversity and Law. State Responses from Around the World, Bruxelles, Bruylant, 2010, 975 pages.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François, E. MACKAAY, B. MOORE & S. ROUSSEAU (dir.)
Convergence, concurrence et harmonisation des systèmes juridiques, Montréal, Thémis, 2009, 300 pages.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François & Diane LABRÈCHE
Le contexte social du droit dans le Québec contemporain. L'intelligence culturelle dans la pratique du droit, Montréal, Yvon Blais, 2009, 299 pages.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François (dir.)
Le droit, la religion et le « raisonnable », Montréal, Thémis, 2009, 552 pages.

GAUTRAIS, Vincent et Pierre TRUDEL
La circulation des renseignements personnels et le web 2.0, Montréal, Thémis, 2010, 231 pages.

GENDREAU, Ysolde et A. DRASSINOWER (dirs.)
Langues et droit d'auteur—Language and Copyright, Montréal, Carswell et Bruylant, 2009, xvi + 245 pages.

GENDREAU, Ysolde et Ejan MACKAAY
Législation canadienne en propriété intellectuelle/ Canadian Legislation on Intellectual Property 2010, Toronto, Carswell, 2009, 1001 pages.

LAJOIE, Andrée
Le rôle des femmes et des aînées dans la gouvernance autochtone au Québec, Montréal, Thémis, 2010, 172 pages.

LAJOIE, Andrée
Ghislain Picard sur le trajet des droits des Autochtones, Montréal, Thémis, 2010 (à paraître).

MOLINARI, Patrick A.
Accommodements raisonnables et rôle de l'État : un défi démocratique, co-directeur de l'édition, Montréal, Institut canadien d'administration de la justice, 2009, 435 pages.

MOLINARI, Patrick A, *Services de santé et services sociaux, 14e édition annotée et commentée*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2009, 1257 pages.

NOREAU, Pierre (dir.)
Gouvernance autochtone : reconfiguration d'un avenir collectif, Montréal, Thémis, 2010 (sous presse).

NOREAU, Pierre (dir.)
Révolutionner la justice, Montréal, Thémis, 2010 (sous presse).

NOREAU, Pierre et Chantal ROBERGE
Applied Judicial Ethics, Montréal, Wilson et Lafleur, 2009, 321 pages.

TRUDEL, Pierre et Michèle S. JEAN, (éds.)
La malréglementation – Une éthique de la recherche est-elle possible et à quelles conditions ? Montréal, PUM, 2010, 171 pages.

CONTRIBUTIONS À UN OUVRAGE COLLECTIF / CHAPITRES DE LIVRES

BENYEKHLEF, Karim et Nicolas W. VERMEYS
« Introduction », dans Karim BENYEKHLEF et Nicolas W. VERMEYS, *Le droit à la sécurité… La sécurité par le droit*, Montréal, Thémis, 2010 (à paraître).

BENYEKHLEF, Karim et Nicolas W. VERMEYS
« Premiers éléments d'une méthodologie de réformation des processus judiciaires par la technologie », dans Daniel LE MÉTAYER (dir.), *Les technologies au service des droits : opportunités, défis, limites*, Louvain La Neuve, Bruylant, 2010 (à paraître).

BENYEKHLEF, Karim,
« Préface », dans Pierre TRUDEL et Michèle STANTON-JEAN, *La malréglementation. Une éthique de recherche est-elle possible et à quelles condition?*, PUM, 2010, 7-9.

BENYEKHLEF, Karim
« Introduction - Autour de la recherche du sens », dans Karim BENYEKHLEF (dir.), *Le texte mis à nu*, Montréal, Thémis, 2009, 1-5.

BENYEKHLEF, Karim
« Une réformation de l'État-nation : vers une souveraineté virtuelle? », dans Karim BENYEKHLEF et Pierre TRUDEL (dirs), *État de droit et virtualité*, Montréal, 2009, Thémis, 123-155.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François, M.-C. FOBLETS & A. DUNDES RENTELN
"Introduction", dans M.-C. FOBLETS, J.-F. GAUDREAULT-DESBIENS & A. DUNDES RENTELN (dir.), *Cultural Diversity and Law. State Responses from Around the World*, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. xiii-xxi (à paraître).

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"Introduction to Part I", dans M.-C. FOBLETS, J.-F. GAUDREAULT-DESBIENS & A. DUNDES RENTELN (dir.), *Cultural Diversity and Law. State Responses from Around the World*, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 3-16 (à paraître).

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"Introduction to Part II", dans M.-C. FOBLETS, J.-F. GAUDREAULT-DESBIENS & A. DUNDES RENTELN (dir.), *Cultural Diversity and Law. State Responses from Around the World*, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 367-380 (à paraître).

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"Religious Courts, Personal Federalism and Legal Transplants", dans R. ADHAR & N. ARONEY, *Shariah in the West*, Oxford, Oxford University Press, 2010, 38 pages (à paraître).

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"Religious Courts Recognition Claims: Two Distinct Narratives", dans R. ADHAR & N. ARONEY, *Shariah in the West*, Oxford, Oxford University Press, 2010, 19 pages (à paraître).

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"The State Management of Legal and Cultural Diversity in Canada", dans M.-C. FOBLETS, J.-F. GAUDREAULT-DESBIENS & A. DUNDES RENTELN (dir.), *Cultural Diversity and Law. State Responses from Around the World*, Bruxelles, Bruylant, 2010, 195-234 (à paraître).

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François, P. MACKLEM, C. ROGERSON, J. BAKAN, J. BORROWS, S. CHOUDHRY, R. ELLIOTT, D. GRESHNER, P. HUGHES, J. LECLAIR, I. LEE, R. MOON, R.C.B. RISK, K. ROACH, B. RYDER, D. SCHNEIDERMAN, dir.,
Canadian Constitutional Law, 4th ed., Toronto, Emond Montgomery, 2009, 1442 pages.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
« Le fait religieux entre monisme étatique et pluralisme juridique », dans J.-F. GAUDREAULT-DESBIENS (dir.), *Le droit, la religion et le « raisonnable »*, Montréal, Thémis, 2009, 1-28.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
« Libres propos sur l'essai juridique et l'élargissement souhaitable de la catégorie « doctrine » en droit », dans Karim BENYEKHLEF (dir.), *Le texte mis à nu*, Montréal, Thémis, 2009, 107-152.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François et Jean LECLAIR
"Of Representation, Democracy, and Legal Principles: Thinking About the *Impensé*," dans P.H. RUSSELL & L. SOSSIN, dir., *Parliamentary Democracy in Crisis*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, 105-120.

SUITE >

SUITE >

CONTRIBUTIONS À UN OUVRAGE COLLECTIF / CHAPITRES DE LIVRES

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"On Private Choices and Public Justice: Some Microscopic and Macroscopic Reflections on the State's Role in Addressing Faith-Based Arbitration," dans R. MURPHY (dir.), *Public Justice, Private Justice and Community-Based Justice?,* Montréal, Canadian Institute for the Administration of Justice, 2009, 247-286.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"Religious Challenges to the Secularized Identity of an Insecure Polity. A Tentative Sociology of Québec's Reasonable Accommodation Debate," dans R. GRILLO, P. SHAH, A. HOEKEMA et al. (ed.), *Legal Practice and Cultural Diversity*, Londres, Ashgate, 2009, 151-274.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"The Fetishism of Formal Law and the Fate of Constitutional Patriotism in Communities of Comfort: A Canadian Perspective", dans J.E. FOSSUM, P. MAGNETTE, & J. POIRIER (eds.), *Ties That Bind. Accommodating Diversity in Canada and the European Union*, Brussels, Bern & Berlin, P.I.E. Peter Lang, 2009, 301-330.

GENDREAU, Ysolde
« L'auteur anonyme et pseudonyme » dans J.-C. GALLOUX, éd., *Mélanges en l'honneur de Georges Bonet*, Paris, Litec, 2010 (à paraître).

GENDREAU, Ysolde
"Towards a Contextual Copyright?" dans P.TORREMANS, U. SUTHERSANEN et L. BENTLY (dirs.), *Global Copyright: Three Hundred Years from the Statute of Anne, From 1710 to Cyberspace*, Cheltenham, Edward Elgar, 2010 (à paraître).

GENDREAU, Ysolde
"Vox Pop : Public Participation in Canadian Copyright Law" dans I. STAMATOUDI (dir.), *Copyright Enforcement in Cyberspace*, Alphen aan den Rijn, Kluwer Law International, 2010 (à paraître).

GENDREAU, Ysolde
« La musique, langage universel du droit d'auteur», dans E. PHILIPPIN, P. GILLIÉRON, P.-F. VULLIEMIN, et J.-T. MICHEL (dirs.), *Mélanges en l'honneur de François Dessemontet*, Lausanne, CEDIDAC, 2009, pp. 199-206.

GENDREAU, Ysolde
«Les solitudes du droit d'auteur canadien» dans Y. GENDREAU et A. DRASSINOWER (dirs.), *Langues et droit d'auteur—Language and Copyright*, Montréal, Carswell et Bruylant, 2009, pp. 19-57.

LEMAY, Violaine
«Discrimination et interdisciplinarité: le cas de l'évaluation scolaire en théorie du droit» dans Antigone MOUCHTOURIS (dir.), *Discrimination: approche compréhensive et comparative*, Bruxelles, E.M.E. & InterCommunications, coll. Proximités sociologie (à paraître).

LEMAY, Violaine
«Mutations contemporaines des représentations de l'enfant par le droit: quel impact, sur la représentation de l'enfant devant les tribunaux?», dans Benoît MOORE, Violaine LEMAY, Cécile BIDEAU-CAYRE (dir.), *La représentation des enfants devant les tribunaux*, Montréal, Thémis, décembre 2009.

LEROUX, Thérèse
«La sécurité sanitaire des aliments : un défi toujours contemporain», dans Karim BENYEKHLEF et Nicolas W. VERMEYS, *Le droit à la sécurité… La sécurité par le droit*, Montréal, Thémis, 2010 (à paraître).

LEROUX, Thérèse
préface de l'ouvrage de Juliana MICAI LANZA, *L'accès aux médicaments au Brésil : le droit comme source et solution du problème*, Montréal, Thémis, 2009.

MOLINARI, Patrick A.
«Préface» dans Christian HERVÉ et al. (éds), *L'humain, l'humanité et le progrès scientifique*, Paris, Dalloz, 2009, pages 1à 3.

NEUWAHL, Nanette
«Les couleurs changeantes de la verdure: les petites créances aux longes racines», dans G. BRAS MIRANA et B. MOORE (dir.), *Mélanges de couleurs en l'honneur d'Adrian Popovici*, Montréal, Thémis, 2010, pp. 643-680.

NEUWAHL, Nanette
"Secular or Saint? Religion and Reforming the European Union", dans Jean-François GAUDREAULT-DESBIENS (dir.), *Le droit, la religion et le «raisonnable»*, Montréal, Thémis, 2009, pp. 359-379.

SUITE >

SUITE >

CONTRIBUTIONS À UN OUVRAGE COLLECTIF / CHAPITRES DE LIVRES

NOREAU, Pierre
"Aboriginal Governance: Thinking Outside the Books" dans Pierre NOREAU (dir.), *Gouvernance autochtone : reconfiguration d'un avenir collectif*, Montréal, Thémis, 2010, p. XXVII-XXXVI.

NOREAU, Pierre
« Accès à la justice et démocratie en panne : constats, analyses et projections» dans Pierre NOREAU (dir.) *Révolutionner la justice*, Montréal, Thémis, 2010 (sous presse).

NOREAU, Pierre
« De la confiance à l'exigence : La figure publique du scientifique », dans Institut du Nouveau Monde, *L'État du Québec 2010*, Montréal, Boréal, p. 155-161.

NOREAU, Pierre
« Faire mieux ensemble », dans Institut du Nouveau Monde, *L'État du Québec 2010*, Montréal, Boréal, p. 15-19.

NOREAU, Pierre
« La gouvernance autochtone : penser hors du libre » (introduction), dans Pierre NOREAU (dir.), *Gouvernance autochtone : reconfiguration d'un avenir collectif*, Montréal, Thémis, 2010, p. XIII-XXVI.

NOREAU, Pierre
« De la force symbolique du droit » dans Catherine THIBIERGE, *La force normative, naissance d'un concept*, Paris, LGDJ/Bruylant, 2009, p. 137-150.

NOREAU, Pierre
« Le droit et son contexte » (Préface) dans Christine MORIN, *L'émergence des limites à la liberté de tester en droit québécois : étude socio-juridique de la production du droit*, Cowansville, Yvon Blais (Coll. Minerve), 2009.

NOREAU, Pierre
« Référents religieux et rapport à la normativité : asymétrie des rapports au droit », dans Jean-François GAUDREAULT-DESBIENS, *Le droit, la religion et le « raisonnable »*, Montréal, Thémis, 2009, p. 383-423.

ROCHER, Guy
«L'éthique de la recherche : nature, obstacles et tensions», dans Pierre TRUDEL et Michèle S. JEAN, *La malréglementation. Une éthique de la recherche est-elle possible et à quelles conditions ?*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2010, p. 99-111.

ROCHER, Guy
«L'évolution religieuse de la société québécoise», dans Jean-François GAUDREAULT-DESBIENS, *Le droit, la religion et le « raisonnable »*, Montréal, Thémis, 2009, p. 31-51.

ROCHER, Guy
«Modernité, pouvoirs et droit», dans Pierre NOREAU et Louise ROLLAND (dir.), *Mélanges Andrée Lajoie*, Montréal, Thémis, 2009, p. 851-881.

ROUSSEAU, Stéphane
«Agences de notation de crédit et crise financière: quel rôle pour la régulation financière? » dans A. COURET et C. MALECKI (dir.), *Défis actuels en droit financier*, Paris, Lextenso, 2010 (sous presse).

ROUSSEAU, Stéphane
« Gouvernance d'entreprise et analyse économique du droit : quelle perspective suite à la crise financière? » dans V. MAGNIER, dir., *La gouvernance des sociétés cotées face à la crise*, Paris, Éditions Lextenso (sous presse).

ROUSSEAU, Stéphane
« La gouvernance d'entreprise en droit canadien : convergence et divergence », dans J.-L. ROSSIGNOL (dir.), *La gouvernance juridique et fiscale des organisations*, Paris, Lavoisier (sous presse).

ROUSSEAU, Stéphane, M. BOYER, C. FRANCOEUR, R. LABELLE
« Income Trusts Governance and Performance : Time for a Post-Mortem », dans F. COLUMBUS (dir.), S*tock Returns: Cyclicity, Prediction and Economic Consequences*, Hauppauge, Nova Science Publishers, 2009, p. 115-132.

SUITE >

SUITE >

CONTRIBUTIONS À UN OUVRAGE COLLECTIF / CHAPITRES DE LIVRES

ROUSSEAU, Stéphane
« La réglementation des agences de notation de crédit suite à la crise financière : la longue et tortueuse route vers la responsabilisation » dans R. CRÊTE et autres (dir.), *La confiance au cœur de l'industrie des services financiers*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2009.

TRUDEL, Pierre
« État de droit et e-gouvernement » dans Karim BENYEKHLEF et Pierre TRUDEL, (éds.) *État de droit et virtualité*, Montréal, Thémis, 2009, 373-410.

TRUDEL, Pierre
« La circulation des renseignements personnels dans les environnements 'Web 2.0' » dans ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION, *Au-delà de la théorie : une interaction de professionnels*, Cowansville, Yvon Blais, 2009, 121-142.

TRUDEL, Pierre
« Note sur l'expression 'dont la diffusion présente un intérêt pour l'information du public' dans le *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels »* dans ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION, Au-delà de la théorie : une interaction de professionnels, Cowansville, Yvon Blais, 2009, 15-22.

TRUDEL, Pierre
"Privacy Protection on the Internet : Risk Management and Networked Normativity", in Serge GUTWIRTH, Yves POULLET, Cecile DE TERWAGNE, Sjaak NOUWT (eds.) *Reinventing Data Protection?*, Springer Netherlands, 2009, pp. 317-334.

TRUDEL, Pierre
"Towards a Model Warranting Data Protection in Networked Administartion : The Shared Personal Information Area", in AGENCIA CATALANA DE PROTECTIO DE DADES, *La protecccio de dades en els estats federals I plurinacionals*, Barcelone, APDCAT, 2009, pp. 197 à 233.

ARTICLES

BENYEKHLEF, Karim
« L'équilibration tronquée du droit à la vie privée et des exigences sécuritaires : pour une généalogie de la sécurité nationale et du secret », dans Agencia Catalana de Proteccio de Dades, *La proteccio de dades en els Estats federals/Plurinacionals*, Barcelona, APDCAT, 2010, 161-170.

BENYEKHLEF, Karim et Nicolas W. VERMEYS
« Un laboratoire pour promouvoir l'accès à la {cyber}justice », (2010) 11 *Droit Montréal* (à paraître).

BENYEKHLEF, Karim et François SÉNÉCAL
"Groundwork for Assessing the Legal Risks of Cyberjustice", (2009) 7 (1) *Canadian Journal of Law and Technology* 41-56.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
« Le fédéralisme et le législateur fédéral », (2009) 2 *Revue de droit parlementaire et politique* 427-455.

GAUTRAIS, Vincent et Éloïse GRATTON
"Better Understanding Mobile Users while Protecting their Privacy", White Paper proposed to Neuralitic Inc., 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Contrat 2.0 : les 2 couleurs du contrat électronique », *Mélanges Adrian Popovici*, 2010, à paraître.

GAUTRAIS, Vincent et Patrick GINGRAS
« La preuve des documents technologiques », (mai 2010) *Cahiers de propriété intellectuelle*.

GAUTRAIS, Vincent et Benoit DUPONT
« Crime 2.0 : le web dans tout ses états », (2009) Champ pénal http://champpenal.revues.org/7782.

GAUTRAIS, Vincent et Adriane PORCIN
« Les 7 pêchés de la LPC : actions et omissions applicables au commerce électronique », (2009) 43-3 *Thémis* 559.

SUITE >

SUITE >

ARTICLES

LEROUX, Thérèse, J.N. MCNEIL, P.-A. COTNOIR, R. LAPRADE, J.-L. SCHWARTZ
"A Canadian National Survey on the Public Perception of Biological Control", (2010) 55 *BioControl* (accepté).

LEROUX, Thérèse, M.B. KNOPPERS, H. DOUCET, B. GODART, C. LABERGE, M. STANTON-JEAN, S. FORTIN, J. COUSINEAU, C. MONARDES, N. GIRARD, L. LEVESQUE, C. DURAND, Y. FARMER, M. DION-LABRIE, M.-E. BOUTHILLIER, D. AVARD
"Framing Genomics, Public Health Research and Policy : Points to Consider", (2010) 13 *Public Health Genomics* 224-234.

LEROUX, Thérèse, et J. COUSINEAU
«L'intégrité scientifique du chercheur au cœur d'un partage de l'information éthiquement responsable», *McGill Journal of Law and Health/Revue de droit et santé de McGill* (soumis).

LEROUX, Thérèse et M.-E. COUTURE-MÉNARD
«Tester des médicaments : un moyen pour arrondir ses fins de mois?», revue *Sociologie et Sociétés* (soumis).

LEROUX, Thérèse, Claude DUMAS, Lise HOUDE
"Ethics : Views from IACUC Members", (2009) 37 *ATLA* 291-296.

LEROUX, Thérèse et C. MONARDES
«La voix du citoyen préoccupé par les OGM peut-elle trouver écho au sein des institutions? Les débats publics comme mécanisme de participation citoyenne», (2009) 39 *R.D.U.S.* 329-388.

NEUWAHL, Nanette
«L'Union européenne et l'applicabilité des Résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU – contrôle de la légalité en vertu des droits de l'homme», (2010) 20 *Revue québecoise de droit international*, 159-172.

NEUWAHL, Nanette
"EU Foreign Relations Law: Constitutional Fundamentals – Essays in European Law by Cremona M and de Witte B." (eds), (2009) *Journal of Common Market Studies*.

NEUWAHL, Nanette et S. HAMMAMOUN
«Le droit de séjour du conjoint non communautaire d'un citoyen de l'Union dans le cadre de la directive 2004/38 : CJCE, affaire *Metock*, C-127/08», (2009) 45 *Revue trimestrielle de droit européen*, 99-112.

NOREAU, Pierre et Michel BERGERON
"When Citizens Hold a Mirror to the Scientific Community", (2009) *Interciencia*, vol. 34, no 33, page 155.

ROCHER, Guy, en collaboration avec M.-D. BEAULIEU, L. SAMSON, M. RIOUX, L. BOUCHER, C. DEL GRANDE
"Investigating the Barriers to Teaching Family Physicians' and Specialists' Collaboration in the Training Environment : A Qualitative Study", (2009) *BMC Medical Education*, vol.9(31), 1-9.

ROCHER, Guy, en collaboration avec M.-D. BEAULIEU, V. DORY, D. PESTIAUX, D. POUCHAIN, M. RIOUX, B. GAY, L. BOUCHER,
"What Does it Mean to be a Family Physician? An Exploratory Study with Family Medicine Residents from Three Countries", *Canadian Family Physician*, 2009, vol. 55, 14-20.

ROUSSEAU, Stéphane, N. BOUBAKRI, Y. BOZEC et C. LAURIN
"Incorporation Law, Ownership Structure And Firm Value: Evidence From Canada", (2010) *Journal of Empirical Legal Studies* (soumis).

ROUSSEAU, Stéphane, A. FILIP et R. LABELLE
« L'impact de l'environnement juridique sur la qualité de l'information comptable », (2010) *Revue française de gouvernement d'entreprise* (accepté).

ROUSSEAU, Stéphane
« Les devoirs des administrateurs lors d'une prise de contrôle : la Cour suprême du Canada propose sa grille d'analyse », *Bulletin Joly Sociétés*, Bull. no. 3, mars 2010, 297-305.

ROUSSEAU, Stéphane,
« Étude du recours statutaire en responsabilité civile pour le marché secondaire des valeurs mobilières », (2009) *Revue juridique Thémis*.

SUITE >

SUITE >

ARTICLES

ROUSSEAU, Stéphane
« La notion de valeurs mobilières en droit canadien », juillet–août 2009, *Revue de droit bancaire et financier*.

ROUSSEAU, Stéphane
« Le fonds de commerce vu sous l'angle du droit comparé », (2009) *Gazette du Palais*, vol. 129, nos. 151-155, 11-20.

ROUSSEAU, Stéphane et I. TCHOTOURIAN
« L'intérêt social en droit des sociétés – regards canadiens », (2009) *Revue des sociétés* 735-759.

TRUDEAU, Hélène, K. BAULNE-BÉLISLE et T. LEROUX
«Retour vers le passé : Le principe de précaution et la régulation des substances toxiques au Canada», (2010) 1 *Revista Catalana de Dret Ambiental (Revue catalane de Droit de l'environnement)* 42 (accepté pour publication).

TRUDEL, Pierre
"Web 2.0 Regulation: A Risk Management Process", (2010) 7 *C.J.L.T.* 243-265.

ACTES DE COLLOQUE

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
«Splendeurs et misères de la gouvernance par le droit dans les sociétés hypermodernes», dans ACTES DES JOURNÉES STRASBOURGEOISES DE L'INSTITUT CANADIEN D'ÉTUDES JURIDIQUES SUPÉRIEURES 2008, *Droits de la personne. Éthique et droit : nouveaux défis*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2009, 555-622.

LEROUX, Thérèse
«L'enchevêtrement normatif applicable aux essais cliniques», Actes du Séminaire d'experts, *La régulation de la recherche médicale dans les pays du Sud*, Paris, Dalloz, 2010 (en rédaction).

NOREAU, Pierre
«Légitimité du juge contemporain et image publique de la magistrature : ambiguïté et mutation d'une figure d'autorité», dans *Quel juge pour quelle société ?*, Conseil de la Magistrature du Québec, Actes du congrès de la Magistrature 2008, 2009, p. 99-106.

RAPPORTS

GENDREAU, Ysolde
« Rapport canadien pour le 18è congrès de l'Académie internationale de droit comparé : L'équilibre du droit d'auteur », 38 pages.

LEROUX, Thérèse, J. POLINESA, S.K. MEMBE, S. CHEN, K. CIMON, S. MCGILL, K. FORWARD, M, GARDAM
Polymerase Chain Reaction Tests for Methicilin-Resistant Staphylococcus aureus in Hospitalized Patients : Clinical and Cost-Effectiveness Analyses, [Technology report number 125], Canadian Agency for Drugs and Technologies in Health (CADTH), Ottawa, 2010, 142 p.

LEROUX, Thérèse
«Droit à la santé et droit de propriété intellectuelle – Québec», Rapport pour les Journées annuelles Henri Capitant, Journées Suisses 2009, 17 pages.

LEROUX, Thérèse et Hantavololona RAKOTOARIVONY
"Ethical issues associated with screening for methicillin resistant staphylococcus aureus (MRSA) in hospitalized patients", Canadian Agency for Drugs and Technologies in Health (CADTH), Ottawa, 2009, 22 pages.

ROUSSEAU, Stéphane
Regulating Credit Rating Agencies after the Financial Crisis: The Long and Winding Road Toward Accountability, Capital Markets Institute Research Paper, 2009, 57 p. [en ligne : http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1456708].

AUTRES

GENDREAU, Ysolde
"Canada" dans P.E. GELLER, ed., *International Copyright Law and Practice*, New York, Matthew Bender (mise à jour d'une encyclopédie à feuilles mobiles).

LEMAY, Violaine
recension critique de François DIEU, Pascal SUHARD, *Justice et femme battue. Enquête sur le traitement judiciaire des violences conjugales*, Paris, L'Harmattan, 2008, 130 pages, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, automne 2009.

CONFÉRENCES

BENYEKHLEF, Karim
Mot d'ouverture, Table ronde « Le mécanisme d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU : Évaluation provisoire » (organisée par Jean-Louis Roy, Responsable de l'Observatoire mondial des droits humains), CRDP, Université de Montréal, 12 avril 2010.

BENYEKHLEF, Karim
Mot d'ouverture, Colloque du ROP (Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix), *10 ans après le rapport Brahimi : Défis et opportunités des opérations de paix*, Cérium, Université de Montréal, 9 avril 2010.

BENYEKHLEF, Karim
« Vie privée et sécurité : deux intérêts opposés et complémentaires », Ateliers de la Faculté de droit de l'Université Laval, 11 mars 2010.

BENYEKHLEF, Karim
Mot d'ouverture, Colloque *Droit civil + Technologies*, organisé par la Chaire de la sécurité et des affaires électroniques et la Chaire Jean-Louis Baudouin en doit civil, Faculté de droit, Université de Montréal, 18-19 février 2010.

BENYEKHLEF, Karim
Mot d'ouverture, Séminaire conjoint CRDP/CPDS (Centre de recherche sur les politiques et le développement social), CRDP, Université de Montréal, 11 février 2010.

BENYEKHLEF, Karim
« Évolution de la protection de la vie privée au regard des nouvelles technologies », plénière d'ouverture de la Conférence du 30e anniversaire du CRID, Faculté de droit, Université de Namur, 20 et 21 janvier 2010.

BENYEKHLEF, Karim
«Vers une gouvernance globale: l'émergence d'un droit postnational?», cycle 2009-2010 de la Chaire de droit et gouvernance de la santé de la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, 3 décembre 2009.

BENYEKHLEF, Karim
Première plénière de la 31e Conférence internationale des commissaires à la protection de la vie privée : «Transparence et contrôle de l'information. Vers un meilleur équilibre entre vie privée et sécurité», Madrid, 4, 5 et 6 novembre 2009 *(31st International Conference of Data Protection and Privacy Commissioners).*

BENYEKHLEF, Karim
«Les droits de la personne : premiers linéaments d'un modèle de gouvernance globale», Séance inaugurale du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (Cérium), Montréal, 8 octobre 2009.

GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François
« À propos de la Critical Race Theory », Cycle de séminaires *Droit, Sciences, Races et Ethnies*, Centre de Recherche Droit, Sciences et Techniques, Université de Paris 1-Panthéon-Sorbonne, 10 mai 2010.

GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François
"The Reconfiguration of the Fiduciary Duty and the Potential Relevance of Federal Loyalty : An Interesting Case of Intellectual Parallelism", 'Federalism and the Relations Dimension of Indigenous Governance', University of Ottawa, 12 mars 2010.

GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François
« Une culture de droit mixte face à la mondialisation : langues et traditions juridiques multiples en droit québécois », Université Lyon-2, 30 novembre 2009.

SUITE >

SUITE >

CONFÉRENCES

GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François
"A Distinct Society : Quebec Within Canada", "Regional Self-Government, Cultural Identity and Multinational Integration: Comparative Experiences for Tibet", Université de Trente, Italie, 16-17 novembre 2009.

GAUTRAIS, Vincent
« Droit et web 2.0 », Congrès du Barreau 2010, La Malbaie, 5 juin 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Preuve 2.0 : utilisation du web 2.0 pour prouver la fraude fiscale », Revenu Québec, Colloque sur la lutte contre l'évasion fiscale, 4 juin 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Propriété intellectuelle + gestion contractuelle des TI », ENAP, Québec, 31 mai 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Droit et web 2.0 dans un environnement scolaire », Collège Antoine-Girouard, Saint-Hyacinthe, 25 mai 2010.

GAUTRAIS, Vincent
XIIe Colloque de l'AICLF, Université de Fribourg (Suisse), 14 mai 2010.

GAUTRAIS, Vincent
«Université et développement : vers une nouvelle génération de pratiques», vidéoconférence, Congrès ACFAS, 13 mai 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« «Combat» autour de la preuve électronique », Centre de droit des affaires et du commerce international, Faculté de droit de l'Université de Montréal (avec Dominic Jaar comme répondant), 6 mai 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Les crimes du Web 2.0 : Quand les amis deviennent menaçants ! », Colloque sur la cybercriminalité (Francopol), Boucherville, 29 avril 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Le courriel : est-ce légal? », Colloque de l'AAPI, Québec, 21 avril 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Vie privée 2.0 : entre peurs et fantasmes », Université d'Ottawa, 23 mars 2010.

GAUTRAIS, Vincent
"Trade Usage", McGill – conférence organisée par le professeur Fabien Gélinas, 5 mars 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Propriété intellectuelle + gestion contractuelle des TI », ENAP, Québec, 24 février 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Preuve électronique », Revenu Québec, Québec, 4 février 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Preuve électronique », Formation continue du Barreau, Montréal, 15 janvier 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Web 2.0 en éducation : enjeux légaux », Fédération des établissements privés du Québec, Montréal, 8 décembre 2009.

GAUTRAIS, Vincent
« Présentation d'un chercheur au CRDP », Montréal, 4 décembre 2009.

GAUTRAIS, Vincent
« Contrôle info. + contrôle fiscal », Montréal, 19 novembre 2009.

GAUTRAIS, Vincent
« Preuve électronique », Formation continue du Barreau, Saint-Jérôme, 17 novembre 2009.

GAUTRAIS, Vincent
« Droit + TI vu du Québec », ITcan, Toronto, 23 octobre 2009.

SUITE >

SUITE >

CONFÉRENCES

GAUTRAIS, Vincent
« Droit + technos + histoire », ePaperworld, UQAM, Montréal, 1 octobre 2009.

GAUTRAIS, Vincent
"Privacy + web 2.0", Universitat de Barcelona, Agencia Catalana de Protección de Datos Barcelone, Catalogne, Espagne, 9 juillet 2009.

GENDREAU, Ysolde
« La titularité du droit d'auteur », Séminaire de formation continue, CDACI, Montréal, 10 mai 2010.

GENDREAU, Ysolde
« L'Internet démocratise-t-il le droit d'auteur? Réflexions sur la participation populaire »,
Centre de politiques en propriété intellectuelle (McGill), Montréal, 26 mars 2010.

GENDREAU, Ysolde
«La Commission du droit d'auteur du Canada : vingt ans entre le droit et l'économie», Colloque annuel d'ALAI Canada (organisatrice et présidente de la session de l'après-midi), Ottawa, 2 décembre 2009.

GENDREAU, Ysolde
« L'originalité en droit d'auteur », Institut national de la magistrature, Colloque de formation annuel de la Cour fédérale, Montréal, 7-9 octobre 2009.

GENDREAU, Ysolde
"Super-rights in the Making? The Example of Rights in Sports Events (and others)", Congrès annuel de l'Association for the Advancement of Teaching and Research in Intellectual Property (ATRIP): *Horizontal Issues in IP Law :Uncovering the Matrix*, Vilnius, 13-16 septembre 2009.

GENDREAU, Ysolde
"Collective administration for on-line libraries : a rightholder's dream or an outdated illusion ?", Congrès annuel de l'ALAI: *Celebrating 300 years of copyright and looking to its future*, Londres, 14-18 juin 2009.

LAJOIE, Andrée
«Gouvernance : un concept idéologique», Colloque sur les Inuits du Nunavut, Université libre de Bruxelles, 11 mars 2010.

LEMAY, Violaine
«Management dans un contexte de gouvernance scolaire axée sur les résultats», Congrès de l'ADIGECS, Table ronde animée par Stéphan Bureau, avec Jacques Dufresne, Hôtel Fairmount, Mont Tremblant, 20 mai 2010.

LEMAY, Violaine
«Protections des minorités par le droit, dialogue interdisciplinaire et contexte social. Comparaison du cas des musulmans d'après le 11 septembre et des jeunes chômeurs nord-américains», Colloque *La mobilisation du droit et le pluralisme communautaire* (CRIDAQ), Communication scientifique avec comité de lecture avec Samia Amor et Takwa Souissi, Université Laval, 8 mai 2010.

LEMAY, Violaine
Projet Québec-Tanzanie (RAFIKI), Communication/formation de jeunes intervenants, Ottawa, 1er au 3 mai 2010.

LEMAY, Violaine
Colloque *Cultures, justice et droit*, Table ronde des commentateurs invités, aux côtés de Louise Crépeau (UdeM) et Robert Paradis (UdeM), Département d'anthropologie de l'Université de Montréal, 22 avril 2010.

LEMAY, Violaine
Rencontre du GRIEDD, Table ronde sur l'interdisciplinarité, présidée par Pierre André, directeur du programme de DESS en environnement et développement durable, aux côtés de Philippe Le Prestre (UL), Jean-Pierre Réveret (UQAM) et Claude Villeneuve (UQAC), Université de Montréal, 15 avril 2010.

LEMAY, Violaine
«L'évaluation des apprentissages, un sens à trouver», conférence d'ouverture et journée de formation pédagogique, Comité de pédagogie universitaire de l'Université du Québec à Rimouski, UQAR, 26 mars 2010.

LEMAY, Violaine
«Le terrain: une expérience en partenariat dans la mouvance et dans l'imprévu», SHA, Modératrice d'un panel et communication de synthèse, Université de Montréal, 12 mars 2010.

SUITE >

SUITE >

CONFÉRENCES

LEROUX, Thérèse
«Rapport synthèse», Séminaire d'experts *Les conceptions présidant à l'organisation du prélèvement d'organes en France, au Canada et aux États-Unis*, Paris, 16 avril 2010.

LEROUX, Thérèse
«L'enchevêtrement normatif applicable aux essais cliniques», Séminaire d'experts *La régulation de la recherche médicale dans les pays du Sud*, Paris, 3 décembre 2009.

LEROUX, Thérèse
«Droit à la santé et droit de propriété intellectuelle – Québec», Journées internationales Association Henri Capitant, Neuchâtel, Suisse, 11 juin 2009.

LEROUX, Thérèse
«Le droit de la santé : aspects nouveaux», Journées internationales annuelles, Association Henri Capitant, Suisse, 7 au 12 juin 2009.

MACKAAY, Ejan
"Thoughts on the Civil Law of Contracts", *A Symposium in Honour of Prof. Michael Trebilcock*, Munk Centre for International Studies, Faculty of Law, University of Toronto, 1 et 2 octobre 2009.

MOLINARI, Patrick A.
«L'allocation des ressources dans le système de santé canadien : l'éthique et le droit en dialogue», conférence séminaire au Collège des Bernardins, Université de Paris, mars 2010.

NOREAU, Pierre
«Le syndicalisme comme exemple de la fragilité ET de la nécessité de la multidisciplinarité», Colloque *Le syndicalisme comme organisation et comme acteur sociopolitique organisé* dans le cadre du CRIMT, *Les systèmes de représentation au travail: à la mesure des réalités contemporaines?*, Québec, Université Laval, 16 au 18 juin 2010.

NOREAU, Pierre
Communication dans le cadre de l'atelier *Le savant, le politique et l'économique aujourd'hui*, Congrès 2010 de la Fédération des Sciences sociales et Humaines du Canada, Université Concordia, 3 juin 2010.

NOREAU, Pierre
Communication d'ouverture sur le thème Démocratie et aménagement des pouvoirs, Colloque *Le fédéralisme et la dimension relationnelle de la gouvernance autochtone/Federalism and the Relational Dimension of Indigenous Governance*, Ottawa, Université d'Ottawa, 12 mars 2010.

NOREAU, Pierre
« La formation universitaire en droit : entre le mythe fondateur et la pratique imaginée », Séminaire *Normes et régulation politiques*, École Normale supérieure de Cachan, Cachan (France), 8 décembre 2009.

NOREAU, Pierre
« L'Agence universitaire de la Francophonie et le Brésil », dans le cadre du deuxième du Groupe Coimbra, Salvador de Bahia, Brésil, 26 novembre 2009.

NOREAU, Pierre
« Les programmes de L'Agence universitaire de la francophonie et l'internationalisation des Universités », Université de Montréal, 13 novembre 2009.

NOREAU, Pierre
« Le droit existe-t-il sans la société, dans la politique », Colloque *Au coeur des droits* organisé par l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes (AQPV), Montréal, 28 au 30 octobre 2009.

NOREAU, Pierre
«Les dimensions éthiques en jeu dans la conférence de règlement à l'amiable en matière civile, Cour supérieure et Cour du Québec», Château Frontenac, Québec, 30 septembre 2009.

NOREAU, Pierre
« La société québécoise à la recherche de sa justice : 15 ans d'enquêtes sur les attentes des citoyens », Journées Maximilien Caron 2009, *Révolutionner la justice : Constats, mutations et perspectives d'avenir*, Montréal, 18 juin 2009.

SUITE >

SUITE >

CONFÉRENCES

NOREAU, Pierre
« Gouvernance et économie autochtone : essai de synthèse », Colloque *Territory, Resources, property, Ideas and Aboriginal Economic Autonomy*, Val d'Or, 11 juin 2009.

NOREAU, Pierre
« Savoir et se taire : Introduction à un débat sur la liberté d'expression du chercheur », Colloque, *La recherche bâillonnée*, ACFAS, Montréal (Archives nationales), 4 juin 2009.

ROUSSEAU, Stéphane
« Quelles normes pour la RSE? », Quel droit pour la responsabilité sociale de l'entreprise? Colloque international, CEDAG, Université Paris Descartes, 18 mars 2010.

ROUSSEAU, Stéphane
« L'activisme actionnarial », Faculté Jean-Monnet, Paris-Sud, 3 décembre 2009.

ROUSSEAU, Stéphane
« Après la crise financière : promesses et limites des réformes réglementaires », Forum national sur le management – Promouvoir l'avantage compétitif du Canada, HEC – Montréal, 30 septembre 2009.

ROUSSEAU, Stéphane
"Credit Rating Agencies Regulation Across Countries: A Critical Assessment of Current Reform Initiatives Following the Credit Crisis", Capital Markets Institute, Université de Toronto, 25 juin 2009.

TRUDEAU, Hélène
«La mise en oeuvre du droit à un environnement de qualité au Québec: mythe ou réalité?», cycle de conférences *Les midis du droit public*, Université libre de Bruxelles, Bruxelles (Belgique), 8 février 2010.

TRUDEAU, Hélène
«Le partage des compétences législatives en matière environnementale au Canada», Université libre de Bruxelles, Bruxelles (Belgique), 4 février 2010.

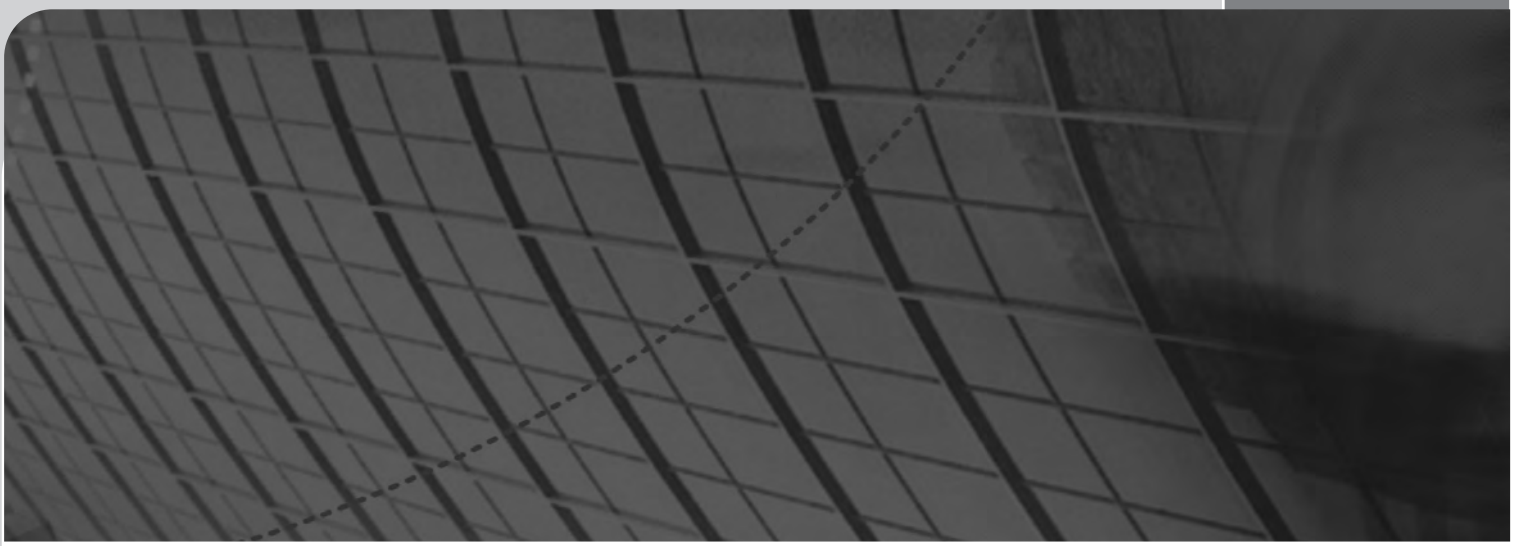
TRUDEAU, Hélène
Conférencière lors du cours d'été «Diversité biologique: l'état de la situation et les enjeux actuels», «La protection des espèces: Contexte juridique et approche de précaution», CERIUM, Université de Montréal, 10 juillet 2009.

TRUDEL, Pierre
« La régulation de la radiodiffusion sur Internet un processus de gestion de risques », atelier « Quelles régulations pour les nouveaux médias », Colloque Médias 09 – entre communautés et mobilité, Université Paul Cézanne Aix-Marseille III, 17 décembre 2009.

TRUDEL, Pierre
Panéliste lors de la plénière ayant pour thème « Quels sont les impacts liés à la modernisation des tribunaux administratifs ? », Colloque 2009 de la Conférence des juges administratifs du Québec sous le thème *Le juge branché : une espèce en voie d'apparition*, 12 novembre 2009.

ANNEXE - 2

PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES ÉTUDIANTS ET AGENTS DE RECHERCHE



CENTRE DE
RECHERCHE EN
DROIT PUBLIC

ANNEXE - 2
PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES ÉTUDIANTS ET AGENTS DE RECHERCHE

PUBLICATIONS	
Livres	8
Contributions à un ouvrage collectif / chapitres de livres	14
Articles	40
Actes de colloque	9
Rapports	6
Affiches / Posters	
Autre	6
TOTAL	**83**
Conférences / Congrès/ Colloques	**69**

LIVRES

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève
La réglementation du saumon transgénique – Entre pouvoirs, expertises et préoccupations, Thémis, Montréal, 2009, 231 pages.

GRATTON, Éloïse , Bruce McWILLIAM et Cindy WAN
Canadian Legal Requirements for Electronic Marketing, International Privacy Guide, Thomson Reuters, vol. 2, 2010.

GRATTON, Éloïse, Bruce McWILLIAM et Cindy WAN
Canadian Requirements for Electronic Monitoring in the Workplace, International Privacy Guide, Thomson Reuters, vol. 3, 2010 (à paraître).

GRATTON, Éloïse, Bruce McWILLIAM et Cindy WAN
International Transfers of Personal Data, Treatment of Personal Data Transfers in the Americas: Canada, International Privacy Guide, Thomson Reuters, vol. 1, 2009.

SANNI YAYA, Mouhamadou
Le droit de la cryptographie écartelé entre les impératifs sécuritaires des États et la nécessaire protection de la vie privée de leurs citoyens (à paraître).

VERMEYS, Nicolas
Droit codifié et nouvelles technologies, Cowansville, Yvon Blais, 2010 (en préparation).

VERMEYS, Nicolas et Karim BENYEKHLEF
Le droit à la sécurité… La sécurité par le droit, Montréal, Thémis, 2010 (à paraître).

VERMEYS, Nicolas
Responsabilité civile et sécurité informationnelle, Cowansville, Yvon Blais, 2010, 271 pages.

CONTRIBUTIONS À UN OUVRAGE COLLECTIF / CHAPITRES DE LIVRES

DECROIX, Arnaud
« La noblesse en émigration ou la tentative d'une reconstruction politique (1789-1815) », dans Marie-Laure LEGAY et Roger BAURY (dir.), *L'invention de la décentralisation. Noblesse et pouvoirs intermédiaires en France et en Europe, XVIIe-XIXe siècle*, volume LXXXVII des Études présentées à la Commission Internationale pour l'Histoire des Assemblées d'États, Collection Histoire et civilisations, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009, p. 305-318.

DUASO-CALÉS, Rosario
"El difícil equilibrio entre la seguridad y la protección de los datos personales : el caso canadiense", dans *La protecció de dades en els estats federals i plurinacionals*, Agència Catalana de Protecció de dades, Barcelona, 2009, pp. 185-196.

FARGET, Doris et Geneviève SAINT-LAURENT
« Canada (1er janvier au 31 décembre 2009) », dans «Droit constitutionnel étranger. L'actualité constitutionnelle dans les pays de common law et de droit mixte» (2010) 83 *Revue française de droit constitutionnel* (à paraître).

GRATTON, Éloïse
Chapter on unsolicited commercial emails, in *Digest of Commercial Laws of the World*, Oceana Publications, Oxford University Press, New York, February 2009.

GRATTON, Éloïse
"Privacy in the Online World", chapitre traitant des questions de vie privée et des sites Internet, dans *Privacy in the Workplace*, CCH Canada Ltd., 2009.

SUITE >

SUITE >

CONTRIBUTIONS À UN OUVRAGE COLLECTIF / CHAPITRES DE LIVRES

JOLY, Yann
«Les aventures d'un juriste en terre étrangère», dans Pierre TRUDEL et Michèle STANTON-JEAN, *La malréglementation: Une éthique de la recherche est-elle possible et à quelles conditions?*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2010.

JOLY, Yann
«L'utilisation des ressources biologiques humaines et le partage des avantages: à la recherche d'un nouvel équilibre» dans F. BELLIVIER, C. NOIVILLE (eds), *La Bioéquité: Batailles autour du partage du vivant*, Éditions Autrement, Paris, 2009.

JOLY, Yann
"Patents on Genetic Research Tools : Recent trends and future outlook", dans B. M. KNOPPERS, E. R. GOLD (eds.), *Biotechnology, Intellectual Property and Ethics*, LexisNexis Canada, Markham, 2009.

JOLY, Yann, T. SILVERSTEIN, E. HARMSEN, B.M. KNOPPERS
"The Commercialization of Academic Research in Genomics: Conflicting Interests?", dans B. M. KNOPPERS, E. R. GOLD (eds.), *Biotechnology, Intellectual Property and Ethics*, LexisNexis Canada, Markham, 2009.

SÉNÉCAL, François et Dominic JAAR
« DéonTIlogie : les obligations de l'avocat face aux technologies de l'information », dans Service de la formation continue – Barreau du Québec, *Développements récents en déontologie, droit professionnel et disciplinaire*, n° 323, Yvon Blais, Cowansville, 2010, p. 81.

SÉNÉCAL, François et Dominic JAAR
« L'administration de la preuve électronique au Québec ? », dans Service de la formation continue – Barreau du Québec, *Développements récents et tendances en procédure civile*, n° 320, Yvon Blais, Cowansville, 2010, p. 129.

VERMEYS, Nicolas et Karim BENYEKHLEF
« Introduction », dans Karim BENYEKHLEF et Nicolas W. VERMEYS, *Le droit à la sécurité… La sécurité par le droit*, Montréal, Thémis, 2010 (à paraître).

VERMEYS, Nicolas et Karim BENYEKHLEF
« Premier éléments d'une méthodologie de réformation des processus judiciaires par la technologie », dans Daniel LE MÉTAYER (dir.), *Les technologies au service des droits : opportunités, défis, limites*, Louvain La Neuve, Bruylant, 2010 (à paraître).

VERMEYS, Nicolas et Raymond L'ABBÉ
« Participation des tiers au procès », dans *Procédure civile I*, coll. « JurisClasseur », Montréal, LexisNexis, 2009 p. 12/1 à 12/34.

ARTICLES

BERNHEIM, Emmanuelle
« La médication psychiatrique comme contention : entre autonomie et protection, quelle place pour un cadre juridique? », *Santé mentale au Québec* (accepté pour publication).

BERNHEIM, Emmanuelle
« Du droit à l'information des patients gardés en établissement : un instrument essentiel de promotion des valeurs démocratiques et du statut citoyen » (2009) *Revue de droit de McGill* 54 (3), p. 547-577.

BERNHEIM, Emmanuelle, C. LARUE, A. DUMAIS, É. AHERN, et M.-P. MAILHOT
"Factors Influencing Decisions on Seclusion and Restraint", (2009) *Journal of psychiatric and mental health nursing*, 16 (5), p. 440-446.

BERNHEIM, Emmanuelle et C. LARUE
« Mesures de contrôle en psychiatrie : impacts cliniques et juridiques de la recherche interprétative », (2009) (1) *Aporia* 52, en ligne : **http://www.ojs.biblio.uottawa.ca/journals/aporia/articles/AP_JAN2009-Bernheim%20et%20Larue.pdf**.

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève et Thérèse LEROUX
«Tester des médicaments : un moyen pour arrondir ses fins de mois?», revue *Sociologie et Sociétés* (soumis).

SUITE >

SUITE >

ARTICLES

DECROIX, Arnaud
« Parlement et représentation nationale à la fin de l'Ancien Régime », dans *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 15 p. (à paraître en 2010 dans un numéro spécial dont le titre provisoire est : Parlement et parlements de France au XVIIIe siècle : quelle culture politique en héritage ?).

DE SAINT EXUPÉRY, Gilles
«Le document technologique et la notion d'original: de ses fondements théoriques à son application pratique », *Revue DIRE* (à paraître).

DUASO-CALÉS, Rosario
« Protección de datos personales y redes sociales en Internet », 2010, (en préparation).

FARGET, Doris, Karine GENTELET et Christopher CAMPBELL-DURUFLÉ
« La *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* et le Canada : Valeur et pertinence », Nouvelles pratiques sociales, (à paraître).

FARGET, Doris
« Le triptyque santé - identités autochtones - territoire. Perspectives juridiques », (automne 2010) *Revue de droit de Sherbrooke*, (à paraître).

FARGET, Doris
« La reconstruction juridique de l'Irak et de l'Afghanistan et l'influence des systèmes juridiques occidentaux », (2009) 14(1) *Lex Electronica*, http://www.lex-electronica.org/fr/resumes_complets/231.html.

FORTIN, Sabrina, S. PATHMASIRI, R. GRINTUCH, M. DESCHÊNES
"Access Arrangements for Biobanks: A Fine Line Between Facilitating and Hindering Collaboration", 2010 *Genomics and Public Health*.

FORTIN, Sabrina et Bartha Maria KNOPPERS
"Secondary Uses of Personal Data for Populational Research", *Genomics, Society and Policy*, 2009, vol.5, no1, pp.60-79.

GENTELET Karine
« Les conditions d'une collaboration éthique entre chercheurs autochtones et non autochtones », Les cahiers de recherche sociologique, numéro 48, automne 2009

GRATTON, Éloïse et Vincent GAUTRAIS
"Better understanding Mobile Users while Protecting their Privacy", White Paper proposed to Neuralitic Inc., Février 2010.

HAMMAMOUN, Saïd
« Droits de l'homme et conditionnalité dans les accords de coopération de l'Union Européenne : quelle logique juridique ? », (2010) *Revue Générale de Droit*, Vol. 40, no.1, 35p.

HAMMAMOUN, Saïd et Nanette NEUWAHL
« Le droit de séjour du conjoint non communautaire d'un citoyen de l'Union dans le cadre de la directive 2004/38 : CJCE, affaire Metock, C-127/08 », (2009) 45 *Revue trimestrielle de droit européen* 99-112.

JOLY, Yann
"Clinical Translation of Stem Cell Therapies – Intellectual Property and Anticipatory Governance", *SCRIPTed* (accepted).

JOLY, Yann et B. M. KNOPPERS
"Protecting Health Privacy in Research : Putting Good Governance at Center Stage", *American Journal of Bioethics* (accepted).

JOLY, Yann, T.J. HUDSON et al.
"International Network of Cancer Genome Projects", (2010) 464 (7291) *Nature* 993.

JOLY, Yann
"Open Biotechnology : Licences Needed?", (2010) 28(5) *Nature Biotechnology* 417.

JOLY, Yann, K. A. MCCELLAN et B. M. KNOPPERS
"Personalized Vaccines and Public Health Genomics : Anticipating and Monitoring the ELSI's", (2010) 8 *Current Pharmacogenomics and Personalized Medecine* 4.

JOLY, Yann
« La biotechnologie source ouverte », (2009) *Médecine Science*, vol. 11, no 25, pp. 957-962.

SUITE >

SUITE >

ARTICLES

JOLY, Yann
"Prepublication Data Sharing" (2009) 461 *Nature* 168.

JOLY, Yann
"The Stem Cell Research Environment: a Patchwork of Patchworks", (2009) 5(2) *Stem Cells Reviews and Reports* 82.

MESGUICH, Virginie
« Actes des ateliers étudiants du CRDP : l'État de droit et la démocratie », Éditorial, *Revue Aspects* (accepté).

MESGUICH, Virginie
« Personnes vulnérables et citoyenneté : évolution et perspectives autour de l'accessibilité au processus de vote », *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke* (accepté).

MONARDES, Carolina et Thérèse LEROUX
«La voix du citoyen préoccupé par les OGM peut-elle trouver écho au sein des institutions? Les débats publics comme mécanisme de participation citoyenne», (2009) 39 *R.D.U.S.* 329-388.

PAPY, Jacques
"Do farmers have an economic incentive to reduce their emissions under the New Zealand Emissions Trading Scheme?"(en cours de rédaction).

PAPY, Jacques
« Le rôle de la propriété et du marché dans le régime québécois de plafonnement et d'échange de droits d'émission », (en cours de rédaction).

PORCIN, Adriane
« Le Droit Botté ! » (2010) 22:1 CPI 99 .

PORCIN, Adriane et Vincent GAUTRAIS
« Les 7 péchés de la LPC : actions et omissions applicables au commerce électronique », (2009) 43-3 *Thémis* 559.

PORCIN, Adriane
"The quest for pan-european copyright licensing solutions: A series of unfortunate events", (2009) 2009:4 *Concurrences* 57.

SENÉCAL, François et Karim BENYEKHLEF
"Groundwork for Assessing the Legal Risks of Cyberjustice", (2009) 7 *Canadian Journal of Law and Technology* 41.

VAUGEOIS, Mathieu
«Les accords à ciel ouvert», (2010) vol.19, no 3 *Revue DIRE* (à paraître).

VERMEYS, Nicolas
« Code source et sources codifiées : pour une cyberjustice québécoise ouverte et accessible », (2010) 14 *Lex Electronica*, **http://www.lex-electronica.org/fr/resumes_complets/247.html**.

VERMEYS, Nicolas
« Pentacles et Pentiums : 5 décisions ayant marqué le droit des technologies de l'information en 2009 », (2010) 22 *CPI* (à paraître).

VERMEYS, Nicolas, François SENÉCAL et Karim BENYEKHLEF
« Ritualité, procédure civile et cyberjustice », (en rédaction).

VERMEYS, Nicolas
"The Adjudicative Process and the "New" Media Circus: The Impact of Technology on Courtroom Journalism, Decorum, and Privacy", (2010) ICAJ (document électronique).

VERMEYS, Nicolas et Karim BENYEKHLEF
« Un laboratoire pour promouvoir l'accès à la {cyber}justice », (2010) 11 *Droit Montréal* (à paraître).

VÉZINA, Christine
« Normes de résistance et droit à l'égalité des personnes vivant avec le VIH : une réflexion sur les normativités parallèles au service de l'effectivité », (2010) 44 (2) *Revue juridique Thémis* (à paraître au printemps 2010).

ACTES DE COLLOQUE

DECROIX, Arnaud
« Antiquité et modernité dans la vision des peuples amérindiens du XVIIIe siècle », 41 p. (à paraître en 2010 dans la collection de la Chaire de recherche du Canada sur la question territoriale autochtone).

DECROIX, Arnaud
« De Prométhée au Christ: un lieu de passage de la mythologie à la religion? », dans Claudine ARMAND, Pierre DEGOTT et Jean-Philippe HEBERLÉ (dir.), Créatures et créateurs de Prométhée, Collection Regards croisés sur le monde anglophone, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2010, p. 19-29.

DECROIX, Arnaud
« Les difficultés de la représentation dans la France du XVIIIe siècle: l'exemple de quelques Pays d'États », dans Alain LEMAÎTRE, *Le monde parlementaire au XVIIIe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 121-136.

DECROIX, Arnaud
« Les relations tumultueuses entre la Chambre des Comptes d'Aix-en-Provence et les autres corps intermédiaires provençaux dans la seconde moitié du XVIIIe siècle », dans Dominique LE PAGE (dir.), *Contrôler les finances sous l'Ancien Régime: regards d'aujourd'hui sur les Chambres des comptes*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2010, p. 531-550.

DUASO-CALÉS, Rosario
"Sécurité nationale et vie privée au Canada après 2001", (en préparation).

FARGET, Doris
« La protection juridique des modes de vie dans les contentieux internationaux et régionaux des droits de l'homme. Ses effets sur les identités autochtones et minoritaires », Aix-en-Provence, acte de colloque du 6 juin 2008, colloque *l'identité*, Presses Universitaires d'Aix-en-Provence, (à paraître).

FARGET, Doris
"The Roma people's mobility in Europe: a challenge in terms of human rights", Oxford, acte de colloque des 14 et 15 janvier 2010, *Roma Mobilities in Eurorpe : multidisciplinary perspectives*, en ligne :
http://romanimobilities.files.wordpress.com/2010/01/conference-proceedings1.pdf.

HAMMAMOUN, Saïd
Actes de la table ronde *Le mécanisme d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU : évaluation provisoire*, faculté de droit, université de Montréal, le 12 avril 2010, bientôt disponible en ligne sur le site de l'observatoire mondial des droits de l'homme, **www.upr-epu.org**.

SÉNÉCAL, François
«Du témoin à l'écrit ; du papier à l'électronique : La notion de faux comme toile de fond », *An Information Society for All : A Legal Challenge*, Conférence au Centre de Recherche Informatique et Droit des Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, Université de Namur, 20-22 janvier 2010 (publication à venir aux actes de la conférence).

RAPPORTS

ABRAN, France, François JOLI-CŒUR, Frédéric SHAPIRO et Pierre TRUDEL (dir.)
Tableaux récapitulatifs des enjeux, risques et des mesures à prendre afin de maîtriser les risques associés aux parcours-citoyens, Mai 2010, 42 p.

ABRAN, France, François JOLI-CŒUR, Frédéric SHAPIRO et Pierre TRUDEL (dir.)
Analyse des avantages et inconvénients des principaux modèles-types de portails ou de «pages citoyens» municipaux, Rapport complémentaire, Mars 2010, 19 p.

ABRAN, France, François JOLI-CŒUR, Frédéric SHAPIRO et Pierre TRUDEL (dir.)
Analyse des avantages et inconvénients des principaux modèles-types de portails ou de « pages citoyens» municipaux, Novembre 2009, 52 p.

ABRAN, France, François JOLI-CŒUR, Frédéric SHAPIRO et Pierre TRUDEL (dir.)
Bilan des enjeux, des risques et des mesures à prendre afin de maîtriser les risques associés aux parcours-citoyens, Octobre 2009, 162 p.

SUITE >

SUITE >

RAPPORTS

HAMMAMOUN, Saïd, J.-L. ROY, J. BURNHAM, J. YOUMANI LANKOANDÉ
« L'examen périodique universel et les pays de l'Organisation internationale de la Francophonie », rapport d'étape soumis à l'Organisation internationale de la Francophonie, le 28 février 2010, disponible sur le site de l'observatoire mondial des droits de l'homme, **www.upr-epu.org**.

SANNI YAYA, Mouhamadou et Vincent GAUTRAIS
Rapport relatif aux changements à opérer à la Loi sur la protection du consommateur au regard du commerce électronique, Chaire en droit de la sécurité et des affaires électroniques, août 2008 (remis à la Fondation Claude Masse).

AUTRES

BERNHEIM, Emmanuelle
Rescension de l'ouvrage « Le droit à la protection de la santé mentale au travail » (2009) *Lex Electronica* 14 n° 3, en ligne, **http://www.lex-electronica.org/ fr/ comptes-rendus/le_droit_protection_sante_mentale_travail.html**

COURTEMANCHE, Alexandre
Assistant de recherche principal pour l'ouvrage d'Andrée LAJOIE, *Le rôle des femmes et des aînées dans la gouvernance autochtone au Québec*, Montréal, Thémis, 2010.

COUTURE-MÉNARD, Philippe-Antoine
Étude "Minors, Social Networks and le *Droit à l'oubli*", Mars 2010, Karim Benyekhlef (Directeur). 35p. Publiée sur le site de l'IWGPS à l'adresse suivante : **http://www.crdp.umontreal.ca/IWGPS/wp-content/uploads/Minors-Social-Network-Sites-and-le-Droit-à-lOubli.pdf**

DECROIX, Arnaud
Recension du livre « Alain Favre et Robert Griffiths (dir.), *La société canadienne en débats. What holds Canada together?*, coll. Questions contemporaines, Paris, L'Harmattan, 2008, 221 p. », 2009, Lex Electronica.

DUASO-CALÉS, Rosario
Membre du groupe de rédaction du *Mémorandum de Montevideo sur le droit à la protection des renseignements personnels et la vie privée dans les réseaux sociaux sur l'Internet, en particulier ceux des enfants et des adolescents*, constituant des recommandations pour l'Amérique Latine adoptées à Montevideo, Uruguay, le 28 juillet 2009, dans le cadre du Projet Droits, justice et mouvements sociaux sur Internet du Centre de recherches pour le développement international du Canada, IRDC.

VÉZINA, Christine
Recension d'ouvrage, « Une possible histoire de la norme. Les normativités émergentes de la mondialisation» de Karim BENYEKHLEF, Montréal, Les Éditions Thémis, 2008, 934 p.», (2009) 24 (2) *Revue Canadienne droit et société* 280.

CONFÉRENCES

BERNHEIM, Emmanuelle
«Droits fondamentaux en psychiatrie et encadrement légal des mesures de contrôle : l'exemple problématique de la contention chimique», 31e congrès de l'Académie de droit et santé mentale, New York University School of Law, New York, juillet 2009.

COURTEMANCHE, Alexandre
«Les fondements normatifs des droits des autochtones et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones», 4e Colloque étudiant du Regroupement Droit et changements, Faculté de droit, Université McGill, 12 mars 2010.

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève
«L'État devrait-il être avec vous dans le bureau du médecin? Réflexion sur les tensions possibles entre les droits de la personne et la lutte contre les maladies chroniques», Ateliers étudiants du CRDP, Université de Montréal, 15 octobre 2009.

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève
«La gouvernance en santé publique à l'ère des maladies chroniques», conférencière invitée dans le cours «Droit de la santé publique» donné à la maîtrise en Droit de la santé de l'Université de Sherbrooke, 26 septembre 2009.

SUITE >

SUITE >

CONFÉRENCES

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève
"Rethinking public health governance in facing the epidemic of chronic diseases", communication orale dans le cadre de l'activité *Institute of Comparative Law Lunch* de l'Université McGill, qui réunit les étudiants des études supérieures membres de l'Institut, 25 juin 2009.

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève
"Public health governance in the era of chronic diseases : towards New governance", communication orale dans le cadre de l'activité *Coffee Hour* qui réunit sur une base hebdomadaire les doctorants et les professeurs de la Faculté de droit de l'Université McGill, 16 juin 2009.

COUTURE-MÉNARD, Philippe-Antoine
«La pénalisation de la judiciarisation des personnes itinérantes à Montréal : états des pratiques, discours et perceptions des acteurs», Conférence annuelle de l'Association canadienne droit et société, 4 juin 2010.

DECROIX, Arnaud
« Les services de pastorale de la santé à l'ère de la charte des droits et libertés », présentée dans le cadre du colloque organisé par le Centre de formation et de recherche clinique en soins spirituels du Centre Hospitalier de l'Université de Montréal (C.H.U.M.) sur le thème : « Religion, spiritualité et santé », ACFAS, Université de Montréal, 12 mai 2010.

DECROIX, Arnaud
« Pluralisme et idéologie : l'exemple canadien », présentée dans le cadre de la journée d'études organisée par le Laboratoire Interdisciplinaire de Droit des Médias et des Mutations Sociales sur le thème : « Pluralisme et idéologie », Faculté de droit et de science politique, Université Paul Cézanne, 30 novembre 2009.

DECROIX, Arnaud
"The Legal Possession of Land at the Seigneurie du Sault St. Louis in the 18th Century", présentée dans le cadre de la session « Stories of the Land : Indigenous Representation of Place in Northeastern North America » lors de la rencontre annuelle de l'American Society for Ethnohistory, sur le thème « *Bridging the Gulf : connecting the Ethnohistories of the Americas* », Nouvelle-Orléans, 30 septembre - 4 octobre 2009.

DECROIX, Arnaud
« Les tentatives de transparence financière à la fin de l'Ancien Régime : l'exemple du compte-rendu de Necker (1781) », présentée dans le cadre de la XIIe université d'été en « Histoire, Philosophie et Pensée Économiques », organisée par l'*Université de Thessalie* (Volos, Grèce), le PHARE, l'*Université Paris I* Panthéon-Sorbonne et l'Association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique (Argalasti (Pelion Sud-Thessalie)), 30 août - 4 septembre 2009.

DECROIX, Arnaud
« Le Canada et le statut des peuples autochtones », présentée dans le cadre du colloque organisé par l'Association française des études canadiennes et le Centre d'études canadiennes de Grenoble, sur le thème : "*Living in Canada: accords et dissonances*", Grenoble, 11-12 juin 2009.

DE SAINT EXUPÉRY, Gilles
«Le document technologique et la notion d'original : de ses fondements théoriques à son application pratique» (présentation du projet de mémoire), Colloque organisé par l'ACSED grâce au soutien du FICSUM, Université de Montréal, 13 mars 2010.

DUASO-CALÉS, Rosario
« Sécurité nationale et vie privée au Canada après 2001 » dans le cadre du Séminaire doctoral de la Conférence pour le 30ème Anniversaire du Centre de Recherches Informatique et Droit, CRID, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur, Belgique, du 20 au 22 janvier 2010.

FARGET, Doris et Michel SEYMOUR
"Natural Resources as Native Endowments of Peoples", Atelier sur les droits territoriaux (Territorial rights workshop), Ethnicity and Democratic governance project, Queen's University, Kingston, 4-5 juin 2010.

FARGET, Doris
«La modification de la coexistence entre peuples autochtones et majorité par la mobilisation du droit international des droits de l'homme. Quel potentiel et quelle portée ?», Colloque international du C.R.I.D.A.C. la mobilisation du droit et le pluralisme communautaire, Faculté de droit de l'Université de Laval, Québec, mai 2010.

FARGET, Doris
"The Roma people's mobility in Europe: a challenge in terms of human rights", Colloque organise par le Refugee Studies Center, Oxford University, Oxford, 14 et 15 janvier 2010.

SUITE >

SUITE >

CONFÉRENCES

FARGET, Doris
"The Right to the Respect of Indigenous and Minorities' Ways of Life through International Human Rights cases", Association of Transnational Law Schools Agora, London School of Economics and Political Sciences, Londres, 23 juin 2009.

GRATTON, Éloïse
«Blogs et réseaux sociaux en ligne: litiges et relation employeur-employé (Facebook, vie privée et litiges)», Formation Juridique Permanente, Déjeuner Causerie, Association du Barreau Canadien, 14 avril 2010.

GRATTON, Éloïse
«Déceler les limites au ciblage et à la protection des renseignements personnels sur Internet pour minimiser vos risques et maximiser votre marge de manœuvre», Conférence sur le Droit de la Publicité et du Marketing, Institut Canadien, 25 et 26 mars 2010.

GRATTON, Éloïse
«Vie privée au Travail (Vos SGRH et vos pratiques en ressources humains sont-ils en harmonie avec la législation sur la vie privée?)», Formation, L'Association PSGRH (professionnels en systèmes de gestion des ressources humaines), 18 mars 2010.

GRATTON, Éloïse
«Notion de renseignement personnel», Vie privée et Technologies, Conférence Droit civil et technologies, Faculté de droit, Université de Montréal, 18 et 19 février 2010.

GRATTON, Éloïse
"Legal Perspective on Mobile Marketing and Location Privacy Issues", The Office of the Privacy Commissioner of Canada, Geospatial Information, Mobile Marketing and Location Privacy Workshop, Marriott, Ottawa, 13 novembre 2009.

GRATTON, Éloïse
"Privacy and cloud services : definition, jurisdiction and competition issues", Treizième conférence annuelle de l'Association canadienne du droit des technologies de l'information, Toronto, 22 et 23 octobre 2009.

GRATTON, Éloïse
"Quebec Privacy Law", Complying with Provincial Privacy Laws in Canada: Second Annual Update, Online CLE session on behalf of the *CBA National Privacy and Access Section*, October 8th 2009.

GRATTON, Éloïse
«Gestion du risque informatique», Notions de MBA pour avocats, Comprendre le rôle de l'avocat en tant que leader dans la gestion de risques dans le monde des affaires, Institut Canadien, Montréal, 30 septembre & 1er octobre 2009.

HAMMAMOUN, Saïd
« La procédure européenne des 'petites créances' : quelques remarques sur la cohérence de la méthode européenne d'harmonisation », atelier international sur les litiges transnationaux, Faculté de droit, université de Montréal (CRDP), 27 et 28 mai 2010.

HAMMAMOUN, Saïd
« L'évaluation à mi-parcours de la participation des pays de l'Organisation internationale de la Francophonie au mécanisme de l'examen périodique universel», *séminaire francophone sur l'examen périodique universel, Rabat* + 2, Rabat, Maroc, 22 et 23 mai 2010.

HAMMAMOUN, Saïd
« Le procédé des recommandations dans l'examen périodique universel : un plaidoyer pour une rationalisation du procédé ? », Le *mécanisme de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU : évaluation provisoire*, table ronde organisée dans le cadre du CRDP, Faculté de droit, Université de Montréal, 12 avril 2010.

HAMMAMOUN, Saïd
« Les formes de recours en justice en droit de l'Union européenne », cours DRT 3013, Droit de l'union européenne, Faculté de droit, Université de Montréal, octobre 2009.

HEL, Sambath
« Introduction au droit du commerce électronique », Pôle de coopération française de la faculté de droit de l'Université de Droit et de Sciences Économiques de Phnom Penh, Cambodge (http://www.rule.edu.kh/coopfr/), 11 mars 2010.

HEL, Sambath
« Les institutions de l'ASEAN », conférence organisée pour les étudiants du Master 2 Professionnel en droit des affaires comparé, Montréal, 11 janvier 2010.

SUITE >

SUITE >

CONFÉRENCES

JOLY, Yann
"Access to ICGC Controlled Data: The Daco Website", ICGC Third Scientific Workshop, Madrid, 21 au 23 mars 2010.

JOLY, Yann
"Intellectual Property", Health Canada IP Workshop, Hull, 9 mars 2010.

JOLY, Yann
"Whole Genome Sequencing in the Research, Transnational and Clinical Contexts : Some ELSI's", Genome Canada Platform Leader's Meeting, Toronto, 26 janvier 2010.

JOLY, Yann
"Informed Consent in Pharmacogenomics", Expert Roundtable, Montréal, 26 novembre 2009.

JOLY, Yann
"Public Release of Genomic Data: Ethical and Legal Perspectives", Electronic Health Information and Privacy Conference, Ottawa, 19 novembre 2009.

MONARDES, Carolina
« Les enjeux relatifs à la qualification juridique des plantes associées au savoir traditionnel : l'ayahuasca, un cas emblématique », Colloque *Le savoir autochtone relatif à la conservation et à l'utilisation durables de la biodiversité* , 78è Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS), Montréal, 10 mai 2010.

MONARDES, Carolina
« Les enjeux juridiques concernant les plantes associées au savoir traditionnel autochtone », Séminaire étudiant du Centre de recherche en Éthique de l'Université de Montréal (CRÉUM), Montréal, 15 mars 2010.

MONARDES, Carolina
« La qualification juridique des plantes associées au savoir traditionnel autochtone », IVème Colloque étudiant du regroupement Droit et changements, Montréal, 12 mars 2010.

MONARDES, Carolina
« La voix du citoyen préoccupé par les OGM dans le secteur agro-alimentaire peut-elle trouver écho au sein de nos institutions ? », Séminaire conjoint organisé par le Centre de recherche en droit public (CRDP) et le Centre de recherche sur les politiques et le développement social (CPDS) intitulé *Démocratie participative*, Montréal, 11 février 2010.

PAQUETTE-BELANGER, Emmanuelle et Philippe-Antoine COUTURE MENARD
« Wal Mart et la liberté d'association », Ateliers étudiants du CRDP, Université de Montréal, 15 avril 2010.

PAPY, Jacques
« La conséquence de la participation des provinces canadiennes à la WCI: un régime fédéral d'échange de droits d'émission est-il encore pertinent ? », Colloque *Fédéralisme, environnement et intégration régionale : regards croisés sur la Belgique et le Canada*, Université libre de Bruxelles (Belgique), 28 mai 2010.

PAPY, Jacques
"Will the future of emissions trading in Canada and the US be regional?", The University of Auckland (Nouvelle-Zélande), 11 mars 2010.

PAPY, Jacques
« Les régimes d'échange de droits d'émission en Amérique du Nord : un bref état des lieux », table ronde *La participation régionale dans l'après-Kyoto : l'Europe et le Canada entre immobilisme et dynamisme*, Université de Montréal, CRDP et CEDRIE, 8 décembre 2009.

PORCIN, Adriane
«Les marchés de la gestion collective des droits d'auteur » Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, UQAM, Montréal, 19 mars 2010.

PORCIN, Adriane
"Sleeping Culture: Breaking the Copyright Curse", Annual meeting of the Association for Law, Property and Society,Georgetown Law School, Washington (DC), 5-6 mars 2010.

SUITE >

SUITE >

CONFÉRENCES

PORCIN, Adriane
«Corps d'oeuvre – Le droit de l'art est-il myope ?» Atelier étudiant du CRDP, Université de Montréal, 18 février 2010.

PORCIN, Adriane
"Copyright and the Ephemeral", 3rd Annual conference (Toronto Group for the Study of International, Transnational, and Comparative Law, University of Toronto and York University, 29-31 janvier 2010.

PORCIN, Adriane
"The Quest for Pan-European Copyright Licensing Solutions: A Series of (Un)Fortunate Events?", *Contemporary Issues in the European Union*, Centre d'études européennes, Carleton University, Ottawa, 25 août 2009.

PORCIN, Adriane
"One-stop-shops in copyright management: from geographical to material dimension", *Contemporary Issues in the European Union*, Centre d'études européennes, Carleton University, Ottawa, 25 août 2009.

SÉNÉCAL, François et Dominic JAAR
« DéonTIlogie : les obligations de l'avocat face aux technologies de l'information », Colloque *Développements récents en déontologie, droit professionnel et disciplinaire*, Service de la formation continue – Barreau du Québec, Montréal, 14 mai 2010.

SÉNÉCAL, François et Dominic JAAR
« L'administration de la preuve électronique au Québec ? », Colloque *Développements récents et tendances en procédure civile*, Service de la formation continue – Barreau du Québec, Montréal, 30 avril 2010.

SÉNÉCAL, François
«Du témoin à l'écrit ; du papier à l'électronique : La notion de faux comme toile de fond», *An Information Society for All : A Legal Challenge*, Conférence au Centre de Recherche Informatique et Droit des Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, Université de Namur, 20-22 janvier 2010.

SANNI YAYA, Mouhamadou
«Les organismes administratifs ou quasi judiciaires canadiens aux prises avec les défis de l'âge numérique : comment concilier intérêt public et vie privée», 78 ème congrès de l'Acfas (Association francophone pour le savoir), École polytechnique de Montréal, 11 mai 2010.

SANNI YAYA, Mouhamadou
«Les "Legal Transplants" et le droit des nouvelles technolologies de l'information : la neutralité technique est-elle synonyme de neutralité juridique ?», Colloque Regroupement Droit et changements, Université McGill, 12 mars 2010.

VALLET, Caroline
« La protection des mineurs face à la cyberpédopornographie », XIIe Colloque AIFC, *Les diverses pratiques criminologiques. Dialogue entre chercheur-e-s, enseignant-e-s et professionnel-le-s des politiques de prévention, de contrôle et de traitement du crime*, Université de Fribourg, 12-14 mai 2010.

VALLET, Caroline
« Le dévoilement de la vie privée sur les sites de réseau social : un risque de vulnérabilité? », Colloque Francopol sur la cybercriminalité, *Cybercriminels sur la toile francophone*, Boucherville, École polytechnique, Sûreté du Québec et le réseau international francophone de formation policière, 28-29 avril 2010.

VERMEYS, Nicolas
« Une justice verte au bout d'un clic », conférence prononcée dans le cadre du *5e Congrès international du CTAC*, Montréal, le 31 mai 2010.

VERMEYS, Nicolas
"Dialogue Between Courts and Tribunals : The Adjudicative Process and New Information Technologies", table ronde organisée par l'Institut canadien d'administration judiciaire, Montréal, 28 mai 2010 (président de séance et rapporteur).

VERMEYS, Nicolas
« La protection des données confidentielles : Quelles sont les responsabilités pour le gestionnaire? », conférence prononcée dans le cadre du colloque FRANCOPOL sur la cybercriminalité, Boucherville, 29 avril 2010.

SUITE >

SUITE >

CONFÉRENCES

VERMEYS, Nicolas
« Intrusion dans les systèmes informatiques et méfaits », conférence prononcée dans le cadre du colloque Leg@l.IT 4.0, Centre Mont-Royal, 26 avril 2010.

VERMEYS, Nicolas
« Responsabilité civile, responsabilité criminelle et Web 2.0 », conférence prononcée pour le DIRO, Université de Montréal, 8 mars 2010.

VERMEYS, Nicolas
« Article 34 LCJTI – Responsabilité et sécurité », conférence prononcée dans le cadre du colloque *Droit civil + technologies*, Montréal, 19 février 2010.

VERMEYS, Nicolas
« Sécurité informatique et droit », conférence prononcée pour le DIRO, Université de Montréal, 25 janvier 2010.

VERMEYS, Nicolas
« Gérer les risques liés à la sécurité de l'information et à la protection des renseignements personnels à l'ère d'Internet et des nouveaux médias », conférence prononcée dans le cadre du colloque *Meilleures pratiques de gestion de risques pour les conseillers juridiques du secteur public*, Montréal, 25 novembre 2009.

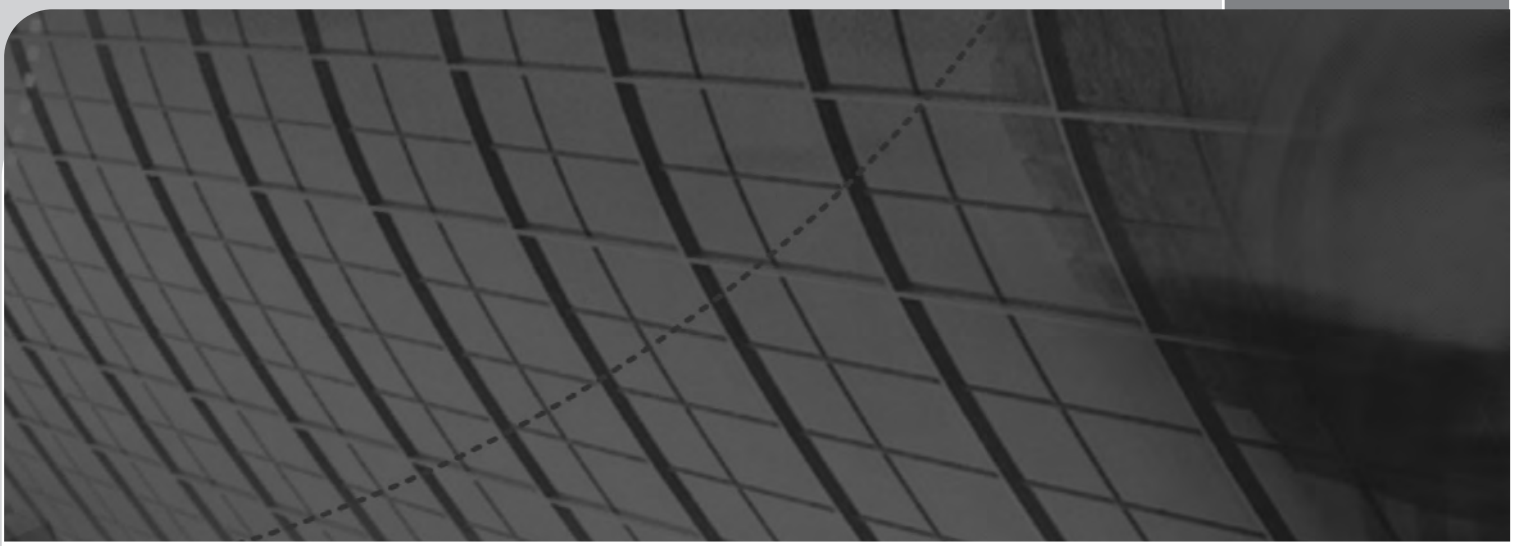
VERMEYS, Nicolas
« Les contrats en ligne et la responsabilité de l'organisation », conférence prononcée dans le cadre du colloque *L'utilisation responsable de l'information: aspects légaux, sécurité et gouvernance* organisé par CCH, Québec, 13 octobre 2009.

VERMEYS, Nicolas
« Commerce et services électroniques », conférence prononcée dans le cadre du programme *Gouvernance, audit et sécurité des technologies de l'information (GASTI)*, Université de Sherbrooke, 6 juin 2009.

VÉZINA Christine
« La justiciabilité émergente des droits économiques sociaux et culturels dans l'ordre juridique international : quelle effectivité attendue au Canada ? *Ateliers étudiants du CRDP*, Université de Montréal, 20 mai 2010.

ANNEXE - 3

MÉMOIRES ET THÈSES OBTENUS ET EN COURS



CENTRE DE
RECHERCHE EN
DROIT PUBLIC

ANNEXE - 3
MÉMOIRES ET THÈSES OBTENUS ET EN COURS

Post-doctorats	5
Doctorats obtenus	7
Doctorats en cours	53
Maîtrises obtenues	13
Maîtrises en cours	48

POST-DOCTORATS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/CODIR.	DATE D'ADMISSION
AL-DABBATH Harith	Les tribunaux islamiques d'arbitrage en contexte occidental	**FRÉMONT J.** **GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.**	2010.05
DECROIX Arnaud $ CRDP	La souveraineté française et l'indépendance des Premières Nations en Amérique du Nord (XVIe-XVIIIe siècles)	**MORIN M.** **NOREAU P.**	2007.02
HAMMAMOUN Saïd $ bourse Robert Schuman for advanced studies	- Les litiges transnationaux - L'observatoire sur le mécanisme de l'Examen périodique universel	**NEUWAHL N.**	2009
MATIP Nicole $ CRDP	Problèmes que posent l'adhésion des pays en voie de développement notamment les pays de l'OAPI (Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle) à l'ADPIC (Aspects des Droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) : la problématique de l'accessibilité des médicaments aux popu-lations de ces pays ainsi que son corollaire à savoir, l'épineuxproblème de la brevetabilité du vivant	**KOUTOUKI K.**	2007.05
SAIHI Majouba	- la fragmentation du droit international sous l'impulsion des Nations Unies - la normativité de l'Organisation internationale de la francophonie en matière de sécurité et prévention des conflits	**BENYEKHLEF K.** **FRÉMONT J.**	2009.05

DOCTORATS OBTENUS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/CODIR.	DATE D'ADMISSION	DATE D'OBTENTION
FORTIN Sabrina	Pour une utilisation optimale des données personnelles à des fins de recherche : vers un réseau de ressources collectives	**KNOPPERS B.M.**	2005.08	2010.05
KELCI Sevgi	La responsabilité des intermédiaires techniques en droit pénal canadien à la lumière des pratiques internationales	**TRUDEL P.**	2006.09	2009.09
RAMAROLAHIHAINGONIRAI-NY Anthony	La réception du concept d'indépendance de la magistrature à Madagascar	**FREMONT J.**	2004.09	2010.05
SINTEZ Cyril	La sanction préventive en droit de la responsabilité civile : contribution à la théorie de l'interprétation et de la mise en effet des normes	**NOREAU P.** **THIBIERGE C.**	2005.09	2010.04

VALLET Caroline
$ bourse de rédaction de la Faculté de droit et du CRDP, UdeM
$ bourse de fin d'études doctorales (FES, UdeM)
$ bourse post-doctorale CICC
	La protection des mineurs face à la cyberpédopornographie : Étude comparée entre le droit criminel canadien et français	**GAUTRAIS V.**
		LEPAGE A.
			2004.09	2010.04

VALOIS Martine	Évolution du droit et de la fonction de juger dans la tradition juridique occidentale. Une étude sociohistorique de l'indépendance judiciaire.	**FRÉMONT J.**	2000.09	2010.02
VERMEYS Nicolas	Qualification et quantification de l'obligation de sécurité informationnelle dans la détermination de la faute civile	**TRUDEL P.**	2003.09	2009.11

DOCTORATS EN COURS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/CODIR.	DATE D'ADMISSION
AGUERRE Mirentxu	Aspects extérieurs de la Justice et des affaires intérieures en droit de l'Union européenne	**NEUWAHL N.**	2004.09
AGUILON Claire	La rhétorique des droits constitutionnels (thème provisoire)	**GAUDREAULT-DESBIENS J.F.**	2009
AL-ATTRACH Mohamad	La pénurie du sang et le lien avec son statut juridique	**KNOPPERS B.M.** **MACKAAY E.**	2005.09
AMOR Samia	Interaction entre normes « profanes » et normes « sacrées » ou les nouvelles figures du pluralisme juridique au Québec	**NOREAU P.** **BRODEUR P.**	2005.09
ARABAGHIAN Anouche	Citoyenneté et adhésion turque à l'Union européenne	**TRUDEL P.**	2009
BERGADA Cécile	La notion de groupe dans les traditions constitutionnelles canadienne et française	**LAJOIE A.**	2001.09
BERGERON Philippe	Le droit des licenciements collectifs au Québec : une étude d'effectivité	**COUTU M.** **ROCHER G.**	2004.09
BERNHEIM Emmanuelle $ Bourse post-doctorale CRSH $ Bourse de doctorat CRSH $ Bourse de fin d'études doctorales FESP (UdeM) $ Bourse Andrée Lajoie	Les décisions d'hospitalisation et de soins psychiatriques sans le consentement des patients dans des contextes judiciaire et clinique : une étude du pluralisme normatif	**NOREAU P.** **COMMAILLE J.**	2006.09
BIRON Julie	L'activisme corporatif des actionnaires : vers un nouveau mécanisme de gouvernance	**ROUSSEAU S.**	2005.09
BLANC Nicholas	Le pluralisme constitutionnel en France et au Canada	**GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.** (Codir.)	2010
BLANCHETTE Louis-Philippe	Sécurité nationale : surveillance et gouvernance chez Foucault	**BENYEKHLEF K.**	2005.01
BORDET Sylvie	La notion d'espèce humaine en droit - Naissance d'un nouveau concept normatif?	**KNOPPERS B.M.**	2005.09
BOULAY Claude	La théorie du dialogue et la société civile en droit constitutionnel canadien	**GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.** **LECLAIR J.**	2005.09
BUONO Elvio	La liberté académique et les normes régissant la recherche universitaire	**TRUDEL P.** **ROCHER G.**	1997.01
CHARBONNEAU Olivier	Paradoxes de biens numériques protégés par le droit d'auteur et normativités des réseaux de bibliothèques	**TRUDEL P.**	2009.09
DESCOTEAUX Benoît	L'analyse des risques de violation des règles d'humanité fondamentales, nouveau moyen de mise en œuvre du droit international	**NOREAU P.** **BRUDERLEIN C.**	2004.09
DÉZIEL Pierre-Luc	Titre à venir	**BENYEKHLEF K.**	2010.01
DONGMO KAHOU Paulette Flore	Les conséquences juridiques de la polygamie pour les femmes et les enfants au Canada et au Cameroun	**GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.**	2006.09
DUASO CALES Rosario	Le principe de finalité à l'égard de la protection des renseignements personnels dans le contexte de l'administration électronique	**TRUDEL P.** **BOURCIER D.**	2003.09

SUITE >

SUITE >

DOCTORATS EN COURS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/CODIR.	DATE D'ADMISSION

FARGET Doris
$ bourse d'excellence Guy Rocher (UdeM)
$ bourse de fin d'études doctorales (FES, UdeM)
$ bourse de participation au Forum Atlas 2009 (UdeM)
$ bourse de soutien aux études doctorales (UdeM)
	Le droit au respect des modes de vie minoritaires et autochtones dans les contentieux internationaux des droits de l'homme	**GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.**
		SCOFFONI G.
			2007.05

GIRARD Lucie	Psychothérapie et émancipation sociale : une exploration sociologique, philosophique et éthique	**ROCHER G.**	1987.01
GÖK Erdal $ Bourse CRDP	Le règlement en ligne des conflits dans le sport: sociologique, philosophique et éthique	**KNOPPERS B.M.**	2005.09
GOUTTEFARDE Fabien	La politique juridique extérieure de l'Union européenne à l'égard de l'OMC	**NEUWAHL N. (co-tutelle)**	2003.09
GRATTON Éloise	Redefining Personal Information in the Context of the Internet	**GAUTRAIS V.**	2008.09
GRENON Luc	La légitimité de l'intervention étatique en matière de bienfaisance au Canada	**NOREAU P.**	2005.09
GROTINO Frédéric	Titre à venir	**ROUSSEAU S.** **LEFEBVRE G.**	2008.09
HEL Sambath $ bourse d'excellence d'étude doctorale en droit à l'Université de Montréal, Agence canadienne du Développement international	Le droit des contrats électroniques dans l'ASEAN	**GAUTRAIS V.** **NAVARRO J.-L.**	2008.01 2008.09
HICHRI M. Saifeddine	Brevets et innovation : à la recherche de l'équilibre perdu	**GENDREAU Y.**	2007.01
KARAZIVAN Noura	The Geography of Canadian Constitutional Rights	**GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.** **CREPEAU F.**	2009.09
LAPERRIÈRE Marie-Neige	L'influence du privé sur la formation de la norme dans le système étatique et sur la stabilité de l'État démocratique libéral	**LEMAY V.**	2005.01
LAPIERRE Jean-Marcel	La compétence d'entreprise : état du droit et opportunité de légiférer	**ROCHER G.** **VALLEE G.**	2006.09
LARGENTÉ Laurence	L'analyse des risques dans le domaine du médicament : Approche comparée en droit européen et droit canadien	**MOLINARI P.**	2009.09
LAW Alexandra Juliane	Alternative Advocacy as a site of Law Reform	**LEMAY V.**	2003.09
LENFANT Juliette	Le droit voisin des radiodiffuseurs	**GENDREAU Y.** **LUCAS A.** (U. de Nantes)	2006.09
MAKELA Finn	Explaining legal norm transmission using an epidemiological model: the case of employment drug testing	**NOREAU P.**	2007.09
MIGNAULT Patrick	Droit et économie : la gouvernance des régimes complémentaires de retraite au Québec	**ROUSSEAU S.**	2006.09

SUITE >

SUITE >

DOCTORATS EN COURS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/CODIR.	DATE D'ADMISSION
MUJICA CANAS Carlos	A Dissertation on Law, Technology, Sustainable Development and Global Business	**GAUTRAIS V.**	2007.09
NGUYEN Ngoc Thi	L'encadrement juridique des associations et l'émergence de la société civile. Étude comparative Vietnam-France	**GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.**	2002.01
NORMANDIN Mario	Justifier la construction sociale des normes : une perspective constructiviste de la limitation des droits et libertés	**LAJOIE A.**	2005.09

PAPY Jacques
$ bourse de doctorat en recherche FQRSC
$ bourse de mobilité du Ministère de l'éducation, du Loisir et du Sport
$ subvention en vue de la participation à une activité scientifique internationale (UdeM)
$ aide financière pour stage d'études et de recherche FQRSC
	L'efficacité d'un marché du carbone au Canada à la lumière de l'analyse économique du droit	**TRUDEAU H.**
		MACKAAY E.
			2009.01

PEREZ ROA Lorena	L'intervention de protection de la jeunesse en Amérique latine	**LEMAY V.**	2000.09
POCHET Nicolas	La diffusion commerciale des images spatiales	**TRUDEL P.**	2007.09
PORCIN-RAUX Adriane $ Faculté de droit, UdeM $ Centre d'excellence sur l'Union européenne	La mise en concurrence des sociétés de gestion collective des droits d'auteur	**GENDREAU Y.** **HUGON C.**	
SAINT-GERMAIN Christian	L'usage des antidépresseurs comme moyen d'exonération de la responsabilité criminelle en droit pénal	**GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.**	2005.09
SAINT-FLEUR Love	Ententes en matière autochtones et normes internationales	**NOREAU P.**	2007.09
SANNI YAYA Mouhamadou	Le droit de l'OHADA face au commerce électronique	**GAUTRAIS V.** **GOFFAUX G.**	2005.01
SEFFAR Karim $ Bourse CRDP	La régulation du commerce électronique globalisé	**BENYEKHLEF K.**	2003.09
TALBOT Anne	La liberté contractuelle en droit des compagnies : le rôle des tribunaux	**ROUSSEAU S.**	2003.09
TASSÉ Anne-Marie	Résurrection scientifique? L'utilisation secondaire rétrospective de l'information et du matériel génétique de personnes décédées en recherche	**KNOPPERS B.M.**	2008.08
TSASIS Angélique	Le processus décisionnel des agences de réglementation des fusions et acquisitions multi-juridictionnelles : étude de cas	**ROUSSEAU S. (CODIR.)**	2000.09
VANASSE Marie	Le médicament comme agent de modification du comportement	**LEROUX T.** **KNOPPERS B.M.**	2009
VÉZINA Christine	L'impact de la mise en œuvre des droits humains sur l'incidence du VIH : un regard sur la force du droit	**BENYEKHLEF K.** **ROCHER G.**	2004.10
YI Fang	Réglementation des substances toxiques et protection de l'eau douce en droit international de l'environnement	**TRUDEAU H.**	2009.09

MAÎTRISES OBTENUES

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/CODIR.	DATE D'ADMISSION	DATE D'OBTENTION
BÉLAND Marie-France	Lettre de crédit commerciale : facilité de crédit désuète ou imcomprise?	**ROUSSEAU S.**	2004.09	2009.09
BENOIT Stéphanie	Encadrement juridique de la mise en marché des produits médicaux issus du génie tissulaire	**KNOPPERS B.M.**	2003.09	2009.03
BRASSARD Étienne	Investir en république populaire de Chine : l'environnement légal et les formes juridiques d'entreprise	**ROUSSEAU S.**	2006.08	2009.11
GOURRAMEN Meriem	Le secret bancaire et l'entraide internationale	**BENYEKHLEF K.**	2008.09	2010.04
LAMOTTE Marine	Le contrat de cyberconsommation en droit français	**GAUTRAIS V.**	2008.09	2009.09
LANTHIER Suzie	Les sûretés sur les valeurs mobilières : le mouvement d'uniformisation d'origine américaine est-il transposable universellement?	**ROUSSEAU S.**	2007.09	2010.04
LUPIEN Charles	Commerce électronique	**BENYEKHLEF K.**	2008.12	2009.09
PODEVIN Ludivine	Les litiges relatifs aux noms de domaine en droit international privé comparé	**GAUTRAIS V.** **GOLDSTEIN G.**	2007.09	2010.04
ROMPRÉ Sophie	La surveillance de l'utilisation d'Internet au travail – guide des droits et obligations des employeurs	**TRUDEL P.**	2006.09	2009.11
SEKOUTI Sarah	A comprehensive analysis of the legal issues relating to nominee directors	**ROUSSEAU S.**	2006.09	2009.12
SENÉCAL François Prix Henri Capitant (10% des meilleurs mémoires)	L'écrit électronique	**GAUTRAIS V.**	2006.01	2010.01
SOTELO Luz-Maria $ Bourse Jean-Monnet $ Bourse de soutien CRDP $ Bourse de rédaction	L'harmonisation du droit d'asile dans l'Union européenne de Tampere à Stockholm	**NEUWAHL N.**	2009.06	2010.02
WALSH Francis	L'utilisation du domaine de la preuve par la Cour suprême du Canada dans la détermination des droits économiques des autochtones	**LAJOIE A.**	2005.09	2009.06

MAÎTRISES EN COURS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/CODIR.	DATE D'ADMISSION
ALOE Benito	Le statut juridique du jeu en ligne au Canada : quels choix législatifs s'offrent au législateur pour interdire ou règlementer le jeu en ligne	**TRUDEL P.**	2006.09
BARSALOU Dominique	L'encadrement juridique de la mère au foyer au Québec de 1960 à aujourd'hui : l'individualisation à l'oeuvre	**ROCHER G.** **ROY A.**	2006.09
BÉLANGER-SIMARD Émilie	La publicité des médicaments d'ordonnance	**LEROUX T.**	2004
BERNARDIN Steve	Validité et contrefaçon de brevets – Aspects litigieux	**GENDREAU Y.**	2009.11
BRUZZESE Marie Anastasia	Monographie de produit thérapeutique et responsabilité légale du fabricant	**LEROUX T.**	2006.08
CHAREST-BEAUDRY Philippe	La responsabilité des administrateurs à l'égard des parties prenantes : mécanismes judiciaires et extra-judiciaires	**ROUSSEAU S.**	2005.09
COHEN Miriam	Le contrat de cyberconsommation et l'arbitrage au Québec dans la perspective de l'affaire *Dell*	**GAUTRAIS V.**	2007.01
CREUSAT Benjamin	La reconnaissance d'un véritable droit des appellations d'origine dans le droit international	**GENDREAU Y.**	2003.11
DABBY Dia	Triangulation of rights, balancing of interests : the tension between freedom of conscience and freedom of religion in comparative constitutional law	**GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.**	2006.09
DE SAINT-EXUPERY Gilles	Le document technologique et la notion d'original : de ses fondements théoriques à son application pratique	**GAUTRAIS V.**	2009.09
DHIMI Fatima Zhora	Modes alternatifs de résolution des différends en ligne	**GAUTRAIS V.**	2005.09
DUFOUR Valérie	Les obligations des administrateurs, dans le contexte d'une prise de contrôle, à la lumière de la décision BCE	**ROUSSEAU S.**	2008.08
DUFRESNE Fred Aly	La question du port des signes religieux dans la sphère publique : une réflexion à partir du droit international et d'une comparaison du Canada, des États-Unis, de la France et de la Suisse	**GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.**	2009.09
EONE Hortense Yvette	Protection des données personnelles en milieu de travail au Canada et au Québec	**GAUTRAIS V.**	2006.06
FOUCAULT-SAMSON Jonathan	Titre à venir	**ROUSSEAU S.**	2009.01
FRANCOEUR Kim	Stimulation des innovations en recherche biomédicale : équilibre entre appropriation et partage des savoirs	**MACKAAY E.**	2008.05
GEFFROY Mathieu	Cybercriminalité et sécurité informatique dans le cadre de la spéculation boursière sur Internet	**GAUTRAIS V.**	2005.09
GINGRAS Francis	La titularité des brevets dans le milieu universitaire québécois	**GENDREAU Y.**	2003.05
GOTHA Etienne	Le contrat de distribution exclusive et le principe de la concurrence au Canada	**MACKAAY E.**	2007.09
GOURDE Karine	Le droit à un environnement de qualité au Québec : une réponse au changements climatiques et autres problèmes de pollution diffuse?	**TRUDEAU H.**	2010.01

SUITE >

SUITE >

MAÎTRISES EN COURS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/CODIR.	DATE D'ADMISSION
HÉMOND Anthony	Des marques non traditionnelles	**MACKAAY E.**	2004.09
JAURON Julie	La protection des personnages fictifs dans les pays de copyright	**GENDREAU Y.**	2006.05
LALONDE Jean-Sébastien	Étude de l'émergence des codes de conduite des entreprises transnationales	**COUTU M.** **ROCHER G.**	2001.09
LAVOIE Natacha	Effet des dispositions sur les sols contaminés de la Loi sur la qualité de l'environnement, de ses règlements et de ses futurs amendements sur les acteurs économiques du Québec	**TRUDEAU H.**	2007.01
LEBLANC Evelyne	Pourquoi et comment faut-il réglementer les contenus cinématographiques et télévisuels diffusés sur Internet	**TRUDEL P.**	2007.09
LEDUC Jean-François	Comment maximiser un transfert de technologie entre une entreprise québécoise et une autre argentine	**TRUDEL P.** **BRUNEAU D.**	2004.01
LÉGER RIOPEL Nicholas	Le contrôle de l'activité professionnelle des médecins dans les établissements de santé	**MOLINARI P.**	2008.01
LEMERISE Marie-Christine	Les conflits d'intérêts des intermédiaires financiers	**ROUSSEAU S.**	2006.01
LEY Laura Lessa Gaudie	La protection de la propriété intellectuelle dans les pays du Mercosur et ses relations avec le Canada et la communauté européenne	**GENDREAU Y.**	2008.09
M'BAYA Patrick	Notions d'éthique dans la brevetabilité des inventions. Une étude de droit comparé	**GENDREAU Y.**	2008.08
MAALAOUI Ibtissem	Étude comparative internationale de la responsabilité pénale encourue suite à la commission des infractions liées à la sécurité du système informatique dans l'entreprise	**GAUTRAIS V.**	2004.09
MALIAN Paul	Le rôle de l'avocat dans le processus d'acquisition et de fusion d'entreprises : au-delà des obligations légales	**GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.**	2010.01
MAURICE Louis-Philippe	L'aube d'une réelle primauté des actionnaires ? Repenser les élections corporatives et le monopole de gestion pour une meilleure gouvernance	**ROUSSEAU S.**	2004.09
Mc KENNA Caroline	La responsabilité de l'État dans les cas de syndrôme alcolo-feotal	**LEMAY V.**	2008.01
MONNERY Amandine	L'utilisation des licences obligatoires dans la gestion des droits d'auteur	**GENDREAU Y.**	2005.09
MORIN Ann- Dominique	Protection de la vie privée et sécurité nationale au Canada	**BENYEKHLEF K.**	2007.09
NUCCIARONE Giovanni	The Adaptation Copyright Right and the Fictional Stories and Characters Comprising a Theatrical Motion Picture Film Production	**GENDREAU Y.**	2003.09
PAQUET Geneviève	Étude du pouvoir d'ordonnance du ministre de l'Environnement en matière de décontamination des sites du Québec	**TRUDEAU H.**	2007.09

SUITE >

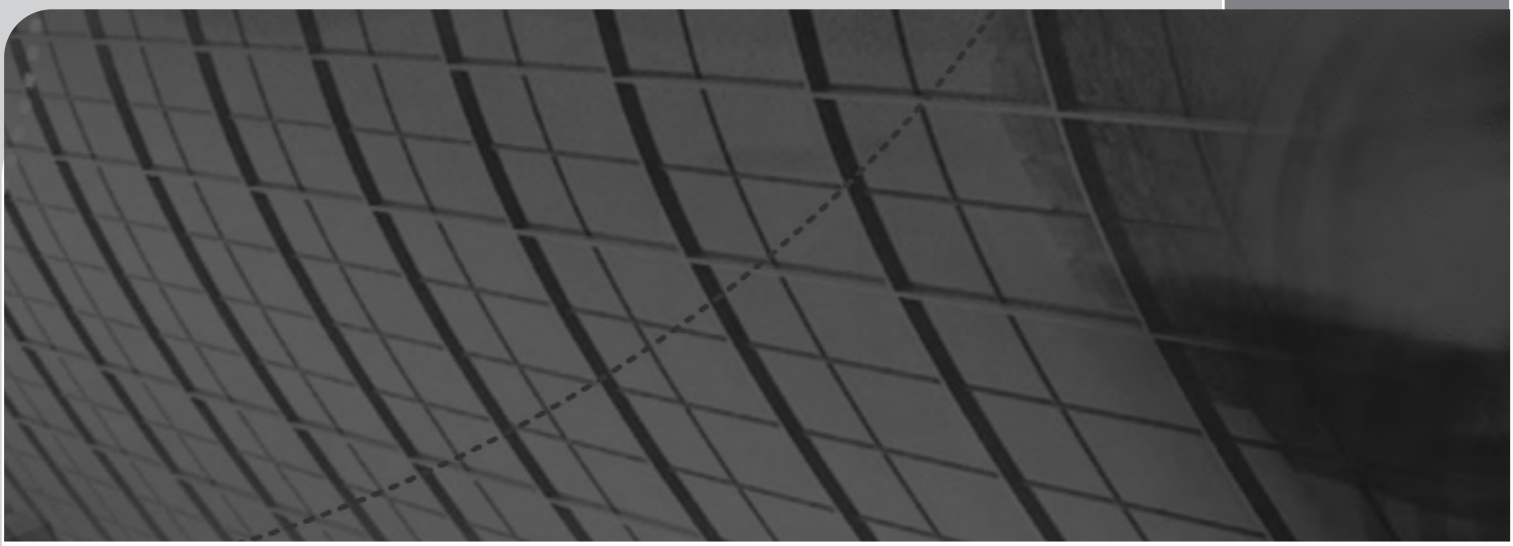
MAÎTRISES EN COURS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/CODIR.	DATE D'ADMISSION
PATHMASIRI Saminda	L'accès aux biobanques populationnelles: enjeux légaux, éthiques et sociaux	**KNOPPERS B.M.**	2008.01
PELLETIER Frédéric	Publicité des archives judiciaires et respect de la vie privée des justiciables à l'heure d'Internet	**TRUDEL P.**	2004.09
RAMOS-PAQUE Emma	Les maladies nosocomiales et la création d'un régime de responsabilité sans faute	**LEROUX T.**	2010
ROY Céline	L'article 233 de la LSSSS: beaucoup de normes mais peu d'éthique	**LEROUX T.**	2010
SABOURIN-LAFLAMME Andréanne	Gouvernance globale et démocratie : vers un pluralisme juridique ordonné	**BENYEKHLEF K.**	2007.09
TCHAMDJA Thimothy	Droits et responsabilité sur les oeuvres audiovisuelles mises en ligne par les amateurs	**TRUDEL P.**	2010
TCHICAYA Marguerite	La dépénalisation du droit communautaire de la concurrence	**GENDREAU Y.**	2005.09
VACHON Isabelle	Protection de l'environnement arctique contre les changements climatiques : l'état du droit international	**TRUDEAU H.**	2008.09

VAUGEOIS Mathieu
Prix jeune journaliste Canada-Union européenne 2010, Délégation générale de l'UE au Canada
$ bourse de rédaction Faculté de droit UdeM
$ bourse de l'OFQJ (Québec-Asie)
$ bourse à la mobilité MEQ
	La politique des transports de l'Union européenne	**NEUWAHL N.**	2010

ZHOU Zhe	Intellectual property, innovation and public welfare	**MACKAAY E.**	2007.01

ANNEXE - 4
ÉVÉNEMENTS SCIENTIFIQUES



CENTRE DE
RECHERCHE EN
DROIT PUBLIC

ANNEXE - 4
ÉVÉNEMENTS SCIENTIFIQUES

Cycle de conférences sur les fonctions contemporaines du droit *«La gouvernance au-delà du droit»*	4
Conférences interaxes	3
Matinées constitutionnelles	1
Conférences organisées par la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique	2
Séminaires étudiants	8
Ateliers étudiants	5
Autres activités organisées par ou en collaboration avec le CRDP	46
Articles parus dans la revue du CRDP Lex Electronica	20
TOTAL	89

CYCLE DE CONFÉRENCES SUR LES FONCTIONS CONTEMPORAINES DU DROIT *« LA GOUVERNANCE AU-DELÀ DU DROIT ? »*

RESPONSABLES : **Karim Benyekhlef et Nicolas Vermeys**

13 octobre 2009
La gouvernance et la question du droit
Daniel MOCKLE, Professeur, Département des sciences juridiques, Université du Québec à Montréal

24 novembre 2009
Towards a Jurisprudence of Hybridity
Paul SCHIFF BERMAN, Dean and Foundation Professor of Law, Sandra Day O'Connor College of Law, Arizona State University

9 mars 2010
Jefferson's Moose, and the Nature of Cyberspace
David POST, Professeur, Beasley School of Law, Temple University

30 MARS 2010
Le modèle pervers nord-américain de la gouvernance transnationale : une supraconstitution dysfonctionnelle
Stephen CLARKSON, Professeur, University College, Université de Toronto

CONFÉRENCES INTERAXES

Ateliers du Regroupement « SUR L'INTERNORMATIVITÉ »

ANIMATEUR ET RESPONSABLE : **Karim Benyekhlef**

25 février 2009
L'internormativité : Les perspectives sociologique et juridique
Conférencier : **Jean-Guy BELLEY**, Professeur, Faculté de droit, Université McGill, titulaire de la Chaire Sir William C. Macdonald
Répondant : **Guy ROCHER**, Chercheur régulier au CRDP

17 mars 2009
La réception des normes spontanées
Conférencière : **Pascale DEUMIER**, Professeure de droit privé et vice-doyenne, Faculté de droit, Université Jean Monnet, Saint-Étienne
Répondant : **Ejan MACKAAY**, Chercheur, CRDP

1er décembre 2009
Soft Surveillance, Hard Consent
Conférencier : **Ian KERR**, Professeur, Faculté de droit, Section de Common Law, Université d'Ottawa, Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en Éthique
Répondant : **Vincent GAUTRAIS**, Chercheur régulier au CRDP

3E ÉDITION DES MATINÉES CONSTITUTIONNELLES

RESPONSABLE : **Karim Benyehlef**

11 mars 2010
Fédéralisme canadien : dossiers chauds
Benoît PELLETIER, Professeur, Faculté de droit, Université d'Ottawa
Pavillon Chancellor Day, Faculté de droit, Université McGill

CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LA CHAIRE L.R. WILSON SUR LE DROIT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

TITULAIRE : **Pierre Trudel**
COLLABORATRICE : **France Abran**

9 novembre 2009
Interventions du Commissariat à la vie privée dans l'univers de Facebook, Google et Bell
Daniel CARON, Commissariat à la vie privée

13 janvier 2010
La patrimonialisation de l'image
Raruca GOREA, Ingénieure de recherche à Télécom Bretagne

SÉMINAIRES ÉTUDIANTS SÉCURITÉ, NORMATIVITÉS ET MONDIALISATION

RESPONSABLE : **Marie-Ève Couture-Ménard**

DATES	CONFÉRENCIERS	TITRE
15 septembre 2009	**Maude GAUTHIER** Étudiante à la maîtrise, Communication, Université de Montréal	*La représentation des artistes par leurs associations professionnelles*
13 octobre 2009	**Anne-Claire GAYET** Étudiante à la maîtrise, Droit, Université de Montréal	*Droit international des droits de la personne et travailleurs migrants temporaires au Canada : font-ils bon ménage ?*
17 novembre 2009	**Dia DABBY** Étudiante à la maîtrise, Droit, Université de Montréal	*Vers une meilleure compréhension de la religion en droit et en dehors du droit*
8 décembre 2009	**Marwa SEMHAT** Doctorante, Droit, Université de Montréal	*La compétence de l'OMC et le droit international - Marwa Semhat*
12 janvier 2010	**Benoit ÉTHIER** Étudiant à la maîtrise, Anthropologie, Université Laval	*Les autochtones et l'État : culture, pouvoir et résistance chez les groupes algonquiens du Canada*
16 février 2010	**Anne-Marie TASSÉ** Doctorante, Droit, Université de Montréal	*L'utilisation secondaire en recherche des informations de personnes décédées : aspects juridiques et éthiques*
16 mars 2010	**Marie-Ève COUTURE-MÉNARD** Doctorante, Droit, McGill	*Comprendre la gouvernance publique : application à la problématique des maladies chroniques*
13 avril 2010	**Evelyne LEBLANC** Étudiante à la maîtrise, Droit, Université de Montréal	*L'avenir de la télé sur Internet, les titulaires de droit et la loi*

ATELIERS ÉTUDIANTS
GROUPE DE RÉFLEXION SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

RESPONSABLE : **Emmanuelle Bernheim**

DATES	CONFÉRENCIERS	TITRE
15 octobre 2009	**Marie-Ève COUTURE-MÉNARD**, Doctorante, Droit, Université McGill	*L'État devrait-il être avec vous dans le bureau du médecin? Réflexion sur les tensions possibles entre les droits de la personne et la lutte contre les maladies chroniques*
17 décembre 2009	**Mélanie SAMSON**, Doctorante, Droit, Université Laval	*L'interprétation des chartes des droits et l'interprétation des lois ordinaires: convergence ou divergence?*
	Dia DABBY, Étudiante à la maîtrise, Droit, Université de Montréal	*Quel est l'avenir de la liberté de religion au Canada suite à Hutterian Brethren of Wilson Colony?*
18 février 2010	**Mariève LACROIX**, Doctorante, Université Laval **Johanne CLOUET**, Doctorante, Université de Montréal	*De l'« être » vers l'« avoir été » muabilité du corps humain*
	Adriane PORCIN, Doctorante, Droit, Université de Montréal	*Corps d'oeuvre - Le droit de l'art est-il myope?*
15 avril 2010	**Daï-do LE**, Étudiant à la maîtrise, Droit, Université Laval	*La protection qu'offre le nouveau Code Civil du Québec en matière d'eau au Québec dans le contexte de la Constitution canadienne et de la libéralisation des échanges commerciaux avec l'OMC*
	Philippe-Antoine COUTURE-MÉNARD, DESS, Common Law, Université de Montréal **Emmanuelle PAQUETTE-BÉLANGER**, Étudiante à la maîtrise, Droit, Université de Montréal	*Wal-Mart et le droit d'association*
20 mai 2010	**Isabelle MARTIN**, Doctorante, Droit, Université McGill	*Entreprise et dignité*
	Christine VÉZINA, Doctorante, Droit, Université de Montréal	*Justiciabilité des droits ESC dans l'ordre juridique international: quelle effectivité attendue?*

AUTRES ACTIVITÉS ORGANISÉES PAR OU EN COLLABORATION AVEC LE CRDP

11 au 14 juin 2009
L'anonymat des dons de gamètes et d'embryons : Quelle justice, pour qui ?
20e CONFÉRENCE ANNUELLE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE *de bioéthique : Quelle preuve pour une décision juste?*
Julie Cousineau (assistante de recherche, conférencière)
McMaster University, Hamilton

18 juin 2009
Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir
Virginie Mesguich, Centre d'archives de Montréal

22 juin au 3 juillet 2009
Summer School of European University Institute on Euro-Mediterranean Migration
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE APPLIQUÉE SUR LES MIGRATIONS INTERNATIONALES
Saïd Hammamoun (post-doctorant au CRDP, participant)
Université de Florence, Faculté de science politique Cesare Alfieri, Florence

22 juin au 4 juillet 2009
ATLAS Agora Conference 2009
CONSORTIUM ATLAS (ASSOCIATION OF TRANSNATIONAL LAW SCHOOLS)
Doris Farget (assistante de recherche) et **Virginie Mesguich** (responsable de la communication du CRDP) (conférencières)
London School of Economics and Political Science, Londres

6 au 11 juillet 2009
ÉCOLE D'ÉTÉ *Diversité biologique : l'état de la situation et les enjeux actuels*
Hélène Trudeau (membre du Comité de direction et organisatrice)
CERIUM, Université de Montréal

16 septembre 2009
Lancement du site Web de l'Observatoire de l'Examen périodique universel
Jean-Louis Roy, Université de Montréal

18 septembre 2009
Faire justice à la diversité culturelle : L'anthropologie au service du droit. Examen critique au départ de l'expérience européenne
Marie-Claire Foblets
Chaire de recherche du Canada sur les identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées dirigée par **Jean-François Gaudreault-Desbiens**, Université de Montréal

23 septembre 2009
Que peut faire le droit lorsque les marchés financiers sont en crise ?
Marie-Anne Frison-Roche
Chaire en droit des affaires et du commerce international dirigée par Stéphane Rousseau (organisateur)
Université de Montréal

1er octobre 2009
La Nouvelle Afrique : proposer les bases d'un nouveau partenariat Canada-Afrique
CONFÉRENCE DU CONSEIL CANADIEN POUR L'AFRIQUE
Jean-Louis Roy (co-président de séance)

2 octobre 2009
Les recours et les mesures de redressement : une affaire sérieuse
CONGRÈS ANNUEL DE L'INSTITUT CANADIEN D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
Patrick Molinari (président de la séance *Quelques enjeux futurs en matière de redressements*)
Hôtel Lord Elgin, Ottawa

2 octobre 2009
Les réparations pour la violation des droits des peuples autochtones : les enseignements de la Cour interaméricaine des droits de l'homme
CONGRÈS ANNUEL DE L'INSTITUT CANADIEN D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE : *Les recours et les mesures de redressement : une affaire sérieuse*
Ghislain Otis (conférencier)
Hôtel Lord Elgin, Ottawa

16-17 octobre 2009
39th Annual Workshop on Commercial and Consumer Law – 39e Atelier en droit commercial et de la consommation
Stéphane Rousseau

21 octobre 2009
TABLE RONDE *L'innovation, à quel prix ? Sécurité, perte d'identité et éthique*
COLLOQUE INTERNATIONAL *Génération C – êtes-vous prêts? organisé par le CEFRIO*
Pierre Trudel (animateur), Centre des congrès de Québec

19 novembre 2009
Contrôle fiscal et libertés publiques
Vincent Gautrais, Nabil Antaki, Diane Bruneau

20 novembre 2009
Le savoir verouillé – clauses de non-concurrence et mobilité des employés qualifiés dans les industries innovantes
CYCLE DE COLLOQUES CONCURRENCE & INNOVATION
France Houle (conférencière), Faculté de droit, Université McGill

2-6 décembre 2009
SÉMINAIRE D'EXPERTS *La régulation de la recherche médicale dans les pays du Sud*
Thérèse Leroux, Paris

8 décembre 2009
La participation régionale dans l'après-Kyoto : l'Europe et le Canada entre immobilisme et dynamisme
TABLE RONDE SUR INVITATION, CRDP/CÉRIUM
Hélène Trudeau, Université de Montréal

SUITE >

SUITE >

AUTRES ACTIVITES ORGANISEES PAR OU EN COLLABORATION AVEC LE CRDP

16 décembre 2009
Les nouveaux usages des médias
COLLOQUE *Médias 09 – entre communautés et mobilité*
Pierre Trudel (président de session)
Université Paul Cézanne Aix-Marseille III

15 janvier 2010
EUI ALUMNI ASSOCIATION CONFERENCE *Europe in Crisis*
EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE
Nanette Neuwahl, co-organisatrice

11 février 2010
Démocratie participative
SÉMINAIRE CONJOINT, CRDP ET CENTRE DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (CPDS)
Thérèse Leroux (organisation et animation), Université de Montréal

12 février 2010
La recherche historique et les droits des Autochtones : controverses ou convergences?
Michel Morin et **Jean Leclair** (conférenciers)
Université de Montréal

18-19 février 2010
Droit civil + technologies
CHAIRE EN DROIT DE LA SÉCURITÉ ET DES AFFAIRES ÉLECTRONIQUES
CHAIRE JEAN-LOUIS BAUDOUIN EN DROIT CIVIL
Vincent Gautrais, Centre des archives de Montréal

12 mars 2010
4e ÉDITION DU COLLOQUE ÉTUDIANT DU *Regroupement Droit et Changements*
Marie-Ève Couture-Ménard, Faculté de droit, Université McGill

12 avril 2010
Le mécanisme d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU : Évaluation provisoire
TABLE-RONDE DE L'OBSERVATOIRE MONDIAL DES DROITS HUMAINS
Jean-Louis Roy (organisateur), CRDP, Université de Montréal

13 avril 2010
Le Turkménistan : une dictature méconnue d'Asie centrale
Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (conférencier)
Université de Montréal

14-16 avril 2010
SÉMINAIRE D'EXPERTS *Les conceptions présidant à l'organisation du prélèvement d'organes en France, au Canada et aux États-Unis*
Thérèse Leroux (membre du Comité scientifique), Paris

6 mai 2010
COLLOQUE *Les relations entre le Canada, le Québec et l'Afrique depuis 1960. Bilan et perspectives*
Jean-Bruno Mukanya Kaninda-Muana (Université de Montréal), **Samy Mesli** (Université de Montréal), **Samir Saul** (Université de Montréal), **Magali Deleuze** (Collège militaire royal du Canada), **Nicole Matip** (Université de Montréal), **Aristide Nononsi** (Université McGill) (comité organisateur)
Université de Montréal

6 mai 2010
Le Québec en mutation… vers quoi ?
CAUSERIE AVEC GUY ET FRANÇOIS ROCHER
Librairie Olivieri, 5219, Chemin de la Côte-des-Neiges

6 mai 2010
Synthetic Biology and Intellectual Property
MIDI-CONFÉRENCE, SÉMINAIRES ÉTUDIANTS DU CRDP
Alison McLennan, doctorante, Australian National University
Université de Montréal

7 et 8 mai 2010
ATELIER *Droit, groupes et communautés minoritaires*
LA MOBILISATION DU DROIT ET LE PLURALISME COMMUNAUTAIRE
COLLOQUE INTERNATIONAL ORGANISÉ PAR LE CENTRE DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE SUR LA DIVERSITÉ AU QUÉBEC (CRIDAQ)
Pierre Noreau (président de séance)
Salle Jean-Paul-Tardif, Pavillon La Laurentienne, Université Laval
Québec

10 mai 2010
COLLOQUE INTERNATIONAL DANS LE CADRE DU 78e CONGRÈS DE L'ACFAS : *Anciens savoirs et nouveaux défis : le savoir autochtone relatif à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité*
Carole Lévesque, professeure, INRS et **Thora Martina Herrmann**, professeure, Chaire de recherche du Canada en Ethnoécologie et Conservation de la biodiversité (responsables)
Université de Montréal

10 mai 2010
COLLOQUE INTERNATIONAL DANS LE CADRE DU 78e CONGRÈS DE L'ACFAS : *Biobanques et consentement : les enjeux éthiques et légaux à considérer selon les spécificités des participants*
Emmanuelle Lévesque, Salle KPMG, HEC Montréal

10 au 13 mai 2010
STAGE RÉSERVÉ AUX DIPLÔMÉS DU MASTER DROIT ET FISCALITÉ DE L'ENTREPRISE
CHAIRE EN DROIT DE LA SÉCURITÉ ET DES AFFAIRES ÉLECTRONIQUES
Nabil Antaki (organisateur)

SUITE >

SUITE >

AUTRES ACTIVITES ORGANISEES PAR OU EN COLLABORATION AVEC LE CRDP

13 mai 2010
COLLOQUE INTERNATIONAL DANS LE CADRE DU 78e CONGRÈS DE L'ACFAS : *Université et développement : vers une nouvelle génération de pratique*
Pierre Noreau (président de panel de la première séance)
Salle KPMG, HEC Montréal

10 au 14 mai 2010
CONGRÈS DE L'ACFAS : *Découvrir aujourd'hui ce que sera demain*
Pierre Noreau, président de l'ACFAS, Université de Montréal et pôles affiliés

17 au 19 mai 2010
CONFÉRENCE INTERNE RELATIVE AU PROJET *Éducation 2.0 : le droit des technologies par les technologies* (PARIS)
Vincent Gautrais (organisateur principal)

20 et 21 mai 2010
ATELIER *Instrument juridique et effets de cadrage*
COLLOQUE *Les instruments juridiques dans le jeu politique*, DANS LE CADRE DU CONGRÈS 2010 DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE SCIENCES POLITIQUES SOUS LE THÈME *Règles, acteurs et ressources politiques*
Pierre Noreau (président de séance), Université Laval, Québec

20 et 21 mai 2010
ATELIER *Les instruments juridiques et les mutations des politiques de la mémoire en France*
COLLOQUE *Les instruments juridiques dans le jeu politique*, DANS LE CADRE DU CONGRÈS 2010 DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE SCIENCES POLITIQUES SOUS LE THÈME *Règles, acteurs et ressources politiques*
Pierre Noreau (président de séance), Université Laval, Québec

20 et 21 mai 2010
ATELIER *Réforme, innovation juridique et management du droit* COLLOQUE *Les instruments juridiques dans le jeu politique*,
DANS LE CADRE DU CONGRÈS 2010 DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE SCIENCES POLITIQUES SOUS LE THÈME *Règles, acteurs et ressources politiques*
Pierre Noreau (commentateur), Université Laval, Québec

21 mai 2010
SÉMINAIRE DE RÉFLEXION DU CENTRE D'ÉTUDE SUR LES MÉDIAS : *les droits d'auteur et les médias*
Pierre Trudel, directeur du Centre d'étude sur les médias
Hôtel Delta, Montréal

28 et 29 mai 2010
ATELIER INTERNATIONAL SUR LES LITIGES TRANSNATIONAUX
Nanette Neuwahl (organisatrice et présentatrice),
Université de Montréal

Juin 2010
ÉCOLE D'ÉTÉ SUR LA CIRCULATION DES PERSONNES EN DROIT COMPARÉ
Nanette Neuwahl (organisatrice)

1er juin 2010
COLLOQUE ANNUEL DE L'ALAI : *Génération Copyright*
Ysolde Gendreau (présidente d'ALAI Canada), L'Extentris
Montréal

1er juin 2010
SOS-Racisme et la lutte contre les discriminations en France : une stratégie judiciaire à contre-courant
MIDI-CONFÉRENCE, SÉMINAIRES ÉTUDIANTS DU CRDP
Vincent-Arnaud Chappe, Doctorant, Institut des sciences sociales du politique (ISP) – ENS, Cachan, France
Université de Montréal

4 juin 2010
ATELIER *On the position of victims of crime in the criminal justice system in Canada and beyond*
COLLOQUE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DROIT ET SOCIÉTÉ, CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES
Pierre Noreau (président de séance), Université Concordia

11 juin 2010
CAREERS DAY, INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN
Nanette Neuwahl, présidente de panel, Florence

LEX ELECTRONICA

REVUE ÉLECTRONIQUE DU CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Volume 14, Numéro 1 (Printemps 2009)

BELLEAU Marie-Claire, BOUCHARD Valérie, JOHNSON Rebecca
Droit, cinéma et doute : Rapport minoritaire

FARGET Doris
La reconstruction juridique de l'Irak et de l'Afghanistan et l'influence des systèmes juridiques occidentaux

GRÉGOIRE Gabrielle, ALEMDJRODO Richard, CHAGNON Annie
La discrimination génétique et l'assurance-vie : les mesures de protection actuelles suffisent-elles?

LECLAIR Jean
Les périls du totalisme conceptuel en droit et en sciences sociales

SAMSON Mélanie
La théorie structurante du droit : plaidoyer pour une redéfinition de l'agir juridique

TRONCOSO REIGADA Mauricio
Why should Restrictive Clauses be applicable in Cases of Forced Selling of Limited Liability Company Shares?

Volume 14, Numéro 2 (Automne 2009)

Édition spéciale : *Les étudiants à la page*

ALI Rajab
Technological Neutrality

LEBRUN Christine
L'avocat a-t-il l'obligation de chiffrer ses courriels confidentiels en vertu de l'article 34 de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information ?

ZHENG Jie
Email Evidence Preservation. How to Balance the Obligation and the High Cost

LEROUX François
Rétrospective de la Stratégie canadienne en matière de biotechnologie

PASCA Alexandra
Les poursuites-bâillons : frontière entre liberté d'expression et droit à la réputation

Édition courante

PERRIER Yvan
Lutte syndicale et contestation juridique à l'ère de la Charte canadienne des droits et libertés : du conflit ouvert à la plaidoirie feutrée

DROUIN Renée-Claude, DUPLESSIS Isabelle
La régulation internationale du travail de 1998 à 2008 : un Eldorado normatif ou un désert interprétatif ?

GAYET Anne-Claire
La protection du savoir traditionnel comme partie intégrante d'une nouvelle approche de la propriété intellectuelle

RIEFA Christine
The reform of electronic consumer contracts in Europe: towards an effective legal framework?

Volume 14, Numéro 3 (Hiver 2010)

OUATTARA Aboudramane
La législation ivoirienne sur les défenses à exécution à l'épreuve du droit uniforme de l'OHADA relatif aux voies d'exécution : survivance ou extinction?

MIENDJIEM Isidore Léopold, LOWE G. Patrick Juvet
Libres propos sur la législation OAPI relative aux obtentions végétales

VERMEYS Nicolas
Code source et sources codifiées : pour une cyberjustice québécoise ouverte et accessible

CAMPBELL-DURUFLÉ Christopher
Only if "je est un autre" Can I Recognise You: Reflections on Canada's Process of Constitutional Recognition of the "Preexistence of Distinctive Aborignial Societies"

YANG Seo Yun
University v. Student - Challenging the Contractual Understanding of Higher Education in Canada

SITES HÉBERGÉS PAR LE CRDP

Centre de recherche
en droit public
www.crdp.umontreal.ca

Centre de droit des affaires et du
commerce international
www.cdaci.umontreal.ca

Guide des droits sur internet
www.droitsurinternet.ca

Chaire L.R. Wilson sur
le droit des technologies
de l'information et du
commerce électronique
www.chairewilson.ca

Lex electronica
www.lex-electronica.org

Droit des affaires
www.droitdesaffaires.org

Chaire en droit des affaires et du
commerce international
www.droitdesaffaires.ca

Regroupement Droit
et changement
www.rdc.umontreal.ca

Cyberconsommation.ca
www.cyberconsommation.ca

États de droit et virtualité
www.etatdedroitetvirtualite.net

Chaire en droit de la sécurité
et des affaires électroniques
www.gautrais.com

Le droit du net
www.ledroitdu.net

Peuples autochtones
et gouvernance
www.pag-ipg.com

Chaire Jean-Louis Beaudoin
www.chairejlb.ca

Analyse économique du droit
www.economiedudroit.ca

Déontologie judiciaire
www.deontologie-judiciaire.umontreal.ca

Judicial Ethics
www.judicial-ethics.umontreal.ca

Cyber Tribunal
www.cybertribunal.org

Éthique - Recherche
www.ethique-recherche.org

Faculté de droit
Université de Montréal
www.droit.umontreal.ca/services/cdp/index.html

Laboratoire sur la cyberjustice
www.laboratoiresurlacyberjustice.org

info@crdp.umontreal.ca

CENTRE DE
RECHERCHE EN
DROIT PUBLIC

ADRESSE CIVIQUE :
Pavillon Maximilien-Caron
Université de Montréal
3101, chemin de la Tour
angle Queen Mary et Decelles
Montréal (Québec) Canada H3T 1J7

ADRESSE POSTALE :
Centre de recherche en droit public
Faculté de droit
Université de Montréal
C.P. 6128, succ. Centre-ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3J7

Téléphone : 514.343.7533
Télécopieur : 514.343.7508